MOBILISATION

REVUE POLITIQUE MILITANTE

VOL. 3 no. 3

25



LA QUESTION NATIONALE ET NOS PRATIQUES DANS LA CLASSE OUVRIERE

AVANT-PROPOS

Vous trouverez dans les pages centrales du présents numéro de **MOBILISATION** la synthèse de la journée de rencontre inter-militants qui s'est tenue sur la **QUESTION NATIONALE** avant les élections. Cette synthèse est suivie d'évaluations effectuées dans divers noyaux de militants à la suite de cette rencontre. Tant la synthèse que les diverses évaluations ne témoignent évidemment pas d'une "ligne unitaire" face à cette importante question. Elles témoignent plutôt d'un réel effort de clarification chez de nombreux militants et surtout lie cet effort de clarification aux pratiques en cours actuellement dans la classe ouvrière et dans diverses couches des masses. En cela, elles rendent compte de nos efforts et de la faiblesse de notre capacité d'intervention sur d'aussi importantes questions.

La rencontre avec des militants du Comité de Travailleurs de la Steel tente de retracer quelques acquis de la lutte et les perspectives d'avenir. L'ARTICLE SUR LA GR8VE 4 Shell décrit une lutte des ouvriers américains sur les questions de santé et de sécurité.

Le Xième Congrès du PCC s'est tenu sous le signe du l'Unité et de la consolidation. **MOBILISATION** a cru bon rendre compte des leçons et des acquis que ce grand parti (25 millions de membres dirigeant un pays de plus de 800 millions de chinois) a tiré de sa riche expérience, notamment sur la lutte des classes au sein de son organisation. Nous présentons également la suite de l'article sur le Chili.

Enfin, **MOBILISATION** a rencontré des militants qui ont participé à la rédaction du DOSSIER SERVICE SOCIAL pour en savoir plus sur le rôle de ce dossier, sa diffusion et ses résultats.

SOMMAIRE

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée conjointement par des militants venant des groupes suivants:
LE CAP ST-JACQUES,
LE CAP MAISONNEUVE,
LA LIBRAIRIE PROGRESSISTE,
L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC (APLQ).

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs groupes d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçue comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

MOBILISATION est disponible à Montréal: Cap St-Jacques, 370 est, Duluth; Cap Maisonneuve, 3902 est, Ontario; Librairie progressiste, 1867 Amherst; APLQ, 2074 Beaudry.
Dépot légal à la Bibliothèque nationale du Québec.
Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

La Steel après la lutte:

SORTIR DE L'ISOLEMENT



Du 28 septembre au 16 octobre 1973, les 750 travailleurs de la Canadian Steel Foundries à Montréal sont sortis en grève illégale pour défendre leurs droits syndicaux, après que deux de leurs confrères eurent été congédiés parce qu'ils avaient protesté contre les conditions de santé et de sécurité dangereuses pour la santé des travailleurs.

Cette grève illégale était le premier arrêt de travail important et général depuis des dizaines d'années. En plus de faire face aux boss, à la police et à la justice bourgeoise, les travailleurs ont dû lutter contre les Métallos qui tentèrent par toutes sortes de moyens de briser la lutte.

Cette lutte fut menée à l'initiative du "Comité de travailleurs de la Steel", une organisation de travailleurs combattifs qui est apparue à la Steel en décembre 1972. Regroupés au début pour tenter de voir clair dans la situation à l'usine, le syndicat, les problèmes des travailleurs, les travailleurs du comité ont peu à peu développé des objectifs et des moyens d'action qui répondaient aux besoins de la grande masse des travailleurs.

Le comité des travailluers s'est distingué principalement de deux façons du syndicat local affilié aux Métallos; D'abord au niveau des moyens, le comité a mis de l'avant la participation et la mobilisation de la masse des travailleurs pour résoudre les problèmes, et cela en opposition directe avec l'ancien exécutif [maintenant complètement transformé] et surtout les parmanents des Métallos, habitués à "dealer" avec les boss à l'amiable, sans consultation et mobilisation des travailleurs.

Deuxièmement, le Comité des travailleurs s'est donné des objectifs plus larges et plus généraux que le syndicat. Il ne veut pas se limiter au cadre syndical circonscrit par la convention collective qu'on signe à tous les 2 ou 3 ans.

La lutte de la Steel dans ce contexte prend une importance particulière, en ce qu'elle montre certaines indications dans la construction d'une force ouvrière autonome et de masse dans les entreprises. Comme l'expliquait le comité de travailleurs dans son journal A NOUS LA PAROLE, "...le comité de travailleurs de la Steel considère que nous avons gagné une bataille, mais que nous n'avons pas gagné la guerre. Aujourd'hui comme hier, nous faisons face aux mêmes patrons, à des conditions de travail améliorées mais encore très dangereuses. Nous avons appris que seule notre force organisée et unie pouvait faire céder la compagnie..."

MOBILISATION a réalisé une courte interview avec un militant du comité de travailleurs de la Steel qui éclaire la situation actuelle dans l'usine pour les travailleurs et pour leur comité. Nous espérons dans un avenir proche être en mesure de présenter d'autres textes approfondissant la situation dans cette usine et le travail d'organisation qu'on y a entrepris.



Qu'est ce qui se passe à la Canadian Steel Foundries depuis la fin de la grève illégale? Les droits revendiqués par les travailleurs sont-ils respectés? Le comité de travailleurs s'est-il renforci? Ses liens avec le syndicat se sont-ils affermis? Pour le savoir, nous avons rencontré un travailleur de la Steel, membre du comité de travailleurs, et nous lui avons posé quelques questions.

QUELLE EST L'ATTITUDE DES BOSS FACE AUX TRAVAILLEURS DEPUIS LA LUTTE?

Dès la première semaine, les patrons ont brisé l'entente que nous avions signée. Leur seul but, c'est encore la production et le profit; c'est pourquoi ils essayent de nous ménager: ils attendent que les conséquences de la lutte s'apaisent. Une de leurs tactiques préférées, c'est d'essayer d'isoler les travailleurs du comité des autres travailleurs; ils utilisent la même tactique que la direction des Métallos.

En gros, on peut dire qu'ils essayent de profiter de ce qui s'est passé ici pour augmenter leur force. Ca ne change rien au fond du problème: il y a une classe dans la shop et une classe dans les bureaux, les boss.

ET POUR LES GARS DANS LA SHOP

Les gars discutent maintenant plus ouvertement qu'avant. Ils acceptent plus difficilement de jaser avec les boss; ils sont plus vigileants qu'avant. Plusieurs s'informent sur l'arbitrage que deux de nos confrères de travail subissent actuellement.

Aussi, avant il y avait plusieurs travailleurs qui étaient méfiants par rapport au comité de travailleurs: le comité, c'était un peu à part. Maintenant plusieurs gars ont confiance dans le comité et souvent ce sont les vieux à cause des nombreux cas de silicose qu'il y a à la shop. Plusieurs ont compris que la lutte était nécessaire. Maintenant, pour une bonne partie des gars, le comité de travailleurs est associé aux ouvriers les plus combatifs.

Mais il ne faut pas oublier que c'était la première grève depuis 30 ans et elle était illégale. Plusieurs se sont sentis fatigués après cette bataille.



LE SYNDICAT A-T-IL CONNU DES CHANGEMENTS IMPORTANTS I

Avant, le comité était associé aux gars de la base, tandis que l'exécutif du syndicat travaillait surtout avec les délégués. Le syndicat est devenu maintenant moins "hiérarchique" si on veut. Les gars en général se fient plus aux gars combattifs qu'à ceux qui occupent les plus hauts postes de responsabilité. Pour donner un exemple, les travailleurs iront voir un délégué syndical combattif, plutôt que d'aller voir un gars en haut de l'exécutif uniquement pace qu'il occupe un poste important.

Il y a eu deux membres de l'exécutif qui ont démissionné après la lutte et un nouveau

membre du comité de travailleurs est rendu responsable du comité de sécurité syndical. On s'est fait des alliés dans le syndicat. On a deux postes à l'exécutif sur une possibilité de onze, mais le comité de travailleurs a plusieurs postes au niveau des délégués.

QUEL PROGRAMME LE COMITE S'EST DONNE PAR RAPPORT AU SYNDICAT ?

Maintenant le roulement interne du syndicat est plus proche de la base. Mais on veut continuer à démocratiser le syndicat.

Mais on veut surtout améliorer nos conditions d'ouvriers. Par exemple, on veut rendre nos prochaines négociations, dans 18 mois, plus "politiques". On veut obliger la compagnie à prendre ses responsabilités vis-à-vis les cas de silicose. On n'est pas prêt à accepter le pattern des Métallos: nos revendications on va les mettre de l'avant ici et ce sont les gars eux-mêmes qui vont décider ce qu'on négocie. Il est très important pour nous de rester attachés à la base.

QUE SONT DEVENUS VOS LIENS AVEC LA DIRECTION DES METALLOS ?

On les a rencontrés (les permanents) récemment et on leur a demandé de payer nos avocats. On ne sait pas encore s'ils vont accepter. Les permanents viennent encore à la shop faire un tour. En fait, comme ils font d'habitude, ils essayent de récupérer les gars en s'attachant les gars de l'exécutif qui leur sont favorables.

On se demande si ça vaut la peine de se désafilier. Se désafilier pour aller où?

On est pas allé au congrès des Métallos parce qu'on y rencontre le sommet et non les travailleurs de la base. Ca nous fait pas avancer une miette que d'assister à ce genre de congrès, comme celui des Métallos ou celui de la FTQ. On a aucune liaison avec les autres syndicats locaux. Ca nous fait penser au Front commun: on savait rien de ce qui se passait.

QUELS DEVELOPPEMENTS A CONNU LE COMITE DE TRAVAILLEURS DEPUIS LA SIGNATURE DE L'ENTENTE ?



Depuis la fin de la grève illégale, le comité de travailleurs a doublé ses effectifs et on est maintenant une dizaine de membres. Mais notre organisation est encore faible.

On essaie de régler nos problèmes en travaillant plus en équipe. Dans ce sens, on veut avoir des rencontres avec d'autres comités de travailleurs ou d'autres groupes d'ouvriers pour apprendre de leurs expériences. Nous voulons discuter des problèmes qui touchent l'ensemble des travailleurs. On veut sortir du concept "syndiqué" pour travailler avec d'autres groupes de travailleurs.

On pense aussi à former différents groupes à l'intérieur de l'usine qui seraient rattachés au comité de travailleurs. Il y a également le journal du comité qu'on va développer et dont on va se servir pour préparer les prochaines négociations.

En gros, on peut dire qu'on va tenter d'établir des liens avec des travailleurs d'autres usines pour devenir un moyen de pression contre les patrons et les syndicats loins des préoccupations des travailleurs.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX PROBLEMES QUE VOUS AVEZ RENCONTRES AU COURS DE LA LUTTE ?

Le principal problème auquel nous avons eu à faire face était sans doute l'isolement. On se sentait tout seuls avec nos problèmes. On a pas eu beaucoup d'appui de la part des groupes syndiqués. Pourtant, la plupart des travailleurs dans l'Est savaient qu'à la Steel on était en grève illégale. C'est sûr que si on avait reçu l'aide des autres travailleurs des shops des alentours, ça aurait pu nous aider. A tous les jours, on voyait qu'on était limité parce qu'on était isolé.

Un des problèmes importants qu'on a connus, ça a été le manque d'appui de la direction des Métallos. Dès le début, les permanents se sont désolidarisés de la lutte qu'on menait sous prétexte qu'elle était illégale; ils ont même refusé de nous prêter des fonds pour dépanner les travailleurs qui avaient de grosses responsabilités familiales.

Et justement, le manque d'argent a été un autre problème auquel on devait faire face. Il est facile de comprendre que les travailleurs, après quinze jours sans salaire, connaissent de sérieuses difficultés financières. Et on avait aucune solution pour remèdier à ce problème-là.

Mais finalement, on peut dire que la plus grosse difficulté qu'on a connue, ça été l'isolement qu'on ressentait face à tous les moyens qu'avait la compagnie.

La lutte des travailleurs de la Shell aux Etats-Unis pour les conditions de santé et de sécurité

GREVE A SHELL



Les luttes des travailleurs américains ont considérablement augmenté depuis 1970. D'une part, on a pu voir un certain regain de militantisme et de combativité à la base, concrétisé par l'apparition de nombreux groupes de travailleurs combatifs à l'extérieur et à l'intérieur des syndicates. De plus, certaines luttes au niveau des appareils syndicaux ont donné une nouvelle direction aux travailleurs (par exemple les nouveaux dirigeants du syndicat des mineurs). D'autre part, la crise économique s'est développée ces dernières années pour se ralentir considérablement mais de façon très temporaire l'année dernière. Les conditions de vie et de travail des travailleurs américains se sont sensiblement déteriorées depuis 3 ou 4 ans, et ce n'est pas fini: certains économistes prévoient que les années 1974-75 seront parmi les pires jamais vues depuis les années '30.

Les Conditions de Santé et de Sécurité

Chaque année aux Etats-Unis, plus de 100.000 travailleurs meurent à cause d'accidents ou de maladies contractées sur les lieux de travail. Plus de 25 millions d'entre eux sont blessés à l'ouvrage, soit la proportion incroyable de un travailleur sur trois. On a entendu parler des métallos et des mineurs atteinte de silicose, d'amiantose et de toutes sortes de maladies pulmonaires. Récemment, les travailleurs de l'automobile ont lutté pour la réduction des heures supplémentaires obligatoires dans cette industrie qui forçait les travailleurs à se tuer à l'ouvrage pendant 45-50 heures par semaine. Le gouvernement américain a passé une loi sur la question de la santé et de la sécurité en 1970 (Occupational Safety & Health Act). Comme pour la plupart des lois pour la "protection" des travailleurs, la bourgeoisie américaine a fait en sorte que la loi ne soit pas appliquée: on a engagé 50 inspecteurs pour surveiller les conditions pour plus de 100 millions de travailleurs...la procédure de poursuite est longue et coûteuse (les travailleurs qui osent l'employer sont souvent victimes de la répression patronale), etc. etc...

En gros, on peut dire que les Etats Unis, le pays le plus riche et le plus

industrialisé du monde, est un des pires en ce qui concerne la protection des travailleurs.

La Situation à la Shell

Les travailleurs des raffineries et des industries chimiques sont parmi les plus touchés en ce qui concerne les dangers pour leur santé et leur sécurité. A la *Shell*, le Syndicat International des travailleurs des industries pétrolière, chimique et atomique (Oil, Chemical and Atomic Worker's International Union-OCAW) (1), lors des négociations pour le contrat de 1973,la compagnie refusa systématiquement de négocier toute clause concernant ces questions. Le 23 janvier 1973, plus de 4,000 travailleurs employés dans 5 raffineries et 3 usines de produits chimiques, en Californie, au Texas, au Washington, en Louisiane et au Colorado, débrayèrent pour appuyer leurs revendications.

Les travailleurs de la Shell faisaient face à un adversaire de taille: la Shell est la quatrième plus grosse corporation dans le monde, la deuxième plus grosse dans l'industrie du pétrole. Elle possède plus de 500 usines partout dans le monde. C'est elle qui fournit la majeure partie du combustible pour les avions.

La crise économique a durement frappé cette compagnie. Malgré l'augmentation en chiffres absolus des profits (plus de $500 millions déclarés en 1972), les rentrées ont baissé de 24% par rapport à 1971. Ses ventes ont diminué, ses coûts d'exploitation ont augmenté, particulièrement dans les pays arabes qui ont triplé les taxes en 10 ans.

La Shell face à cette situation a voulu se rattraper en gagnant encore plus sur ses employés aux Etats Unis, relativement privilégiés à comparer aux travailleurs de la Shell en Asie et en Amérique Latine.Pour sauver de l'argent, la Shell, de même que les autres grands monopoles du pétrole, n'ont pas installé d'équipements de sécurité et anti-pollution. Ils ont dépensé plus d'argent pour convaincre le public qu'ils luttaient contre la pollution que ce qu'ils ont investi en équipements dans les usines. Actuellement, ils se servent de la soi-disante "crise de l'énergie" pour augmenter leurs profits et refuser d'améliorer les installations de sécurité.

La compagnie ne voulait même pas négocier les questions de santé et de sécurité. Les travailleurs de la Shell travaillent avec toutes sortes de produits chimiques toxiques et facilement inflammables. A l'intérieur des grandes tours de 100 pieds de hauteur, le pétrole brut est chauffé à de très hautes températures. En haut tout près du sommet, on récolte les vapeurs de pétrole pour les transformenr en gazoline, gaz naturel... En bas, les produits plus lourds sont ramassés, tel l'asphalte et le coke. On produit ainsi plus de 6 000 dérivés de toutes sortes à partir du pétrole brut. Les travailleurs circulent au milieu de milliers de tuyaux et de valves dans lesquels s'écoulent toutes sortes de liquides et de gaz mortellement dangereux. Les travailleurs subissent de nombreux speed-ups, les équipes de travail ont été réduites, les accidents se sont multipliés. Les maladies aussi causent de graves problèmes. La Shell ne fournit même pas d'examens médicaux. On dénombre de très nombreux cas de cancers aux poumons et au sang. La majorité des produits qui sortent des raffineries et des usines Shell n'ont même pas été testés pour évaluer le danger qu'ils représentent pour la santé. La compagnie refuse le droit des délégués syndicaux d'effectuer des vérifications nécessaires sur la sécurité.

Les effets néfastes des produits pétroliers et chimiques ne se limitent pas seulement aux usines. La pollution se répand dans les quartiers environnants. Les familles des travailleurs sont aussi atteintes de maladies parce qu'elles sont en contact avec les produits répandus sur les vêtements ou les outils des travailleurs. Des recherches effectuées aux Etats Unis démontrent que le taux de cancer est de 30% plus élevé que la moyenne chez les familles qui résident près des raffineries ou qui sont en contact avec des travailleurs de ces industries.

LA GREVE

Les principales revendications des travailleurs sur les questions de santé et de sécurité se résumaient en 5 points:(2)

1) Mise sur pied d'un comité conjoint patronal-syndical dans tous les départements sur les questions de santé et de sécurité.

2) Les délégués syndicaux qui remplissent des fonctions de sécurité doivent être payés à plein salaire par la compagnie sur les heures de travail pour remplir leurs fonctions.

3) Le syndicat a le droit de faire venir des inspecteurs gouvernementaux pour vérifier l'état des conditions de santé et de sécurité.

4) Le syndicat a accès à toute l'information de la compagnie sur les cas de maladie et de mortalité parmi les travailleurs; il a aussi droit à toute l'information nécessaire sur les produits chimiques utilisés dans les entreprises.

5) La compagnie doit fournir gratuitementdes examens médicaux annuels.

Dès le début de la grève, les travailleurs des raffineries et des usines Shell démontrèrent qu'ils étaient prêts à lutter à fond pour leurs conditions de de santé et de sécurité. "Nos vies sont en jeu", dirent-ils et leur combativité pendant cette grève nationale montra que cette affirmation n'était pas seulement une tactique. Contrairement aux années passées, la lutte des travailleurs de la Shell prit un caractère *de masse*: des lignes de piquetage massives, des campagnes d'information



«Nous réalisons que tous les avantages que nous avons gagné, les salaires et tout le reste, cela ne vaut pas cher si tu es obligé de te tuer pour les obtenir.

Si tu travailles pendant vingt ans et que finalement après ça, tu obtiens ta pension et tu meurs la première année à ta retraite, cela ne te sert pas à grand chose, même si tu bénéficies d'un bon régime de retraite.»

et de boycottage, des tournées d'explication dans les syndicats locaux et les groupes populaires. La campagne de boycottage prit une allure nationale après une tournée d'information des travailleurs de la base: l'on organisa des lignes de piquetage devant les stations services Shell, des milliers de travailleurs renvoyèrent leur carte de crédit Shell. Plusieurs associations contre la pollution donnèrent leur appui aux grévistes.

Dans plus d'une demi-douzaine de villes, des comités de soutien furent organisés pour appuyer la lutte des travailleurs. Des assemblées d'information furent organisées dans des syndicats locaux, des groupes populaires, des associations d'étudiants et de jeunes... Les chauffeurs de taxi de New York boycottèrent les garages Shell. Les travailleurs du port de San Francisco refusèrent de décharger des bateaux transportant des produits Shell. Des comités de chômeurs à San Francisco organisèrent des lignes de piquetage devant des agences qui fournissaient des scabs pour la Shell. L'appui se révéla partout très fort.

Mais ce fut quand même les travailleurs de la Shell eux-mêmes qui se mobilisèrent et qui firent finalement plier la compagnie. Celle-ci ne se gêna pas pour provoquer constamment les grévistes, engageant des scabs par milliers, des gardes de sécurité armés, des chiens policiers. La police locale à plusieurs endroits intimidait les grévistes, plusieurs furent arrêtés et condamnés à des amendes. Des batailles éclatèrent souvent sur les lignes de piquetage.

Un autre aspect original de cette grève fut la participation intense des femmes travailleuses et des épouses des travailleurs. En Californie, les femmes, en plus de participer aux lignes de piquetage devant la Shell, manifestèrent devant les bureaux de la police qui avait arrêté des grévistes. D'autres femmes sont allé "visiter" en masse et sans invitation les bureaux chefs de la Shell à Houston, pour faire comprendre aux gros boss qu'ils ne pouvaient pas comprendre les besoins des travailleurs assis dans leur bureaux climatisés, sans pollution, sans bruits, loin des gaz mortels et des hauts fourneaux. Au début de la grève, certains travailleurs se sentaient gênés un peu de voir leurs femmes participer dans "leur" grève. Cette attitude changea graduellement au cours de la grève quand il fut évident que sans elles, la lutte aurait été beaucoup plus difficile. Une travailleuse de la Shell expliqua la situation ainsi:

"...La sécurité et la santé, c'est une question de survie pour nous. Moi, je me sens responsable pour les hommes et les femmes qui travaillent maintenant et pour ceux et celles qui vont venir travailler plus tard aussi, après que mes confrères et consoeurs et moi-même seront partis. Je pense que c'est là le véritable esprit du syndicalisme. Les conditions de travail se détériorent de plus en plus. Nos vies sont en jeu. C'est pourquoi nous nous battons et c'est pourquoi *nous vaincrons*.".

Après 5 mois de grève, la Shell arrivait au bout de son rouleau, malgré les scabs et les campagnes de publicité contre les grévistes. La production diminuait à tous les jours et surtout l'équipement se détériorait au point où même les scabs refusaient de travailler parce que cela était devenu trop dangereux.

Dans un dernier effort pour briser l'élan des travailleurs, la Shell réussit à briser l'unité entre les différents locaux. Plusieurs travailleurs pensaient que "si on était sorti ensemble, on devrait rentrer ensemble". Pourtant, le local de Houston décida de signer seul un accord avec la Shell. Cela démoralisa beaucoup les travailleurs et affaiblit la position des locaux encore en grève.

En plus de cela, la Shell congédia un grand nombre de travailleurs qui avaient manifesté trop d'"enthousiasme" au goût des boss pour la grève, et qui s'étaient fait remarquer par leur militantisme et leur combativité. Plusieurs autres travailleurs furent suspendus pour des périodes allant jusqu'à deux semaines. A plusieurs endroits, les travailleurs durent rentrer au travail sans avoir été capables de faire réengager les militants congédiés (la plupart de ceux-ci furent réengagés finalement après plusieurs mois d'arbitrage).

QUELQUES CONCLUSIONS

La grève de la Shell était une des premières luttes importantes sur des questions de santé et de sécurité. Les travailleurs de la Shell, de même que la population en général, ont démontré au cours de la lutte l'importance vitale de cette question et la nécéssité de faire



Brulures aux bras d'un travailleur du caoutchouc, causées par les produits chimiques

céder les boss là-dessus. La participation massive des travailleurs du pétrole au cours de la grève fut un reflet de l'importance de la question pour l'ensemble des travailleurs. Pour beaucoup d'entre eux, ce fut l'apprentissage d'une solidarité et d'une prise de conscience collective qui sont restées ancrées parmi les travailleurs. Leurs revendications sur la santé et la sécurité furent partiellement gagnées. La compagnie par après a tenté toutes sortes de tactiques pour ne pas faire respecter l'entente dans les usines (par exemple le comité conjoint sur la santé et la sécurité a beaucoup de misère à influencer réellement les politiques de la compagnie).

Les travailleurs purent mesurer aussi l'importance de leur force. En effet, les grands monopoles intimidaient les travailleurs en répendant des rumeurs comme quoi on n'avait plus besoin tellement des travailleurs avec la mécanisation. Cette rumeur s'avéra complètement fausse quand les travailleurs purent constater comment les raffineries et les usines étaient mal en point après la grève de 5 mois. Au début, la compagnie se fit très douce avec les travailleurs. Mais cette petite "lune de miel" ne dura pas longtemps. La compagnie se montra particulièrement vache avec les travailleurs qui avaient milité activement pendant la grève. La Shell mit en pratique une "ligne dure" avec le syndicat, refusant de céder sur tous les poins et obligeant les travailleurs à aller en arbitrage pour chaque point litigieux. Maintenant, les travailleurs des raffineries et des produits chimiques doivent lutter durement pour faire respecter leur entente.

La grève de la Shell en 1973 s'inscrit dans une longue histoire de luttes dures des travailleurs du pétrole et des produits chimiques. Déjà en 1915, les travailleurs de la Standard Oil se firent massacrer par les fiers-à-bras de Rockfeller qui assassinèrent 9 travailleurs en grève.

Un des acquis importans qui ressortit de la grève est que les travailleurs doivent lutter et s'organiser continuellement pour résister aux attaques patronales. Aussitôt que les travailleurs relâchent la pression, les boss en profitent pour revenir en arrière sur des droits acquis.

Cette vérité est encore plus éclatante aujourd'hui avec les compagnies qui veulent mettre sur le dos des travailleurs leurs problèmes financiers et leurs pertes de profits. Comme le disait un gréviste de la Shell à la fin de la lutte de l'an passé. "La grève c'est la première étape seulement. Notre contrat est en fait une victoire assez mineure. Mais si nous sommes capables dans une lutte quotidienne de le faire respecter, ce sera une victoire majeure...".

NOTES

1) Syndicat international des travailleurs des industries pétrolière, chimique et atomique (SITIPCA, AFL-CIO): C'est le plus gros syndicat des travailleurs des raffineries et des usines de produits chimiques en Amérique du Nord, avec plus de 200,000 membres: 65,000 employés dans les raffineries, 70,000 membres dans les industries chimiques et le reste dans les industries atomiques et connexes. Le syndicat actuel est le résultat de la fusion entre 2 syndicats en 1955. Depuis ce temps, la syndicalisation des travailleurs de ces industries a peu progressé. Les grands monopoles, particulièrement la Standard Oil of New Jersey, (Exxon) ont tout fait pour empêcher la syndicalisation. Plus des deux tiers des travailleurs de l'industrie ne sont pas encore syndiqués (ou sont affiliés à des syndicats de boutique).

2) Voici certaines clauses de santé et de sécurité tel que présentées par le syndicat au début de la grève:

"Etablissement d'un comité conjoint patronal-syndical sur les questions de santé et de sécurité, composé d'un nombre égal de représentants patronaux et syndicaux, qui devra se réunir au moins une fois par mois dans le but d'examiner conjointement, d'inspecter, d'enquêter et de revoir les conditions et les pratiques de santé et de sécurité et les accidents, et dans l'objectif de faire conjointement et effectivement des recommandations constructives, incluant, mais non exclusivement, des propositions pour des changements afin d'éliminer les conditions et pratiques actuelles de santé et de sécurité non satisfaisantes, et d'améliorer les mesures de santé et de sécurité déjà existantes. Tous les sujets étudiés par le comité doivent être rapportés par écrit...Le temps dépensé en rapport avec le comité par les représentants syndicaux devra être payé au tarif ordinaire...Chaque partie peut de sa propre initiative ou conjointement avec l'autre partie, organiser des inspections de locaux et des équipements par des inspecteurs gouvernementaux, ou de l'Union internationale...

"La compagnie s'engage à fournir de l'équipement sanitaire adéquat et de former du personnel compétent pour entretenir manipuler et utiliser ces équipements...

"La compagnie s'engage à révéler au syndicat par écrit l'identité complète de toutes les substances chimiques utilisées dans les usines...La compagnie devra soumettre au syndicat chaque année toute l'information disponible sur les cas de mortalité et de maladie de tous ses employés et ex-employés.

"La compagnie devra fournir annuellement des examens médicaux complets et gratuits, de même que des services médicaux régulièrement...la compagnie devra installer des équipements de premiers soins adéquats...les rapports d'accidents et de maladies requis par la Loi des accidents de travail devront être fournis au syndicat.

"Aucun employé ne devra être forcé d'effectuer un travail qui met sa vie ou la vie des autres employés en danger, ou dans des conditions qui violent les lois locales ou fédérales de sécurité et de santé. Le refus de travailler dans de telles conditions ne devra jamais servir de prétexte immédiat ou futur d'actions disciplinaires de la part de la compagnie.

"Aucun employé ne devra perdre son salaire, ses bénéfices ou tous autres droits qui sont garantis par la convention collective pour remplir certains devoirs en regard de la loi sur la santé et la sécurité.

"La compagnie devra fournir $0.02 par heure par employé pour un **Fonds spécial de santé et de sécurité**, qui devra être utilisé (non exclusivement) pour la recherche et l'enquête médicale, l'éducation, la formation et l'engagement d'un personnel médical et scientifique approprié...

"Tous désaccords venant d'interprétation différentes de cette clause pourront être réglés par la procédure d'arbitrage habituelle..."

MOBILISATION a rédigé cet article en se basant sur une brochure éditée par "United Front Press" de San Francisco et qui a été rédigée par un membre du Comité de soutien à la grève de la Shell. Le pamphlet est disponible pour consultation à **MOBILISATION.**

RESUME DE

Notes sur les contradictions economiques et politiques au Canada et au Quebec

——par Jean Grenier

NO. 1

DOSSIER **MOBILISATION**

Si nous avons édité un dossier spécial "Notes sur les contradictions politiques et économiques au Canada et au Québec", c'est, comme nous le disions à ce moment, pour approfondir notre connaissance de la réalité québécoise et amorcer au sein des militants socialistes un débat de fond sur les différentes contradictions politiques et économiques qui sont à la base de notre travail.

Le présent texte, dont nous avons assumé la rédaction, veut résumer les principales données dans ce dossier [dont nous suggérons très fortement la lecture en entier], afin que son contenu soit le plus accessible possible, et pour que les lecteurs militants y réalisent là toute l'importance de cette question. En effet, si on examine rapidement la réalité du mouvement socialiste au Québec, on peut constater que trop souvent les militants n'ont pas apporté toute l'attention suffisante aux conditions objectives dans lesquelles nous travaillons: la réalité des rapports entre le Canada et les Etats-Unis, la force économique des différentes fractions de la classe bourgeoise et petite bourgeoise, le développement économique de notre société, etc... Une mauvaise connaissance de cette réalité matérielle peut souvent nous conduire à des impasses politiques assez graves, malgré toute notre bonne volonté et notre militantisme. Nous avons donc comme tâche urgente d'effectuer un déblayage dans le fouillis des données économiques et politiques, que souvent nos possédons, mais que nous n'avons pas systématisé et que surtout nous sommes incapables d'utiliser de manière concrète. Et cela, dans le but bien clair de travailler avec une plus grande efficacité politique, en connaissant les forces et les faiblesses de nos ennemis, tout en se connaissant mieux soi-même. Ce travail de clarification ne s'effectuera certainement pas du jour au lendemain. Le texte suivant, ainsi que le dossier spécial ne constituent que la première étape, qui, nous l'espérons, pourra donner des éléments de base importants sur notre réalité, et en même temps, susciter chez les lecteurs militants un effort de réflexion, de recherche et de débat.

PREMIERE PARTIE:

LA SITUATION INTERNATIONALE

Des bouleversements importants sont venus marquer l'humanité depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le développement fantastique des forces productives à l'échelle mondiale, la montée et la victoire des forces populaires dans plusieurs pays, tout cela a changé en profondeur la situation internationale.

Au Québec, des transformations importantes marquent aussi cette période. C'est la fin définitive de la société agricole, l'industrialisation massive contrôlée par le capital américain, et la transformation des structures politiques et idéologiques pendant la "Révolution tranquille", c'est l'entrée du Québec dans le monde moderne, sous la domination des Etats-Unis.

A l'échelle mondiale, au niveau des forces populaires et ouvrières, cette période est aussi marquée par l'élaboration de nouvelles stratégies de lutte contre les bourgeoisies. C'est dans le contexte de la "coexistence pacifique" que furent développées ces "nouvelles stratégies", principalement par les pays socialistes, et aussi appliquée de diverses manières par les mouvements ouvriers et communistes dans le monde. La complexité et

l'énormité des rapports de forces étendus à travers toute la planète, rendent ainsi plus difficile le développement des forces révolutionnaires qui ne doivent plus seulement tenir compte de leur réalité nationale ou locale, mais bien de l'ensemble des rapports de force dans le monde entier: le développement de tel ou tel mouvement révolutionnaire dans d'autres parties du monde, les différentes contradictions entre bourgeoisies de tel ou tel pays, etc...ce sont là tous des facteurs dont il faut réaliser l'importance et en tenir compte, et en même temps bien sûr, prendre connaissance de notre propre réalité, dans notre usine, dans notre quartier, dans notre pays.

1) de nouveaux rapports de force dans le monde.

La reconstruction de nouvelles forces impérialistes dans le monde depuis la fin des années '60 (Europe, Japon...) changent le rapport de force dans un monde où la domination américaine s'étendait tranquillement depuis 1945. L'impérialisme américain, tout en voulant dominer partout, a dû contribuer au développement économique des autres pays sous son orbitre, ce qui a pour effet de susciter une contestation de l' "ordre américain" par les bourgeoisies nationales de ces pays qui ont maintenant la force économique nécessaire pour s'autonomiser. En même temps que le taux de croissance économique des pays de l'Europe Occidentale dépassait celui des Etats-Unis, les investissements américains étaient multipliés par 4 en Europe de 1958 à 1966.

Le rapport Gray fit ressortir de nombreux faits démontrant ce mouvement. Entres autres, le fait que les quelques 300 entreprises multinationales (EMN((dont les ⅔ américaines) exercent une domination quasi totale sur les investissements à l'étranger, et que si le mouvement continue, la valeur de la production effectuée par les EMN équivaudra à la moitié du "monde libre".

En plus de contrôler la production mondiale, les EMN ont tendance à se former en cartels, leur nombre diminue et la taille de celles qui restent s'agrandit. Cela suscite des difficultés croissantes pour les bourgeoisies nationales, en ce qui concerne l'établissement des politiques intérieures nécessaires au maintien de leur domination sur la classe ouvrière et de la planification de l'agonie des petites entreprises industrielles.

Ce processus de concentration suscite des conflits, entre les gouvernements et les EMN, et entre les gouvernements eux-mêmes. Les EMN apparaissent souvent comme une sorte d' "Etat dans l'Etat", et même le gouvernement américain tente de les contenir (quoique de façon très relative) dans les limites qu'il peut contrôler.

L'administration Nixon, face à ce phénomène et à l'accentuation de la concurrence étrangère, tente de resserrer la vis, en restreignant de diverses manières les importations et en incitant les entreprises américaines à investir davantage aux USA. La tactique de Nixon a temporairement réussi, alors que la balance des paiements s'est améliorée et le déficit commercial s'est grandement atténué. L'inflation et le chômage ont aussi diminué. Les résultats de cette politique ne font toutefois pas disparaître les contradictions. Cela n'est que partie remise, et les bourgeoisies japonaises et européennes n'attendent que le moment venu pour recommencer leur offensive économique.

Pendant ce temps, dans l'"autre camp", des progrès importants sont venus accentuer le désordre et l'affaiblissement du capitalisme et de l'impérialisme. De nombreux pays ont pu se soustraire à des degrés divers de la domination américaine (les pays indochinois en bonne partie, les pays arabes et plusieurs autres...). Toutefois, des désaccords très graves viennent freiner l'avance des forces populaires dans le monde. L'aspect le plus important de cette désunion, c'est le conflit sino-soviétique.

2) le conflit sino-soviétique

La désunion au sein du mouvement ouvrier n'est pas un fait nouveau. La confrontation entre la Chine et l'URSS, toutefois, risque de dépasser le cadre d'une lutte politique et idéologique pour se dégénérer en conflit armé. La critique de la Chine porte essentiellement sur le type d'organisation sociale, économique et politique qui se développe en URSS. D'autres forces dans le mouvement socialiste mondial, particulièrement les Cubains, font aussi cette critique, quoique de manière différente que les Chinois. En 1964, le Commandant Ernesto Guevara, au retour d'un voyage en URSS et les démocraties populaires, déclarait voir dans le mode de développement économique dans ces pays des formes de retour vers le capitalisme. Il dénonçait avec une force particulière la Yougoslavie, et son économie de marché, ses "échanges" avec les Etats-Unis et l'exportation de main d'oeuvre à bon marché pour les entreprises suisses ou hollandaises, et voyait les rapprochements entre l'URSS et les démocraties populaires avec la Yougoslavie comme un danger d'un retour au capitalisme dans ces pays mêmes.

Ces déclarations, plus le développement économique et politique que l'on peut observer (avec une grande difficulté toutefois) nous montrent donc que la base du conflit sino-soviétique, et de la division au sein du mouvement socialiste et ouvrier international, porte sur la question de la voie à suivre pour la construction du socialisme. Les dirigeants soviétiques toutefois ne se laissent pas attaquer sans réagir. Ils combattent la présence chinoise partout, en allant même jusqu'à encercler son territoire et à exercer des pressions militaires contre la Chine. La position de la Chine dans ce conflit, tout en se basant sur des divergences de fond sur le mode de développement économique, s'appuie aussi sur plusieurs facteurs, dont la défense de leurs impératifs nationaux. Cependant, cela ne l'empêche pas d'appuyer très fortement plusieurs mouvement et pays socialistes et révolutionnaires. Les soviétiques le font aussi, quoique de manière différente.

3) les mouvements révolutionnaires

La désunion dans le mouvement révolutionnaire n'a pas éteint les foyers de lutte des peuples. Au contraire! Les forces révolutionnaires ne cessent de se développer et d'intensifier leurs luttes.

En Asie, les forces révolutionnaires ont remporté d'éclatantes victoires, en libérant d'immenses étendues de territoires, particulièrement en Indochine. Ailleurs, sur le continent, en Inde, en Indonésie, aux Philippines, les luttes atteignent de nouveaux degrés d'intensité et de force.

En Afrique, malgré d'énormes difficultés d'organisation (faible densité de population, faible développement économique...), la révolution se développe aussi rapidement, particulièrement dans les pays sous la domination portugaise ou européenne, l'Angola, la Mozambique et la Guinée-Bissau. D'autres pays développent des politiques d'indépendance nationale anti-impérialistes, tels la Tanzanie, le Congo-Brazzaville, le Mali, la Guinée.

L'impérialisme a subi des défaites majeures durant les dix dernières années, des défaites dont il ne se relèvera jamais tout à fait. L'exemple héroïque des révolutionnaires vietnamiens montrent la voie à tous les peuples. Au Moyen-Orient aussi, les Palestiniens ont développé des formes de lutte originales. Ils ont construit des organisations qui mobilisent des parties de plus en plus importantes des peuples arabes, à la fois contre l'Etat pro-impérialiste d'Israël, les régimes réactionnaires arabes et les complots des grandes puissances.

Enfin, plus près de nous, les luttes ouvrières en France, en Italie et en Grande Bretagne, la guerre civile en Irlande, l'émergence et le développement de luttes intenses parmi la jeunesse et les minorités nationales aux Etats-Unis, l'avance des peuples latino-américains en Argentine, en Uruguay, en Colombie, auMexique et dans plusieurs autres pays de l'hémisphère occidentale ont une signification particulière pour notre propre lutte.

Quant au Canada, qui apparait toujours comme l'industrieuse et stable succursale du nord, si nous regardons attentivement sa situation économique et politique, nous pouvons conclure que c'est objectivement un des "maillons le plus faibles" dans la structure impérialiste mondiale. Il s'agit donc maintenant d'étudier cette situation.

DEUXIEME PARTIE:

LES CONTRADICTIONS A L'INTERIEUR DU CANADA

1) la domination impérialiste

Depuis les années suivant la deuxième guerre mondiale, la mainmise américaine surl'économie canadienne s'est établie de façon dominante. Le capital britannique établi ici depuis la conquête est devenu graduellement un capital de second ordre. Après 1945, le capital américain balaie définitivement toute opposition, anglaise et anglo-canadienne. L'industrie canadienne devient de plus en plus intégrée aux monopoles américains.

Le capital américain s'empare des secteurs stratégiques.

Le capital américain s'oriente vers les secteurs névralgiques de l'industrie manufacturière (industrie de base), et dans l'exploitation des ressources naturelles (bois, mines...) Les américains en arrivent ainsi à posséder presque toutes les entreprises manufacturières ou d'exploitation de ressources naturelles de grande taille; les entreprises qui contrôlent la majeure partie de la production nationale. Ces grandes sociétés sous contrôle étranger sont particulièrement concentrées dans les secteurs suivants: industrie pétrolière et charbonnière, fonderie et affinage primaire, métaux de base, exploitation des gisements métallifères, fabrication de véhicules et appareils électriques, etc...

En plus de ce contrôle direct, les monopoles américains exercent souvent diverses formes de contrôle indirect sur des firmes canadiennes, par exemple en ce qui concerne la technologie, où les entreprises canadiennes doivent souvent acheter des brevets des compagnies américaines pour produire certains biens. D'autres formes de contrôle sont utilisées, comme la possession d'un nombre minoritaire d'actions dans des compagnies canadiennes, où les américains sont en mesure de dominer l'entreprise parce que le reste des actions est distribuée parmi un grand nombre de petits actionnaires, la production sous license, les franchises, les contrats d'exclusivité des fournitures, les marchés captifs, etc...

Il faut également remarquer que le contrôle américain est dispersé inégalement à travers le Canada, selon le type d'entreprises existant dans les différentes régions. Ainsi, c'est en Ontario où le capital américain retire le plus de profits, emploie le plus grand nombre d'employés et domine dns tous les secteurs importants, excepté le papier et les produits connexes. Au Québec, les Américains contrôlent notre industrie lourde et légère, mais cela leur est moins rentable en chiffres absolus qu'en Ontario, où les profits sont deux fois plus grands qu'au Québec. Cela est dû à la structure industrielle différente du Québec, où la fabrication de biens non durables domine sur la production lourde.

Le Canada "satellisé"

Le Canada est une entité économique "satellisée" aux Etats-Unis, dont l'Ontario constitue le pivot entre les monopoles américains et les diverses régions du pays. Toutefois, le capitalisme anglo-canadien, expulsé de la plupart des secteurs importants est quand même parvenu à maintenir ses positions dans certains secteurs manufacturiers (pâtes et papiers, aliments et boissons, textile et vêtement, imprimerie et édition, meuble...), et surtout est demeuré dominant dans les services publics, commerciaux et financiers.

Le capital anglo-canadien se retranche dans la finance

La force du capitalisme anglo-canadien demeure en effet dans les banques, les sociétés d'assurance et de fiducie. Ces institutions lui permettent d'utiliser l'épargne des travailleurs pour investir dans ses propres entreprises et aussi dans les entreprises américaines. Le plus vaste de ces réseaux financiers anglo-canadiens, composé de la Bank of Montreal, le Royal Trust et la Sun Life, contrôle à lui seul plus de 20 milliards de dollars. Des inter-relations étroites existent entre les banques, les sociétés d'assurance et de fiducie, et les grands monopoles anglo-canadiens. Souvent les conseils d'administration de plusieurs compagnies sont composés de représentants de ces mêmes grands circuits financiers, extrêmement centralisés.

En plus d'être très liés entre elles, les institutions financières sont aussi liées aux monopoles américains, dont elles financent les activités en grande partie au Canada et contribuent ainsi à la mainmise étrangère sur l'économie canadienne.

En plus de finances, l'impérialisme américain laisse à la bourgeoisie canadienne le soin de la mise en place et du maintien de tout le réseau de transport, de communications, de commerce, de services généraux, nécessaires à l'extraction des matières premières et de la mise en marché des produits finis. Dans le rapport commercial Canada-USA, l'extraction et la distribution se font ici, tandisque le traitement et la fabrication des produits se font dans les grands centres industriels américains. L'industrie canadienne est obligée de se spécialiser dans la transformation simple et les services.

Cette situation nous montre le degré de dépendance de l'économie canadienne par rapport à l'économie américaine. Les sociétés américaines et leurs filiales au Canada se transfèrent mutuellement des capitaux et "exportent" aux USA des produits manufacturés au Canada par des sociétés... américaines! Ce qui fait que les capitaux rapportés par nos ventes aux USA sont accaparés par des filiales canadiennes des monopoles américains. Cela nous met dans une drôle de situation pour évaluer le "rapport commercial"

entre le Canada et les USA, puisque des deux côtés de la frontière, ce sont les mêmes qui empochent.

Une économie sous développée

Compte tenu de l'ensemble de ces faits, on peut remarquer que le Canada présente plusieurs caractéristiques d'une économie sous développée: il exporte surtout des matières premières; le secteur manufacturier n'est que relativement développé et la composition organique du capital est beaucoup plus faible qu'aux Etats-Unis; les hauteurs de l'économie sont dominées par les monopoles étrangers; la majeure partie des échanges extérieurs se font avec les Etats-Unis; les revenus tirés de l'échange extérieur représentent 20% du PNB, comme en Amérique latine.

Son produit national brut, son revenu national, son développement industriel, le niveau de vie de ses habitants, etc... font du Canada un pays capitaliste à économie "avancée". Pourtant, la dépossession de son économie et la distorsion de ses échanges en fonction des besoins de l'impérialisme le réduisent à une colonie, la "x colonie la plus développée au monde".

2) Le conflit politique.

Le conflit politique à l'intérieur du Canada, c'est d'une part, la manifestation publique des contradictions qui existent entre les diverses fractions de la bourgeoisie nationale, soumise à l'impérialisme américain et d'autre part, la manifestation de la lutte que mènent la moyenne et la petite bourgeoisie pour se frayer un chemin dans la structure économique et sociale.

Les sources de ce conflit sont **d'abord**: le partage des ressources fiscales et des revenus du gouvernement central et la juridiction sur l'élaboration des politiques en matière d'exploitation des ressources naturelles, de développement industriel, de main d'oeuvre, de sécurité sociale, de politiques agricoles, etc... **Ensuite**: la répartition des bénéfices provenant des investissements étrangers et domestiques et les mesures de contrôle proposées pour la rationalisation de ces investissements.

Grande bourgeoisie, moyenne bourgeoisie, petite bourgeoisie

Les diverses fractions de la bourgeoisie nationale, représentées par le Parti Libéral et le Parti Conservateur, tout en luttant entre elles sur ces questions, sont soumises à l'impérialisme américain. Cela ne signifie pas cependant qu'il n'existe aucune contradiction entre la bourgeoisie américaine et canadienne. Mais l'intégration de leurs intérêts rend peu probable que ces contradictions deviennent antagonistes à courte échéance. Actuellement, la subordination à l'impérialisme américain permet à la bourgeoisie canadienne de bénéficier de l'appui du grand "frère" contre la contestation de la moyenne et de la petite bourgeoisie, qui sentent leurs assises économiques gravement menacées par l'extension de la mainmise étrangère.

Les assises économiques de la moyenne et de la petite bourgeoisie sont principalement: l'exploitation agricole et forestière, la moyenne et la petite industrie manufacturière non monopolisée, le mouvement coopératif, le commerce de distribution locale et les professions libérales. Dans chacun de ces secteurs, la moyenne et la petite bourgeoisie doit faire face à l'attaque des grands monopoles.

Le secteur agricole.

Au niveau de l'exploitation agricole, le nombre de fermes exploitées n'a pas cessé de décroître depuis 1945. Les petites et les moyennes fermes disparaissent pour laisser la place à de grandes fermes mécanisées, sous contrôle des monopoles. De plus, les monopoles exploitent les petits fermiers qui résistent à la monopolisation en s'imposant comme intermédiaires dans l'alimentation et la distribution. Face à cela, au Québec par exemple, plus du tiers des agriculteurs sont forcés de combler leur revenu en dehors de leurs fermes par le travail salarié à l'extérieur.

La petite industrie

Au niveau de l'industrie manufacturière, nous retrouvons le même processus. La petite entreprise est en déclin croissant: il y en a moins, la proportion de la production qu'elle assume diminue, de même que le nombre de travailleurs qu'elle emploie; la somme des capitaux qu'on y investit décroit; elle se voit confinée aux secteurs manufacturiers les moins rentables ou à des rôles secondaires dans des secteurs plus profitables. On la retrouve dans le meuble, le vêtement, le bois, le cuir, l'imprimerie, les aliments et boissons... Aussitôt que ces entreprises atteignent un seuil de rentabilité et de prospérité acceptable, elles sont absorbées par les monopoles.

Le mouvement coopératif

Le mouvement coopératif est le sectuer qui résiste le mieux à l'offensive des monopoles. Il est encore un des principaux points d'appui de la moyenne et de la petite bourgeoisie, particulièrement en ce qui concerne le capital financier, là où le mouvement coopératif a tendance à prendre de l'expansion depuis quelques années au Québec surtout.

Mais le mouvement coopératif développe de nouvelles branches en plus des "caisses populaires". Il s'implante dans certains secteurs de production et de consommation, et même dans la construction d'habitations. Dans le domaine agricole, la Coopérative fédérée de Québec, la Coopérative agricole de Granby et quelques autres de moindre importance sont en pleine expansion. Dans le secteur de la consommation, nous retrouvons principalement la Fédération des magasins Co-Op qui s'étend elle aussi partout au Québec.

Malgré cette expansion, le mouvement coopératif voit son développement limité par les monopoles, même au niveau financier et agro-alimentaire où il est le mieux implanté. Même si il continue d'en appeler aux "sentiments nationalistes" de "chez nous" et de "c'est toi, c'est moi, c'est nous autres", etc..., l'extension du secteur coopératif au delà du stade actuel - et non pas seulement l'agrandissement des fédérations existantes ou l'élargissement du champ d'activité des caisses de crédit - est liée à une législation et à une planification d'Etat, dont seulement un gouvernement social-démocrate assumerait l'orientation et les responsabilités.

En plus du petit commerce, toujours en perpétuel "va-et-vient", la faiblesse économique de la moyenne et de la petite bourgeoisie continue de s'accroitre. Il convient ici de clarifier un peu plus les concepts de moyenne et de petite bourgeoisie. Ce qui les distingue, c'est évidemment la taille de l'entreprise, le montant du capital investi, sa capactié de production, sa capacité de concurrence sur le marché, le nombre d'employés, etc...

Aussi au niveau idéologique et politique, la petite bourgeoisie peut potentiellement se rapprocher plus de la classe ouvrière. Tandis que la moyenne bourgeoisie a tendance à s'identifier plus à la bourgeoisie nationale, dont elle administre et gère souvent les biens, et conséquemment se sent plus liée personnellement à ses intérêts. Néanmoins, la domination américaine ne lui laisse pas beaucoup de corde et ses possibilités "d'avancement" sont réduites. La moyenne bourgeoisie a donc le choix: s'intégrer individuellement aux intérêts de la bourgeoisie nationale; ou se joindre à la petite bourgeoisie dans son effort de freiner sa propre prolétarisation et de s'approprier le pouvoir politique.

Les "professions".

En plus des secteurs économiques décrits précédemment, la moyenne et la petite bourgeoisie sont aussi présentes dans ce qu'on a appelé les "professions libérales". Il faut donc noter que ce secteur subit lui aussi une intégration grandissante au capitalisme monopoliste: leur nombre de professionnels à leur propre compte dimunue alors que celui des professionnels salariés augmente, avec des conditions de travail et salariales souvent inférieurs à ce qu'ils avaient auparavant.

La "nouvelle" petite bourgeoisie.

Enfin, à la petite bourgeoisie traditionnelle s'est ajoutée une "nouvelle" petite bourgeoisie, qui numériquement prend plus d'importance, et est liée à l'application croissante de la technologie à tous les paliers de production, de la multiplication des fonctions économiques

et sociales de l'Etat, du développement du secteur des services et de la mise en place d'un appareil syndical devant régulariser les relations entre patrons et salariés. C'est cette fraction de la petite bourgeoisie qui accomplit les fonctions juridiques, idéologiques et scientifiques ou techniques qui ont été définies à l'intérieur des entreprises et de l'Etat moderne. Cette "nouvelle" petite bourgeoisie est d'ailleurs la partie de la petite bourgeoisie la plus "proche" de la classe ouvrière, de par son travail, de ses conditions de vie, et de par sa conscience et de son organisation.

Moyenne et petite bourgeoisie, au service de l'impérialisme.

Malgré le fait que la moyenne et la petite bourgeoisie est de plus en plus intégrée de force aux grands monopoles, la majorité des membres de ces classes persistent à soutenir que leur meilleur "planche de salut" continue d'être l'intégration aux intérêts de la bourgeoisie nationale. C'est parmi ces fractions de classe que la grande bourgeoisie recrute son personnel administratif, ses politiciens, ses avocats, ses idéologues et son personnel de recherche et de gérance. La moyenne et la petite bourgeoisie servent de chiens de garde pour la grande bourgeoisie. Elles tentent de se faire une petite place au soleil du grand impérialisme yankee. Cette subordination à l'impérialisme est une constante, même si l'on examine des exemples aussi différents que les gouvernements créditistes en Alberta et en Colombie britannique, avec les gouvernements conservateurs de Duplessis-Jonhson au Québec ou de Stanfield en Nouvelle Ecosse, ou bien les libéraux auec Robichaud au Nouveau Brunswick et Smallwood à Terre Neuve.

Une fraction minoritaire veut "négocier" avec l'impérialisme.

Toutefois, un nombre croissant de membres de la petite bourgeoisie et un nombre restreint de la moyenne bourgeoisie adoptent une position plus "progressiste". Ces éléments "progressistes" proviennent de toutes les couches de ces deux classes: agriculteurs, petits entrepreneurs, commerçants, administrateurs et directeurs subalternes de firmes privées et dans une proportion plus importante: administrateurs et directeurs subalternes d'entreprises publiques ou mixtes et d'institutions coopératives, professionnelles, technocrates, idéologues et particulièrement ceux dont la fonction économique et sociale dépend plus ou moins directement du secteur public et des services en général, y inclu les centrales syndicales.

Cette fraction de la moyenne et de la petite bourgeoisie que nous pourrions qualifier de nationaliste ou de démocratique, cherche à s'imposer comme unique interlocuteur des aspirations de la nation, afin d'assumer le rôle d'intermédiaire direct auprès des monopoles américains et d'entreprendre des politiques qui favoriseraient sa croissance, tout en établissant une plus grande "équité" sociale.

La fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie considère la "haute finance", la "grande entreprise" (pour employer ses propres termes) comme un danger au système "démocratique" nord américain. La "haute finance" provoque une instabilité sociale; elle polarise dangereusement les antagonismes entre elle et la classe ouvrière; elle bloque le développement des forces productives; elle monopolise le capital nécessaire à l'investissement; et elle empêche l'affirmation du caractère national. La fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie s'attribue comme tâhce historique de "sauver la démocratie bourgeoise, sans la bourgeoisie (la grande, la haute...) car elle est une menace à la démocratie". La faiblesse de ses assises économiques, ainsi que sa fragilité en tant que classe l'oblige à diriger ses efforts vers le seul "levier" qui pourrait lui donner ce pouvoir: l'Etat, -canadien pour le NPD-, -québécois pour le P.Q.-.

Le rôle de l'Etat

D'autant plus qu'avec le développement du capitalisme monopoliste, l'Etat accroit son importance dans l'économie. D'une façon générale, l'Etat intervient afin de contrer la tendance à la baisse du taux de profit provoqué par les changements technologiques et le renouvellement des moyens de production. Il finance l'entreprise privée, et le développement des forces productives (la recherche), il facilite l'expansion du marché en absorbant lui-même une forte proportion de la production de l'entreprise privée, il éduque et forme la main d'oeuvre. 2) Il augmente ou diminue la masse monétaire en circulation selon la conjoncture économique, il règlemente les taux d'intérêt, les taux de change, le commerce extérieur et inter-provincial. Il accélère ou ralentit les investissements par ses propres programmes d'investissements et par l'action sur le consommateur à travers ses politiques fiscales, d'inflation ou de chômage. 3) L'Etat est lui-même un agent économique entrepreneur de premier plan. Il contrôle et gère nombre d'entreprises publiques. 4) L'Etat couvre les déficits des entreprises. 5) L'Etat favorise l'oligarchie financière par sa législation et ses politiques d'achats et d'investissements. 6) L'Etat construit l'infrastructure (routes communications) et l'approvisionnement en ressources énergétiques. 7) Finalement, il régularise les rapports de classe et réprime la classe ouvrière avec son appareil juridico-policier, et ses mesures sociales en général.

Certaines études, tel "**La situation économique du Québec dans les affaires économiques de la province**" de la CSN, nous montrent à quel point l'intervention de l'Etat par l'intermédiaire des secteurs publics et para-publics est essentielle pour le développement économique général du Québec. En 1970, la somme totale des recettes et des dépenses gouvernementales au Québec avait grimpé respectivement à 9,146 milliards et à environ 9,874 milliards, ce qui représentait 43.40% et 45.85% du Produit National Brut québécois (21,535 milliards); presque la moitié de toute la production de biens et de services au Québec assumée par l'Etat!

Ces entreprises de l'Etat exercent la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, en forçant les travailleurs à financer les activités de l'Etat qui ont pour objectif de maximiser les profits des grands monopoles. Si l'on examine les sources de revenus de l'Etat, qui lui permettent de financer toutes ses activités, on peut s'apercevoir de l'inégalité qui est produite par la fiscalité. Ainsi, la charge fiscale est supportée en majeure partie par les particuliers: soit directement par l'impôt sur le revenu, soit indirectement par l'impôt à la consommation, tel que la taxe de vente et la taxe d'accise. Pendant ce temps, les bénéfices des compagnies sont faiblement taxées. Les entreprises bénficient de privilèges fiscaux sous formes de dégrèvement d'impôts, etc...

Dans cette question, il faut voir aussi les différences de priorité entre le gouvernement canadien et le gouvernement québécois. L'intervention du Québec aurait pour effet de favoriser plus les intérêts des capitalistes québécois, alors que l'action d'Ottawa servirait plus l'oligarchie financière anglo-canadienne. Il semble toutefois que les efforts de la bourgeoisie québécoise de développer un capital financier solide se heurtent à une forte concurrence de la part de la bourgeoisie nationale et du gouvernement central. En fait, ce problème est aussi celui du développement du capitalisme régional, et donc pour la plupart des gouvernements provinciaux souvent obligés de faire "front commun" contre Ottawa. Le problème de juridiction fédéral-provincial se situe ainsi dans ce contexte, d'affrontements de divers intérêts de classe qui utilisent les diverses formes d'Etat pour défendre leurs intérêts.

Les intérêts bourgeois québécois, défendus par le gouvernement du Québec prennent une allure plus revendicatrice compte tenu de l'identification culturelle, linguistique et nationale du peuple canadien français au Québec et qui est nourri par l'oppression historique anglo-canadienne.

LA TROISIEME SOURCE DU CONFLIT

Ceci nous amène à la troisième et la plus ancienne source du conflit: celle qui remonte à la conquête et qui oppose la nation canadienne française aux conqué-

rants anglo-saxons. Ceci est important à spécifier, car si les deux autres sources du conflit à l'intérieur du Canada émanent de contradictions dans la classe bourgeoise, cette troisième source a ceci de spécifique qu'en plus d'être un conflit de pouvoir entre divers intérêts capitalistes, elle s'étend sur l'ensemble des peuples canadien et québécois.

Si la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie essaie d'orienter les revendications de la classe ouvrière et la volonté d'indépendance du peuple vers la lutte parlementaire, c'est que, cette institution qu'est le Parlement lui est indispensable pour acquérir une mainmise sur l'appareil d'Etat, qui lui est indispensable pour son développement et dans sa lutte contre la bourgeoisie nationale. Deuxièmement, c'est qu'elle craint davantage la classe ouvrière que la bourgeoisie. Son dilemme, c'est qu'elle a besoin de l'appui de la classe ouvrière pour réussir.

1 - LES SOLUTIONS

1) les solutions de la fraction nationaliste de la moyenne et de la petite bourgeoisie

L'objectif de ces fractions de classe est de solidifier le capitalisme en établissant des politiques qui débloquent les forces productives, qui concèdent à la bourgeoisie canadienne une plus grande part du gâteau et qui améliorerait le climat social.

Les principaux moyens envisagés sont: 1) rationalisation des investissements étrangers et de l'épargne collective et 2) une redéfinition des responsabilités entre les paliers du gouvernement.

C'est principalement dans le NPD au Canada et dans le PQ au Québec que se trouvent ces fractions de classe. Les deux partis parlent au nom "du peuple tout entier". Ils envisagent la transformation à l'intérieur de la "démocratie parlementaire".

En fait, les affirmations de ces fractions de classe se situent généralement dans le cadre de ce que les marxistes ont appelé la "social-démocratie": c'est-à-dire non pas supprimer le capitalisme et l'exploitation, mais réformer le capitalisme et adoucir l'exploitation, atténuer l'antagonisme entre les classes et le transformer en harmonie...

LE NPD

Les fondements de la politique économique du NPD sont l'accroissement de l'investissement et du contrôle public des ressources naturelles; la planification et l'orientation des investissements publics et privés afin de développer l'industrie de transformation des matières premières; la réforme du régime du régime fiscal, afin de bénéficier plus largement des profits des grandes entreprises étrangères; la mobilisation et la canadianisation des ressources monétaires vers un financement plus important de l'entreprise publique; l'encouragement des initiatives locales en matière de rénovation communautaire et de coopération dans les domaines de logement et de consommation.

Sur le plan social, le NPD avance toute une série de mesures, dont la plupart sont applicables à l'intérieur d'un régime capitaliste plus libéral, et qui sont souvent même une nécessité pour la survie et la croissance du capitlisme.

LE PQ

Le type d'intervention économique proposé par le NPD se rapproche énormément par les propositions amenées par le PQ, même si ce dernier est plus explicite sur les instruments dont il compte se prémunir pour mettre en marche ces réformes. Il prône par exemple l'élaboration d'un Plan dirigé par un "Office de planification et de développement du Québec", avec la collaboration des entreprises qui établirait les priorités de développement et l'allocation des ressources, et qui régulariserait les investissements publics et privés d'après un Code d'investissements. Le PQ fixe à 3 niveaux l'intervention économique de l'Etat: 1) développer le sociétés d'Etat déjà existantes (Hydro, Soquem, etc...); 2) mettre sur pieds une société de réorganisation industrielle qui aurait pour fonction de gérer un certain nombre d'entreprises mixtes à contrôle majoritaire de l'Etat; 3) participer minoritairement au capital-actions d'un certain nombre d'entreprises privées. Mais c'est quand le PQ définit plus clairement ces secteurs que l'on peut voir ce qui se cache derrière cela. Le premier secteur, exclusivement québécois comprendrait l'équipement culturel, l'édition et l'aciérie primaire; le deuxième secteur majoritairement québécois comprenrait les institurions financières et le réseau de transport et de communication, et certains secteurs de l'industrie manufacturière et de distribution qu'il ne précise pas explicitement. Finalement, dans le troisième secteur à participation **minoritaire** québécoise, où sont situés les entreprises industrielles et minières américaines a haute technologie et l'industrie légère de production de biens de consommation de masse.

La ressemblance entre le PQ et le NPD s'arrête là. Le point de séparation est évidemment la question nationale. Alors que le PQ propose la souveraineté politique à l'intérieur d'un "marché commun", le NPD n'a qu'un fébrile réaménagement constitutionnel à suggérer. Ces divergences proviennent avant tout d'une réalité différente entre moyenne et petite bourgeoisie au Canada et au Québec. Pour atteindre ces objectifs, ces fractions de classe ont besoin de l'instrument qu'est l'Etat pour mener à terme ces réformes. Or actuellement, c'est l'Etat fédéral qui possède la majorité des pouvoirs, et développe ses priorités à partir du centre où il se trouve, c'est-à-dire l'Ontario.

La moyenne et la petite bourgeoisie québécoise n'ont pas le choix. Elles doivent rapatrier les pouvoirs pour les concentrer dans l'Etat québécois: elles doivent récupérer les impôts perçus par Ottawa; elles doivent récupérer l'épargne collective accaparée par les institutions financières canadiennes; elles doivent exproprier le secteur des transport et des communications.

S'il reste certains doutes sur l'aspect "socialiste" du PQ et de son programme, nous espérons les avoir quelque peu dissiper. Il est clair que **le PQ veut intégrer deux pôles: un secteur étatique,** par l'intermédiaire de la Caisse de dépot et de placements qui serait le pivot de l'intervention de l'Etat dans l'industrie et **le secteur coopératif;**

Mais la base du système économique qu'il propose continue d'être l'entreprise privée.

Le PQ toutefois n'est pas motivé strictement par des impératifs économiques. Les intérêts culturels, linguistiques et nationaux du peuple québécois sont profondément ancrés dans le mouvement nationaliste. L'option indépendantiste est issue non seulement d'intérêts divergents à l'intérieur de la bourgeoisie, mais d'aspirations populaires, dont on retrouve les racines dans toutes l'histoire de la nation québécoise.

Néanmoins, cette vieille revendication du peuple québécois a été subordonnée, une fois de plus, non pas à des "intérêts égoistes (ou exclusifs) de classe", mais à une conception de la vie, de la société et de l'économie qui est foncièrement petite bourgeoise et dont la timidité, la médiocrité et la couardise sont les traits essentiels.

Prisonnier d'une option qu'il a lui-même choisi d'assumer, malgré la "poussée populaire" ou celle qui pourrait venir de la "base",. le PQ a atteint ses limites dans le cadre qu'il s'est imposé. De par le but que se "fixe" le PQ, rassembler tout le peuple, rallier les électeurs, autour d'un objectif: l'indépendance, il lui est impossible de l'insérer dans la contradiction fondamentale dans laquelle est enfermée le Québec et qui oppose la domination du capital américain d'abord, puis canadien et québécois ensuite, à la classe ouvrière et aux travailleurs salariés en général. A l'instant où l'on admet que la séparation du Québec et que la constitution d'un Etat politiquement indépendant est l'objectif principal, l'adversaire principal devient le gouvernement central de la bourgeoisie nationale, qui détient la clé du dénouement de cet objectif. Or, les amples pouvoirs que détiennent la bourgeoisie nationale et l'Etat fédéral, leur opposition féroce, appuyée par la minorité anglophone du Québec à l'indépendance, ainsi que

l'adhésion de la majorité de la moyenne et de la petite bourgeoisie québécoise aux impératifs économiques et politiques de la bourgeoisie nationale, placent le PQ dans une position nettement inférieure. Nous pourrions ajouter à ces éléments déterminants: la profonde division au sein du peuple québécois sur la question de l'indépendance, la prise de conscience anti capitaliste chez de larges fractions de travailleurs et de jeunes que le PQ ne parvient pas à canaliser, la composition de classe et l'unité artificielle qui existent à l'intérieur du parti, et l'urgence des échéances électorales. L'ensemble de ces facteurs, combinés à la démographie électorale du Québec sont suffisants pour nous convaincre que la possibilité de la prise et de l'exercice du pouvoir par le PQ est peu probable. L'état major péquiste peut bien axer sur une négociation à la scandinave de la question constitutionnelle; l'histoire plus récente en Palestine, au Biafra, au Bengla-Desh, en Irlande du nord, tous résidus de la "grande civilisation" britannique, nous enseignent des leçons différentes.

Les facteurs externes qui pourraient modifier cette situation sont: **l'impérialisme américain**, et la **classe ouvrière**. L'impérialisme américain pour sa part semble plus préoccupé de maintenir le statu quo dans sa sphère d'influence immédiate et aussi, assez satisfait de ses "relations" avec Ottawa pour le moment.

Pour la classe ouvrière d'autre part, il faudratit que le programne du PQ soit sensiblement modifié pour le poser en termes de luttes anti capitalistes, ce qui d'ailleurs ne manquerait pas de modifier à rebours la direction péquiste et le comportement des américains. Dans ces circonstances, le PQ perdrait la direction de la lutte de libération nationale.

En bref, nous voyons difficilement comment le programme des fractions nationalistes et démocratiques de la moyenne et de de la petite bourgeoisie peut être réalisé dans les conditions où il se situe, avec les moyens qu'il propose.

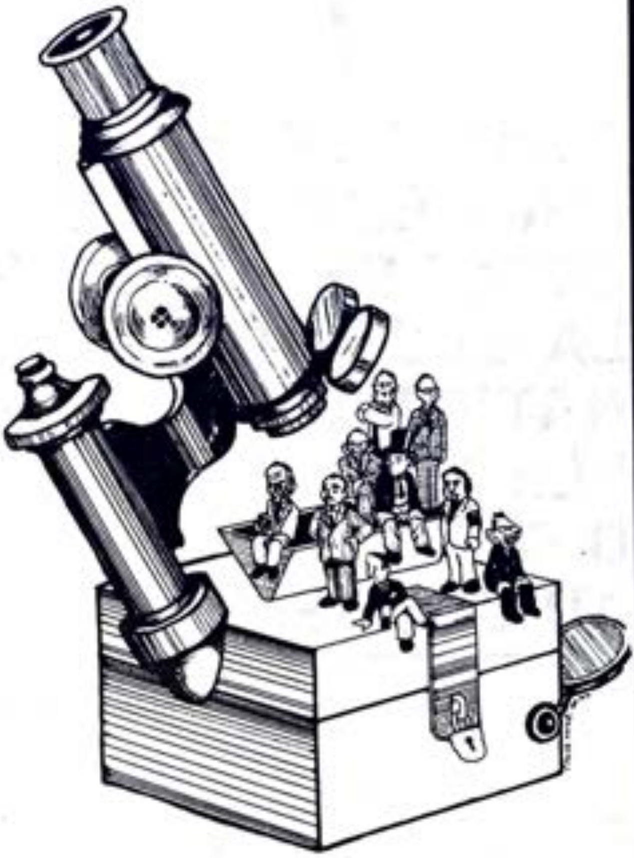
Dans le contexte nord américain, un programme de transformation sociale, lié à l'auto détermination du peuple québécois ne peut être mené à bout que par la classe ouvrière, avec l'appui des travailleurs canadiens et américains. De par leur position dans l'économie et de par leur force du nombre, la classe ouvrière et les travailleurs québécois en général représentent la seule force objectivement capable d'affronter le capitalisme nord américain et l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Il est complètement illusoire de se baser sur une "transformation" du PQ en faveur des travailleurs, compte tenu de toute son histoire et de sa direction actuelle. Les éléments authentiquement démocratiques au sein du PQ finiront bien par rejoindre la classe ouvrière si seulement celle ci peut proposer une alternative de changement réalisable. Les véritables "démocrates" de la moyenne et de la petite bourgeoisie radicaliseront leur position dans la mesure où la classe ouvrière définira la sienne, de façon autonome. Quant à la majorité de la petite bourgeoisie, devant le spectre du socialisme, elle se rangera du côté de la bourgeoisie comme elle l'a toujours fait historiquement.

A court terme, le véritable danger est ailleurs. Face au cul-de-sac où nous mène le PQ et face à l'absence d'une alternative de classe, la confrontation sur la question nationale risque de fragmenter davantage la classe ouvrière et d'alimenter un courant de droite déjà existant. C'est pourquoi la formulation et l'organisation d'une alternative positive organisée de la classe ouvrière est d'autant plus une urgence.

NOTE IMPORTANTE:

Originalement, cette troisième partie "Les solutions" devait se compléter par une analyse de l'alternative envisageable par la classe ouvrière et les travailleurs salariés en général. Etant donné l'ampleur de ce travail, cette partie, qui constitue en fait l'objectif final de toute cette rédaction n'a pu être terminée. Nous comptons toutefois être en mesure de publier cette suite dans les prochains mois. En attendant, nous avons pensé qu'il était valable de diffuser le travail déjà fait, comme il donne déjà beaucoup de matière à réflexion pour les lecteurs militants.

La QUESTION NATIONALE et nos pratiques dans la classe ouvrière



Mobilisation présente, ce mois-ci, un dossier sur la question nationale et sur les dernières élections au Québec. Ce dossier repose sur les analyses faites par des militants ainsi que sur la réalité de nos pratiques.

Nous ne présentons cependant pas la "ligne juste sur la question nationale", pas plus qu'une analyse exhaustive de la question. Nous faisons tout au plus le point sur l'état actuel de cette question à travers nos pratiques nos réflexions et nos mécanismes organisationnel.

En ce sens, le dossier est un outil utile pour mieux comprendre où nous en sommes. Il ne peut être considéré comme un élément certain d'une ligne politique à construire et d'une position solide sur cette question. Les éléments apportés ne pourront être germes d'une meilleure compréhension et d'une orientation plus juste guidant des pratiques plus correctes que dans la mesure où les militants les critiqueront à la lumière de leurs connaissances et de leurs pratiques.

Le dossier comprend premièrement la systhèse d'une rencontre qui eut lieu le 13 octobre 1973 sur le sujet et regroupant quelques 150 militants. Dans un deuxième temps nous présentons la critique du travail effectué. En dernière partie, nous retrouvons les comptes-rendus de quelques rencontres avec des militants d'usines, de bureaux, d'écoles et de quartiers. Finalement, Mobilisation présente en annexe un tableau sur la disposition des classes sociales et des partis qui a servi pour la rencontre, ainsi qu'un guide d'évaluation pour mieux comprendre les résultats de l'élection et qui a servi pour réaliser les rencontres.

1

SYNTHESE DE L'ASSEMBLEE DU 13 OCTOBRE 1973 SUR LA QUESTION NATIONALE ET LES ELECTIONS D'OCTOBRE AU QUEBEC



L'assemblée du 13 octobre sur la question nationale (en général) et sur les élections au Québec (en particulier) fut dans les faits une première véritable discussion ouverte à plusieurs militants de différents milieux sur ce sujet. Nous avons pu constater les très faibles acquis des militants et ouvriers sur cette question tant au plan théorique qu'au plan pratique. Les résultats, s'ils furent enrichissants, n'en demeurent pas moins très modestes.

Les militants présents provenaient de différents milieux d'implantation, lesquels furent regroupés selon trois grandes catégories, c'est-à-dire, les milieux de travail, les quartiers et les écoles. Des 150 militants présents, environ une cinquantaine travaillaient en usines, bureaux ou dans des services comme le transport et les services publics (dont les hôpitaux). Les militants travaillant au niveau des quartiers étaient environ quarante et provenaient de différents groupes populaires telles cliniques de santé, garderies, centres communautaires. Certains d'entre eux sont des travailleurs sociaux qui travaillent pour des agences sociales privées ou publiques. Quant aux militants étudiants, ils étaient une trentaine et venaient surtout de quelques Cegeps où le travail politique est permanent depuis deux ans environ. Finalement, il y avait à peu près trente militants qui provenaient de groupes tels le CRIQ (Centre de Recherche et d'Information sur le Québec), l'APLQ (Agence de Presse Libre du Québec), le journal En Lutte et la Librairie Progressiste. Précisons que l'ensemble des militants (outre ces deux groupes que nous venons de mentionner) provenaient des CAP St-Jacques, Maisonneuve, St-Michel et Sept-Iles ainsi que du Centre des Femmes et du MREQ (Mouvement révolutionnaire des Etudiants du Québec).

Les discussions portèrent plus particulièrement sur trois points principaux:1-la critique de l'analyse proposée pour la rencontre;2-les types d'interventions possibles;3-les conclusions et propositions.

1-CRITIQUE DE L'ANALYSE PROPOSEE:

Un texte de base fut soumis aux militants pour cette réunion. Ce texte était un résumé très bref du document "Travailleurs québécois et lutte nationale"(1). Ce dernier texte a servi d'élément de base pour la production d'un document du Conseil Central de Montréal (CCSNM) et du Centre de Formation Populaire, intitulé "L'indépendance, c'est plus sorcier qu'on pense".(2)

a)Sur les acquis du mouvement ouvrier.

Les militants firent ressortir le manque de précision et de connaissances sur les acquis du mouvement ouvrier quant à la question nationale. Ce manque de connaissances concerne qutant les acquis du mouvement ouvrier international que ceux du Québec et du Canada, et cela tant per le passé que récemment.

A cet effet, un des aspects importants qui fut très peu analysé est certes le contexte dans lequel se situe la lutte de libération nationale des travailleurs québécois c'est-à-dire celui d'un peuple luttant dans un territoire collé au principal centre de l'impérialisme mondial, les Etats-Unis, et faisant partie d'un pays dominant, le Canada

Cela nous amène donc à mal évaluer d'une part la situation objective (i.e. connaissance de l'impérialisme américain au Canada et au Québec; les liens entre bourgeoisies américaines, canadiennes et québécoises et les conflits entre ces bourgeoisies et leurs différentes fractions) et d'autre part, à aussi mal évaluer la situation subjective, ce qui amène à négliger, faute d'une étude sérieuse et d'une compréhension juste, les liens à établir entre travailleurs québécois (francophones, anglophones et immigrées), travailleurs canadiens et américains en partant de leurs intérêts de classe.

De cela découle une analyse incomplète de la lutte de libération nationale qui peut conduire à une dépendance du mouvement ouvrier face au nationalisme de la bourgeoisie et de ses fractions

Cette absence d'aspect critique suffisamment développé face au nationalisme se retrouve aussi face à la question de l'électoralisme. Cette lacune tient principalement au faible lien entre la réflexion politique militante et les efforts de se lier concrètement à la classe ouvrière, les deux aspects de ce problème étant faiblement développés.

Notes

(1) "Travailleurs québécois et lutte nationale", texte rédigé par Bernard Normand et Victor Lapalme, respectivement militants au Cap Maisonneuve et au Cap St-Michel et diffusé par la CEQ

(2) TExte disponible au Conseil Central et au Centre de Formation populaire.

Certains militants, principalement au secteur scolaire, s'interrogeaient sur la nature de la contradiction principale (avec comme principaux acteurs, la bourgeoisie canadienne, la moyenne bourgeoisie québécoise et une partie de la petite bourgeoisie québécoise fédéralistes versus une partie de la moyenne bourgeoisie québécoise et une partie de la petite bourgeoisie québécoise nationalistes, les travailleurs étant absents comme classe intervenante). Ces militants soulevaient la possibilité de deux cas de contradiction principale:premièrement, une lutte politique entre des fractions de la classe dominante; deuxièment, une lutte politique entre une ou des classes dominantes d'une part, et une ou des organisations politiques du prolétariat, d'autre part.

La discussion sur la nature de la contradiction principale au Québec est d'ailleurs loin d'être terminée. Les deux hypothèses soulevées tiennent compte des intérêts et des forces (existantes et potentielles) de la classe ouvrière. L'élément principal est certes la nature et le rôle de l'impérialisme américain au Québec.

C'est d'ailleurs à partir d'une juste compréhension de cet élément que pourra être précisée correctement la nature de la contradiction principale

Ces différents éléments de critique signifient que le texte dans son ensemble, et de façon plus large, l'actuel état de nos connaissances et de nos pratiques, ne permet pas de savoir de façon juste ce que représente la question nationale pour la classe ouvrière et dès lors cette situation pose de sérieuses difficultés à pouvoir déterminer correctement nos tâches au sein de la classe ouvrière québécoise.

b)Sur la disposition des classes et des partis:

Il ressort des discussions que l'analyse proposée dans le texte fut confirmée par les militants (voir en annexe le tableau sur cette question). Toutefois, certains aspects furent critiqués ou tout au moins remis en question. Ainsi, le caractère pro-impérialiste du Parti Québécois ne ressort pas assez. Dans le même ordre d'idée, les militants s'interrogent sur la possibilité d'un appui de la bourgeoisie américaine au P.Q. si la conjoncture politique et économique modifiait sérieusement les rapports entre les actuelles classes dominantes et leurs fractions (l'actuelle crise de l'énergie peut, à cet égard, être étudiée plus sérieusement).

D'un autre côté, certains militants trouvaient incomplète et quelque peu gratuite l'affirmation de ce texte de l'existance d'une moyenne bourgeoisie québécoise indépendantiste. Ces militants estimaient qu'il existe plutôt des éléments de la moyenne bourgeoisie qui sont



indépendantistes, et non pas une fraction. Cela amena donc les participants à s'interroger sur quelle classe (ou fraction de classe) a l'hégémonie au P.Q.? Ne serait-ce pas la petite bourgeoisie? Le texte conclut également à l'incapacité de la petite bourgeoisie à réaliser l'indépendance et là encore, n'apporte pas une argumentation qui permet de bien démontrer cet avancé.

L'ensemble de ces interrogations soulèvent en fait trois points majeurs:**premièrement**,il est important de bien préciser le caractère de classe du P.Q.;**deuxièment**, de mieux cerner la stratégie du P.Q., laquelle, selon certains, fut de se donner une "bonne image" et d'avancer des propositions modérées afin d'attirer la moyenne bourgeoisie et la fraction conservatrice de la petite bourgeoisie traditionnellement acquise à l'Union Nationale et quelque peu au Crédit social;**troisièmement**, d'étudier sérieusementune question fondamentale pour la classe ouvrière: dans quelle mesure la prise du pouvoir par le P.Q. ne provoquerait-elle pas un recul pour les forces progressistes confrontées alors à un éventuel appui de la bourgeoisie américaine au P.Q. et à la stratégie du "sacrifice national pour quelques années" exigée par la bourgeoisie nationale et bien sur, supportée par la classe ouvrière?

2-LES TYPES D'INTERVENTIONS POSSIBLES.

Dans la très grande majorité des cas, il n'y avait pas de position claire et bien plutôt énormément d'hésitaions. De façon générale, dans les milieux de travail de quartier, il ressortait ce que plusieurs ont appelé "l'appui critique" au P.Q. Que signifier travailler pour un parti tout en ayant certaines réserves, ou recommander de voter pour un parti. Or, dans presqu'aucun des cas, il ne fut question d'adopter de telles attitudes. L'appui critique n'en était pas un en fait, car il signifiait que les militants répondraient qu'ils allaient voter P.Q., si la question leur était posée. Il s'agissait donc plus d'une attitude à prendre face à cette question qu'un appui critique à donner au P.Q.

Pourquoi les militants ont-ils adopté cette attitude? La raison majeure réside dans la très grande fragilité des liens qu'ont les militants dans la classe ouvrière. Il fut donc considéré plus important de ne pas mettre en danger les débuts de liaison, voire de travail d'organisation, en se coupant des travailleurs avancés et combatifs qui sont très souvent péquistes, à cause surtout de l'absence d'une force politique organisée des travailleurs. Il ne faut cependant pas conclure que la critique du P.Q. et l'abstention lors du vote signifiait automatiquement que les militants se coupaient dès lors de leur milieu. Ainsi, là où l'implantation était plus solide, des militants ont répondu à leurs camarades qu'ils s'abstiendraient. Cette réponse s'insérait dans une explication calme et pondérée des enjeux véritables des élections.

C'est d'ailleurs avant tout à un travail d'explication, voire plutôt de sondage, qu'ont procédé l'ensemble des militants. Cela s'est concrétisé par des réunions de quartier où les militants expliquaient à différents groupes populaires le programme et les intérêts des partis. En milieu de quartier, cela a d'ailleurs permis un rapprochement des militants avec les groupes populaires. En milieu de travail (usines et bureaux) des militants ont mené calmement une certaine lutte idéologique en critiquant les positions du P.Q. quant aux conditions de travail. En milieu scolaire, où l'on a exprimé le plus de réserve à "l'appui critique", on a soulevé la nécessité de faire la critique non seulement du P.Q., mais tout autant des autres partis bourgeois. Les militants étudiants ont ainsi publié un jounal qui apporte une explication des élections et des partis sans toutefois proposer un mot d'ordre. Les militants ont préféré mener des actions sur des questions comme le Chili et Firestone, afin de sensibiliser les étudiants à des problèmes fondamentaux de la classe ouvrière.

Pourtant tout le caractère particulier de la lutte de classe des travailleurs québécois qu'est la lutte de libération nationale est certes un aspect fondamental. Le terrain politique en soi, fut-il dominé par la bourgeoisie et ne se situant pas que sur le plan électoral dans la conjoncture présente, n'en demeure pas moins le terrain sur lequel l'organisation politique de la classe ouvrière, que nous avons à construire, devra se battre.

Les conditions de la lutte et la nature de ce terrain seront certes différents puisqu'une organisation politique révolutionnaire ne considère pas l'électoralisme comme le seul lieu de lutte politique, ni le lieu privilégié mais bien plutôt un lieu qui est subordonné à la stratégie du mouvement et qui peut être très secondaire à certains moments et plus importants dans une autre conjoncture donnée.

Tous les militants profitèrent de la période des élections pour pousser l'idée de la nécessité de l'organisation politique de la classe ouvrière. Ce travail fut mené inégalement car il se basait sur des rapports de force différents selon les milieux.

Pour certains, il exigeait que l'on propose l'abstention et qu'on le fasse savoir largement (c'est le cas du journal du mouvement des Italo-Progressistes dans le quartier St-Michel et du journal En Lutte); pour d'autres, comme pour les militants étudiants, il exigeait que l'on ne puisse appuyer de quelque façon un parti bourgeois car cela allait contre les intérêts des travailleurs; enfin, un groupe, le Cap St-Michel, a opéré un travail d'explication à travers le Bulletin de Quartier, duquel s'était retirée l'association péquiste du comité quelques temps auparavant face aux positions du Cap jugées trop à gauche. Le Cap St-Michel concluait comme groupe, à l'appui au P.Q. de façon critique. C'est le seule groupe qui a adopté, lors de cette assemblée, cette position. Il faut préciser que cette position du Cap St-Michel s'est insérée dans une stratégie plus large qui a permis une première critique solide du P.Q. dans le quartier et qui a amené un travailleur combatif d'un syndicat local à retirer sa candidature comme représentantdu P.Q. dans le comté de Viau pour canaliser ses énergies à travailler dans son milieu de travail et à rendre son syndicat plus combatif et démocratique.

Les militants péquistes et la présence du P.Q. dans le milieu de travail.

Les raisons qui amenaient les travailleurs à voter pour le P.Q.

Les raisons qui amenaient les travailleurs à voter pour le P.Q. sont axées principalement sur les avantages sociaux que proposait le Parti Québécois (ex: un mois de vacances par année, allocation pour la femme au foyer, augmentation du salaire minimum, syndicalisation obligatoire, etc). D'autres motifs, moins importants mais tout de même présents furent le vote de protestation contre les libéraux (surtout là où les travailleurs ont subi des injonctions et tout l'attirail utilisé contre les grévistes) ainsi que certaines causes assez près du racisme dans les milieux où les contremaîtres et dirigeants sont anglophones et dans certains autres où il y a des travailleurs étrangers qui acceptent des conditions de travail très pénibles de peur d'être renvoyés dans leur pays.

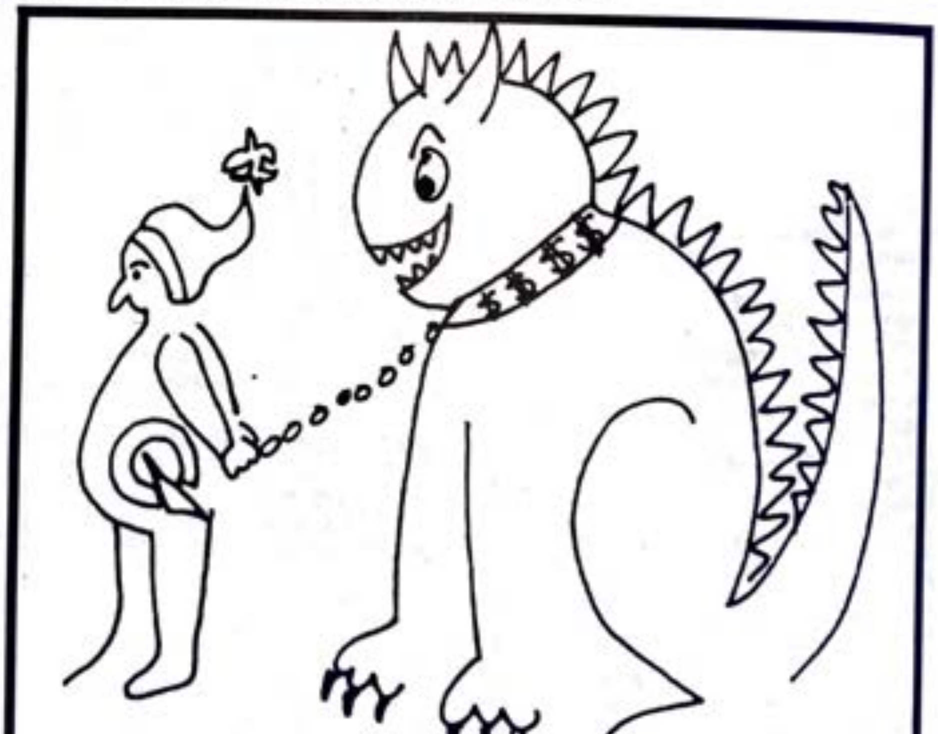
Ces dernières raisons soulèvent plus clairement la coupure existant entre la question nationale et la lutte des travailleurs. D'ailleurs, l'attitude des militants péquistes dans certains milieux de travail témoignent également de cette coupure. Ainsi dans bien des cas, les militants péquistes actifs en période électorale dans leur milieu de travail sont tout au contraire des "traîne-savates" et des suiveux lors des luttes que mènent les travailleurs de leur usine ou bureau. Dans d'autres cas, ce sont des contre-maîtres qui se révèlent comme militants péquistes en distribuant même de la propagande dans l'usine. Finalement, dans une grande entreprise, des militantes employées de bureau ont réalisé que les secrétaires s'affichaient ouvertement pour le P.Q. mais sans en connaître le programme et les intérêts véhiculés alors que les vendeurs et les petits boss étaient péquistes mais ne s'affichaient pas comme tels au bureau. Ces derniers, par contre, connaissaient très bien le programme et étaient en parfait accord avec les intérêts défendus. Ce dernier cas est un example concret du caractère petit-bourgeois du P.Q. et de l'illusion que s'en font beaucoup de travailleurs.

3-CONCLUSION ET PROPOSITION.

Il ressortait de la réunion que toute intervention doit tenir compte avant tout du travail d'organisation entrepris dans le milieu de militantisme. Cela veut dire de bien connaître ses forces et le milieu afin de pouvoir intervenir le plus correctement possible sur une question très peu cernée par les militants et qui par ailleurs peut soulever beaucoup d'émotivité chez les travailleurs. Le P.Q. est souvent la seule alternative connue des travailleurs combatifs et il faut pour avancer une critique solide du P.Q. et proposer une autre alternative, faire reposer cela sur des exemples concrets, c'est-à-dire à partir du travail d'organisation que nous faisons dans notre milieu. De tout cela, on conclut à l'impossibilité d'une ligne commune et de mot d'ordre précis, à cause surtout du développement inégal des pratiques et des faibles liens avec la classe ouvrière.

Deux objectifs sont apparus plus clairement: **premièrement**, profiter de la période électorale pour renforcer les comités de militants et de travailleurs; **deuxièment**, repérer les éléments les plus avancés et combatifs. Ainsi, il y a des différences importantes selon que le travail s'opère à partir d'un groupe de propagande, de recherche ou d'un appareil idéologique.

Si dans la majorité des cas les positions ne furent pas très claires, il n'en reste pas moins que le travail d'explication fut axé sur la nécessité de mieux connaître les intérêts en jeu, dont ceux que défend le P.Q. (ex: ses positions sur les lois anti-ouvrières) et a aussi permis un rapprochement important dans plusieurs cas avec les éléments les plus avancés du milieu. Ce rapprochement est orienté vers la nécessité de construire le parti ouvrier mais de procéder en se liant de plus en plus à l'ensemble des travailleurs où nous militons.



2
CRITIQUE DU TRAVAIL EFFECTUE



La synthèse fait ressortir les faiblesses importantes tant au niveau des acquis théoriques et de la connaisance de la conjoncture québécois qu'un niveau du développement de la liaison à la classe ouvrière.

Toutefois le problème principal est, croyons-nous, le peu d'importance que nous accordons dans les faits à cette question. C'est ainsi que nous nous retrouvons toujours face à la même situation: une incapacité à préciser nos intérêts dans la lutte de libération nationale et une réaction toujours très tardive et quelque peu activiste, opportunisteou gauchiste à l'heure d'une élection ou d'un évènement majeur faisant ressortir cette question.

Pourtant l'on sait qu'il nous faut considérer cette question comme un des éléments principaux dans la construction du parti ouvrier et dans l'élaboration de notre ligne politique. C'est d'ailleurs au fur et à mesure que progressera la construction du parti ouvrier que cette question prendre de l'importance puisqu'alors la force politique des travailleurs sera non seulement opposée aux forces de la bourgeoisie quant à la contradiction fondamentale capital-travail, mais le sera également quant à la domination nationale et cette fois opposée tant aux forces bourgeoises s'opposant à la libération nationale qu'aux forces bourgeoises et petites-bourgeoises capitalistes et nationalistes. En d'autres mots, nous devrons intervenir justement afin que la classe ouvrière et les couches populaires ne soient pas détournées de leurs intérêts fondamentaux par les illusions et les traîtrises des nationalistes bourgeois face à la question nationale.



Le fait de mal affronter ce problème en lui accordant une importance secondaire, ou du moins de le traiter comme extérieur à notre travail nous amène évidemment à nous donner de mauvaises méthodes de travail. Ainsi en fut-il pour cette assemblée convoquée une fois les élections déclanchées et préparée à la hâte. Il s'en suivit une faible préparation de la part des militants et une absence de véritable débat. Le peu de temps accordé (environ cinq heures) et l'homogénéité des ateliers empêchant le contact entre usines, quartiers et écoles, furent d'autres facteurs défavorables. Par ailleurs, plusieurs militants sont d'avis que des ateliers comprenant des militants des trois secteurs (travail, scolaire et quartier) auraient amené encore plus de confusion vu les très faibles acquis sur cette question.

Somme toute ce court dossier ne peut apporter de réponse claire à cette question mais bien plutôt témoigner de l'état actuel de notre capacité à comprendre cette question et à intervenir correctement. En ce sens il peut être utile afin de corriger nos importantes faiblesses.

Il faut finalement souligner un côté très positif soit d'avoir permis un échange entre plusieurs militants sur cette question. Il s'agit-là d'un pas important dans la mesure où nous saurons le poursuivre en améliorant chacun des aspects (tant au niveau politique que technique) qu'a soulevés cette rencontre.



3 EVALUATION sur LA QUESTION NATIONALE ET NOS PRATIQUES DANS LA CLASSE OUVRIERE

A la suite de ces discussions et des résultats électoraux, Mobilisation a rencontré des militants et militantes afin de préciser le sens de leur intervention et également dans le but de dégager certains éléments d'analyse.

DES MILITANTS D'UNE USINE MULTINATIONALE DE MONTREAL

Il s'agit d'une entreprise de fabrication située à Montréal et employant 450 travailleurs. Cette entreprise est une entreprise multinationale dont la maison-mère est aux Etats-Unis. L'intervention dans ce milieu date d'environ neuf mois et est menée par deux militants de l'extérieur, c'est-à-dire qui ne travaillent pas d'ans l'usine.

Travailleurs: 89% québecois francophones
8% anglo-québécois
3% immigrants. La majorité des immigrants viennent des pays dominés ou économiquement faibles comme Haïti, les Bahamas, l'Italie, le Portugal. Quelques-uns viennent de pays dominants comme l'Allemagne.

Contremaitres: La grande majorité d'entre eux sont québécois francophones et bon nombre sont d'anciens ouvriers de la production. Les autres sont anglophones.

Cadres: (Ex: gérant de l'usine, gérant du personnel, gérant de la production, surintendant). L'origine ethnique de ce groupe est assez partagée entre québécois francophones et anglophones quoique ces derniers prédominent dans les postes de cadres supérieurs. La venue de francophones à des postes de cadres supérieurs est assez récente.

Conseil d'administration de l'entreprise au Canada: Ses membres appartiennent à la moyenne bourgeoisie canadienne et la grande majorité d'entre eux sont d'origine anglo-canadienne (environ 8 sur 10), les deux autres membres sont des québécois francophones.

Provenance régionale des travailleurs.

La grande majorité vient de la région montréalaise quoiqu'il y a un certain nombre de gaspésiens. Certains travailleurs viennent aussi des régions francophones du Nouveau-Brunswick.

Groupes d'âge des travailleurs.
18-25 ans: 35%
25-40 ans: 45%
40-65 ans: 20%

Quel type de syndicat retrouvons-nous dans lusine?

Le syndicat local est affilié à une union internationale parmi les plus petites et les plus réactionnaires que l'on retrouve au Québec. Le syndicat est en outre affilié à la FTQ, mais participe très peu à cette fédération. Par contre, le syndicat local est très combatif, cette transformation est récente et marque une brisure très nette avec la très longue tradition de collaboration de classes et de syndicalisme d'affaires qui prévalait dans le syndicat local. Dans un premier temps, la transformation du syndicat en un syndicat plus combatif et plus démocratique est lié au leadership du président. Très vite le taux de participation au syndicat local s'est accru (augmentation du nombre des délégués, formation d'un nouveau comité de classification et d'évaluation des tâches, taux de participation d'environ 50% aux assemblées). Puis uncomité d'information regroupant des travailleurs de la base a été mis sur pied. Ce comité a mené des luttes très dures sur les normes de sécurité et de santé qui n'étaient pas respectées, il a aussi organisé le boycottage de la cafétéria explusant le concessionnaire. Le comité d'information a fait

apparaitre un deuxième pôle de référence pour l'ensemble des travailleurs du milieu.

L'inégalité nationale se manifeste-t-elle dans l'usine?

Autrefois le principal prénomène d'inégalité nationale se manifestait dans le fait que la langue de communication entre le syndicat et la compagnie était surtout l'anglais. Avec l'arrivée d'un syndicat plus combatif, ce phénomène a été largement exploité par le syndicat local, ce qui eut pour résultat de rendre les travailleurs du milieu (principalement les délégués) plus ouverts à la propagande du P.Q. sur les thèmes de souveraineté culturelle.

Y-a-t-il des militants de partis politiques dans l'usine et quelle fut leur intervention

Parmi les membres influents du syndicat, il y avait des militants péquistes convaincus. Ces militants n'ont pas utilisé l'appareil syndical pour faire une propagande large à l'intérieur du milieu, probablement par crainte de briser la solidarité syndicale qui se développait, peut-être aussi à cause d'une mentalité libérale qui prévaut dans le milieu et qui veut que le vote soit un acte individuel et non une décision collective que peut prendre une classe. Enfin pour d'autres sympathisants péquistes, il y avait une coupure assez nette entre la lutte qu'ils menaient à l'usine et la lutte politique qui se mène à l'extérieur par les partis politiques. Cette constatation fait disparaitre clairement la difficulté de lier sur la base d'une seule usine la lutte économique et la lutte politique, mais elle n'est pas complètement négative, en ce sens que certains militants ont décidé de mettre toutes leurs énergies au travail entrepris au comité d'information plutôt que d'aller militer au P.Q. comme ils l'avaient fait lors de la dernière campagne électorale. Cette réaction ne peut pas toujours être interprétée dans le sens du développement d'une critique de classe très structurée, cependant elle dénote quand même que le travail du comité d'information répond à des besoins plus fondamentaux chez les travailleurs qui y participent.



Chez l'ensemble des travailleurs les opinions politiques varient entre le P.Q. et l'abstentionnisme apolitique (surtout chez les jeunes). Le crédit social et le parti libéral ne semble pas avoir beaucoup d'impact.

La grande majorité des travailleurs qui ont voté P.Q., ont voté contre le parti libéral. Les sympathisants du P.Q. pour des raisons différentes. Pour certains, c'était le nationalisme culturel et politique du P.Q.; pour d'autres, c'était le nationalisme économique; pour d'autres enfin, c'était le fonctionnement et le financement plus démocratique du P.Q. Plusieurs d'entre eux souhaitaient voir le P.Q. dans l'opposition puisque l'idée de l'indépendance les effrayait surtout à cause des conséquences économiques qui pouvaient s'en suivre. A cette élection-ci, le crédit social n'avait aucun impact à cause de la présence d'Yvon Dupuis ("il avait volé l'élection à la présidence du parti" disait-on).

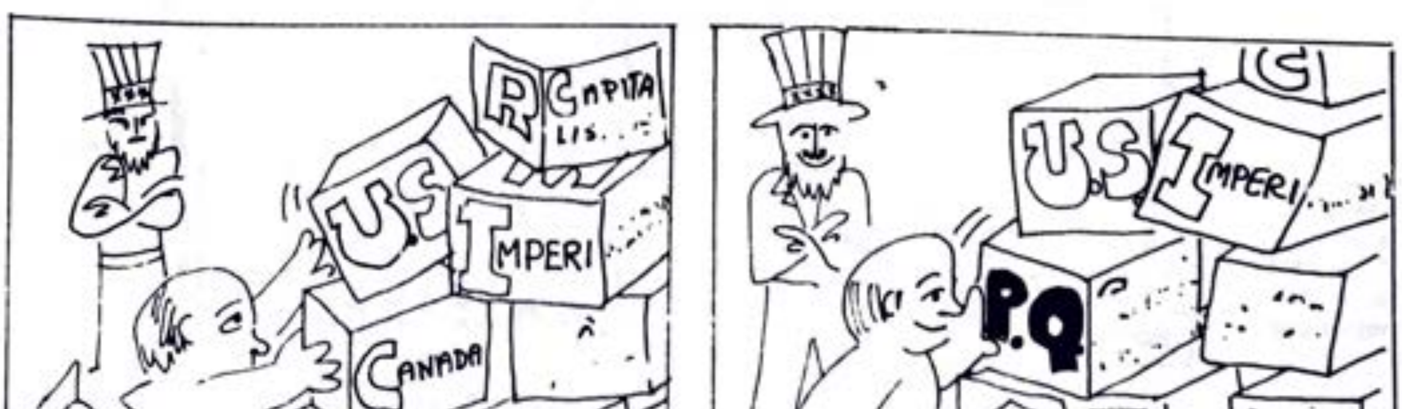
Quelle fut la réaction au lendemain de l'2lection?

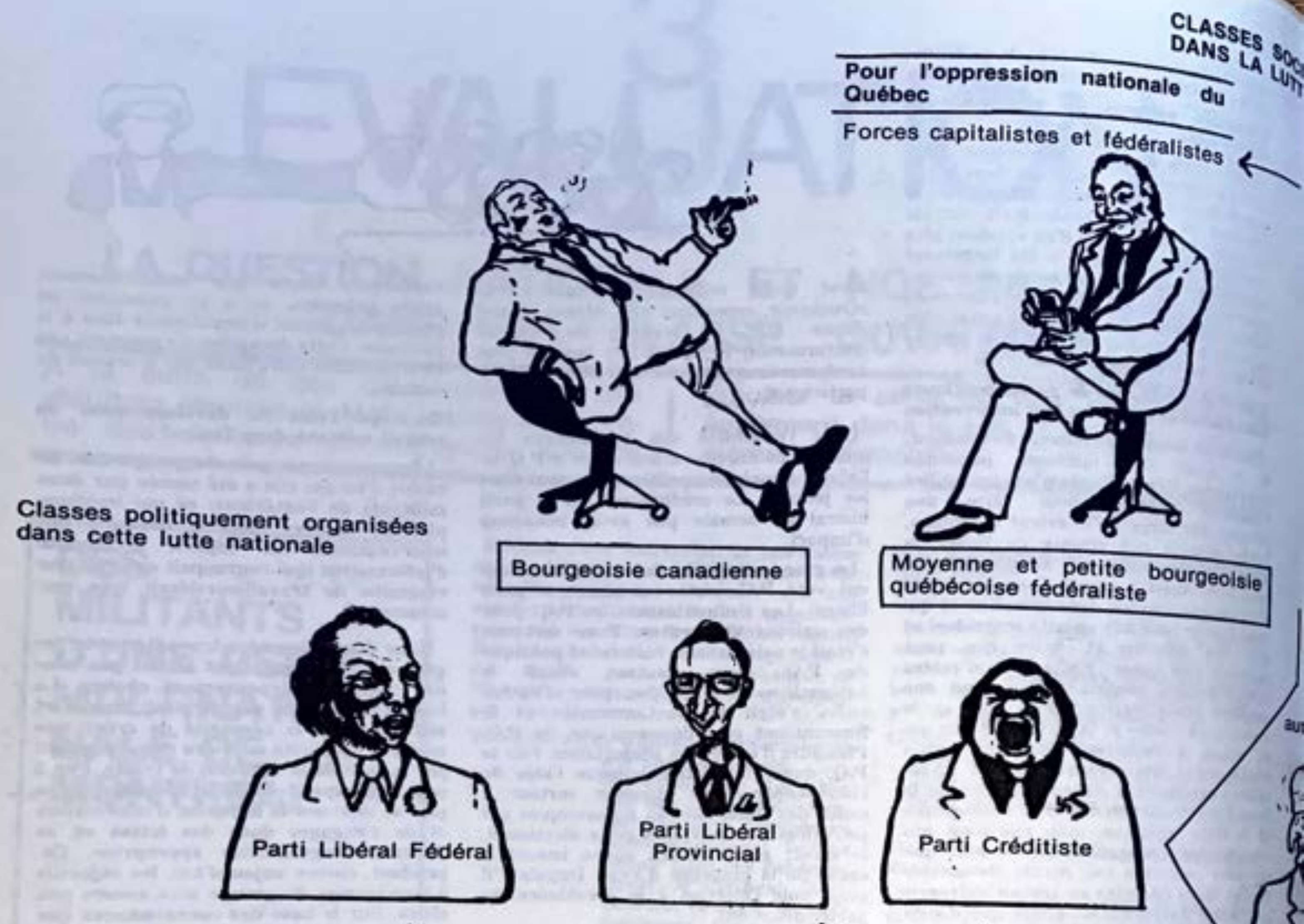
Très peu de réactions nous ont été rapportées sinon que immédiatement après l'élection, on a pu constater un certain sentiment d'impuissance face à la politique. Cette déception n'a pourtant pas eu d'influence marquante sur le travail du comité.

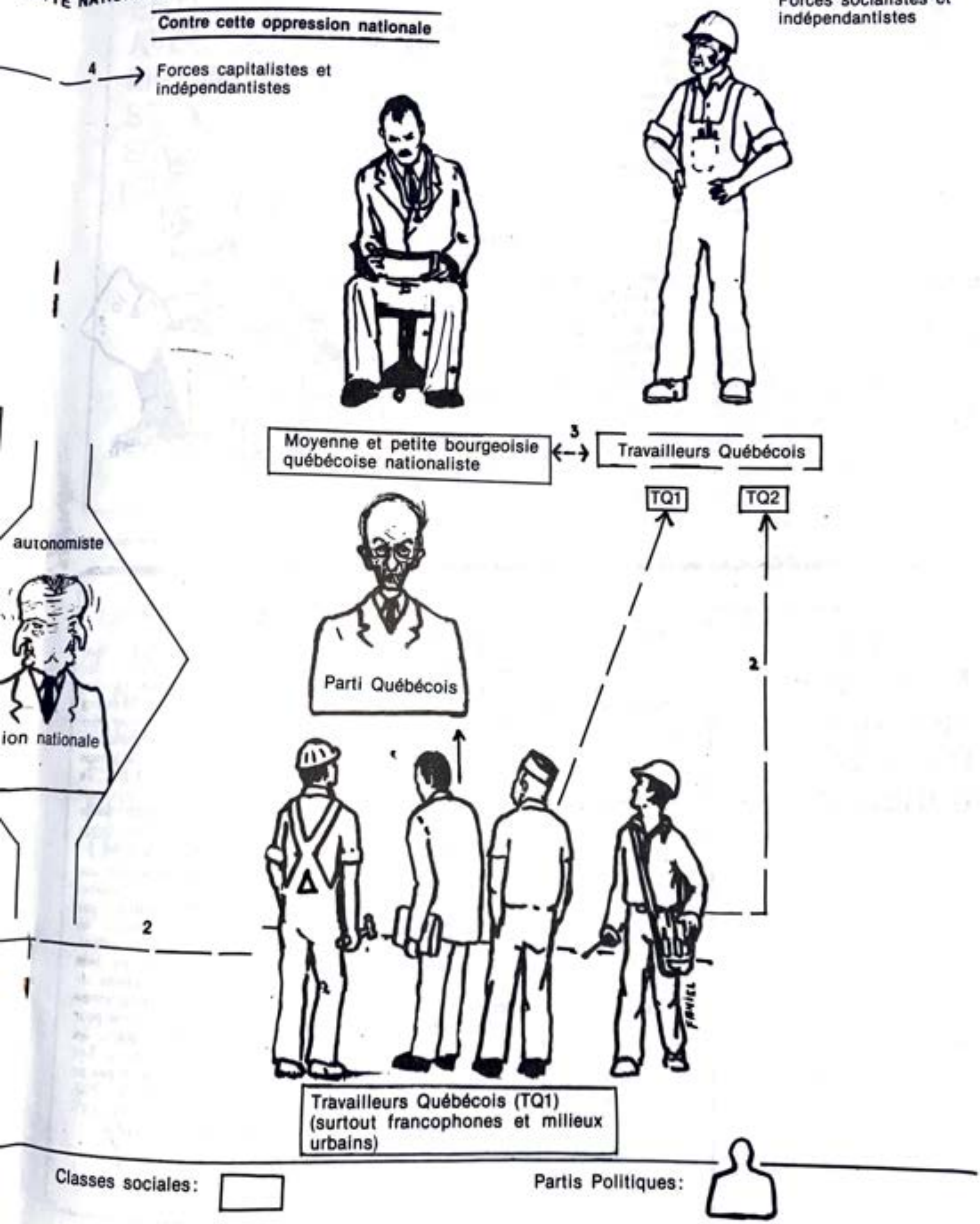
Quel est l'état du développement du travail militant dans l'usine?

L'intervention auprès du groupe date de moins d'un an: elle a été menée par deux militants de l'extérieur, ce qui implique plus de réserve dans la conduite des interventions. Au départ, le comité d'information (qui regroupait environ une vingtaine de travailleurs)était très peu structuré.

Nous étions amené à travailler avec les gens qui se présentaient et non pas avec des contacts soigneusement choisis. La base d'entente du groupe était fragile et sed limitait à la nécessité de créer une certaine solidarité ouvrière dans le milieu par le biais de la diffusion de tracts. Peu à peu, le groupe a réalisé la nécessité de ne plus se limiter à la diffusion d'information et de s'engager dans des luttes en se donnant l'organisation appropriée. Cependant, encore aujourd'hui, les objectifs à long termes du groupe sont encore peu clairs. Sur la base des connaissances que nous avons acquises tant sur le milieu que sur les travailleurs les plus avancés, nous sommes maintenant en mesure de former un comité plus restreint qui devrait




CLASSES SOC
DANS LA LUTT
Pour l'oppression nationale du Québec
Forces capitalistes et fédéralistes
Classes politiquement organisées dans cette lutte nationale
Bourgeoisie canadienne
Moyenne et petite bourgeoisie québécoise fédéraliste
Parti Libéral Fédéral
Parti Libéral Provincial
Parti Créditiste
Union
Classes intervenant de façon secondaire (actuellement) dans la lutte nationale
Bourgeoisie américaine
Travailleurs québécois (TQ2) (anglophones et milieu rural)
appuis actuel:
appui à venir:


Contre cette oppression nationale
4
Forces capitalistes et indépendantistes
Forces socialistes et indépendantistes
autonomiste
ion nationale
3
Moyenne et petite bourgeoisie québécoise nationaliste
Travailleurs Québécois
TQ1
TQ2
Parti Québécois
2
2
Travailleurs Québécois (TQ1) (surtout francophones et milieux urbains)
Classes sociales:
Partis Politiques:

permettre de clarifier les objectifs et la stratégie du groupe et qui pourrait reprendre peu à peu la direction du comité d'information.

Quelle fut votre intervention lors de la campagne électorale?

Compte tenu de ces caractéristiques, nous n'avons pas pu faire de discussions larges et d'interventions systématiques lors de la campagne électorale. Par contre, par des discussions informelles, après les réunions, nous avons tendance de mieux connaître où en était politiquement l'ensemble des travailleurs de l'usine et surtout les travailleurs les plus avancés du groupe.

Sur quoi ont surtout porté vos interventions?

Nous ne nous sommes pas vraiment compromis lors des discussions informelles sur la campagne électorale. Nous vivions plutôt une amorce d'enquête politique et non une intervention politique. Par contre, au niveau du comité d'information, nous avons profité des luttes sur la sécurité qui se menaient au moment de la campagne électorale pour dénoncer le caractère de classe anti-ouvrier de l'Etat et du gouvernement libéral en particulier.

Vos interventions vous ont-elles permises de vous rapprocher des travailleurs?

Nos liens avec le groupe se sont effectivement raffermis mais non pas à partir d'une intervention sur la question nationale. La campagne électorale nous a permis de découvrir que la majorité des travailleurs avancés et combatifs du milieu étaient aussi des sympathisants péquistes qui ne faisaient pourtant pas de lien entre le militantisme à l'usine et leur sympathie pour le P.Q.

Vos interventions vous ont-elles permises de préciser le sens de la lutte de libération nationale?

Pour en arriver à clarifier la question nationale avec les militants du comité, il aurait fallu poser la question nationale dans le sens des intérêts de classe des travailleurs, or, nous en sommes encore au stade où il faut canaliser la révolte des travailleurs de l'usine vers une conscience claire de l'exploitation (intérêts antagonistes des ouvriers et des patrons) pour ensuite, sur la base de cet acquis, démontrer comment les mêmes intérêts de classe se retrouvent au plan politique et posent la nécessité de l'organisation politique des travailleurs.



QUATRE MILITANTS TRAVAILLANT DANS DES BUREAUX

Il s'agit de milieux de travail où les travailleurs et travailleuses sont surtout francophones et en général jeunes. Deux des trois milieux sont syndiqués et les syndicats sont très peu actifs, voire pratiquement inexistants. Les travailleurs et travailleuses (une très forte partie sont des femmes) proviennent en très grande partie de Montréal et de la région immédiate.

Comment ont voté les gens dans votre milieu?

En général, les boss votaient libéral. Les commis et les secrétaires votaient P.Q. Dans un de ces milieux (une très grande entreprise) les commis votaient P.Q. car, pour eux, c'est un parti valable tant qu'il ne prend pas le pouvoir.

Comment a-t-on interprété les résultats de l'élection?

Les boss l'interprétaient comme un référendum sur l'indépendance. Dans un bureau on émettait l'idée que les gens avaient voté contre l'indépendance et non pas pour le parti libéral. Dans la plupart des cas on croyait que l'opposition serait dans la rue et que les risques de répression seraient accrus. Bref, peu de choses nouvelles par rapport à ce que charriait la presse bourgeoise au lendemain des élections.

Ou en est votre travail?

En général, nous en sommes à la phase de l'enquête. On a discuté de l'élection par le biais de rencontres informelles (dans les breaks, par exemple). Nos interventions n'ont permis ni de se rapprocher des travailleurs, ni de se renforcer idéologiquement et politiquement. Pourtant nous avons répondu que l'on voterait P.Q. de façon critique quand la question nous était posée et ce en raison de notre faible implantation et du fait que les travailleurs le plus progressistes était péquistes.

Par ailleurs, on a pu constater une différence importante entre le péquistes qui ont un poste élevé (les vendeurs, par exemple) et ceux qui sont commis ou secrétaires (i.e. des travailleurs ordinaires). Les premiers (qui ont un bien meilleur salaire et des aspirations de promotion) comprennent le programme du P.Q. et l'endossent pleinement car pour eux c'est la possibilité de remplacer les anglophones et de devenir boss. Les seconds votent P.Q. mais ne sont pas au courant du programme et le P.Q. représente pour eux un changement qu'il ne peuvent cependant pas identifier.

ENTREVUE AVEC DES MILITANTS DU SECTEUR SCOLAIRE (CEGEP)

Quelle a été votre intervention lors des élections?

Ce fut surtout à partir de la diffusion d'un numéro du journal portant spécialement sur les élections et où nous avions ébauché notre analyse politique avec l'ensemble des militants et des sympathisants étudiants qui ont participé au "regroupement large". Notre position pré-électorale peut se résumer très rapidement ainsi: la société actuelle est divisée en deux classes principales; les partis en présence aux élections défendent le système capitaliste et les partis de l'opposition se sont ralliés au Parti libéral pour voter les lois anti-ouvrières; par ailleurs, face à cela, il n'existe presque pas de véritables opposition qui serait celle de la classe ouvrière organisée et de ses alliés, y compris les étudiants.

Nous proposions aux étudiants de s'organiser afin de connaître, dans un premier temps, le système dans lequel nous vivons et de se donner les outils nécessaires pour lutter contre celui-ci en accord avec les premiers concernés, soit les travailleurs.

Quelle a été la réponse des étudiants?

L'intervention au moment des élections n'était pas isolée de l'ensemble de notre travail politique; nous avons par la suite continué à diffuser des journaux au cegep. Après la parution des premiers numéros du journal, nous sommes en mesure d'affirmer que la réaction des étudiants a été très favorable à notre travail. Par exemple, le fait de ne pas avoir donné d'appui critique au PQ n'a pas coupé notre groupe de l'ensemble des étudiants; toutefois, les groupes qui avaient participé à la rédaction du journal n'ont pratiquement rien fait pour évaluer les différents aspects de la diffusion de ce journal et pour voir comment en récupérer les effets.

Diverses critiques ont été formulées sur le fond et la forme des articles mais personne n'a mis en doute la nécessité pour les étudiants d'un organe d'information et d'intervention politique dans le cegep. D'ailleurs nous considérons essentielles ces critiques, de même que nous comptons sur la participation politique des étudiants pour développer une organisation des étudiants progressistes ici.

Nous avons un choix à faire, ou nous ranger du côté de la bourgeoisie ou nous ranger du côté des travailleurs et nous organiser dans notre propre milieu sur la base des intérêts des travailleurs. Actuellement, une des tâches importantes est d'exprimer concrètement notre solidarité avec les luttes ouvrières, en liaison avec d'autres groupes de militants.

DES MILITANTS TRAVAILLANT DANS DES ENTREPRISES PRIVEES DE TRANSPORT

Dans ce secteur, il y a beaucoup de travailleurs immigrants (grecs, européens de l'est, quelques noirs). Les patrons les plus importants sont des moyens capitalistes francophones et des juifs anglophones. D'autres patrons de moindre importance sont des petits capitalistes anglophones et juifs.

La moyenne d'âge est assez élevé bien qu'il y a beaucoup de jeunes. Il n'y a pas de syndicat mais un travail de syndicalisation est actuellement en cours.

Y a-t-il des militants de partis politiques qui sont intervenus lors de la dernière campagne électorale?

Oui. D'ailleurs dans le passé il y avait une organisation péquiste dans nos milieux de travail. A la dernière élection, beaucoup de travailleurs ont voté P.Q. et un nombre important a travaillé pour le P.Q., surtout pour s'opposer au parti libéral. A l'intérieur même du groupe qui travaille à implanter un syndicat, tous ont voté P.Q. On peut dire que les travailleurs les plus combatifs ont voté P.Q. et que d'un autre côté l'ensemble des travailleurs se moquaient du Crédit social et de Dupuis.

Pourquoi a-t-on voté P.Q.?

Tout d'abord par réaction au parti libéral. Puis parce que beaucoup croyaient que le P.Q. faciliterait notre syndicalisation. Ceux qui ont voté libéral amenaient très fréquemment des arguments sur la situation économique d'un Québe Indépendant.

Quelle fut la réaction au lendemain des élections?

D'abord une grande déception. Puis une satisfaction quant au pourcentage du vote obtenu par le P.Q. Enfin, une certaine peur quant au lois anti-ouvrières que pourrait voter le gouvernement.

Quelle fut votre intervention en tant que militants progressistes et socialistes?

Deux points ont guidé notre intervention. Premièrement, un travail d'explication du rôle de classe du P.Q. avec les militants les plus avancés. Deuxièmement, nous avons essayé de tempérer l'enthousiasme aveugle des péquistes qui prévoyaient une grande victoire.

Vos interventions vous ont-elles rapprochées de l'ensemble des travailleurs?

Peu de rapprochement au niveau de l'ensemble. Par ailleurs au niveau des éléments les plus combatifs et avancés (qui sont dans le comité de syndicalisation) nous avons pu faire réaliser la faillite des actions suggérées par les permanents syndicaux et les éléments péquistes. C'est-à-dire que le groupe a pris conscience que nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et que nous devons procéder à un travail d'organisation à la base et non pas faire de grandes déclarations et des actions électorales qui passent par-dessus la tête des travailleurs.]

UNE MILITANTE DU QUARTIER CENTRE-SUD

C'est quoi Centre-Sud?

En gros, le quartier Centre-Sud est composé de 95% d'ouvriers, de chômeurs, ménagères et assistés-sociaux. La population est canadienne-française à près de 100%. Dans l'ouest du quartier, il y a une douzaine de groupes populaires faiblement "politisés" sauf l'ADDS et la clinique juridique où se retrouvent les militants les plus éveillés. Dans l'est du quartier (paroisse St-Eusèbe et surtout St-Anselme), le nouveau député libéral de Ste-Marie, J.C. Malépart, a mis sur pied et a contrôlé la totalité des regroupements de loisirs, de St-Vincent-de-Paul, Age d'Or, P.I.L., Perspectives-Jeunesse, etc.

Comment expliquez-vous la force du Par Québécois dans Centre-Sud? (comprenant une partie du comté de St-Jacques où Claude Charron a été élu et une partie de Ste-Marie où C. Tremblay s'est voler l'élection par Malépart).

Le fort pourcentage des votes péquistes s'explique par le fait que le P.Q. pour beaucoup de gens du quartier représente **l'espoir** d'une amélioration dans leurs conditions de vie. Non seulement à cause de son programme mais aussi à cause de l'image de démocratie et d'intégrité qu'il dégage à travers des hommes comme Lévesque, Parizeau, Tremblay, etc. Dans le quartier, la moyenne des salaires s'établir autour de $3,500.00 par année. Les gens n'ont plus rien à perdre. Le P.Q., pensent-ils, va changer des choses...

Comment se situent les groupes populaires du quartier face au Parti Québécois?

Aucun groupe populaire ne s'affiche ouvertement pour l'un ou l'autre des partis, mais beaucoup de leurs membres sont péquistes. Pour la majorité des membres des groupes populaires, le P.Q. c'est l'indépendance du Québec et la social-démocratie: c'est-à-dire un régime où les boss devront être plus raisonnables, où les assistés-sociaux pourront respirer, où les uns et les autres seront appelés à **participer** aux décisions qui touchent l'école, le quartier, l'usine même! Pour les personnes plus conscientes du caractère petit-bourgeois du P.Q., le vote pour ce parti, c'est un vote anti-répression. C'est aussi pour certains d'entre eux la nécessité d'une étape - l'indépendance - avant de pouvoir réaliser le socialisme.

Les gens du quartier comme les simples membres des groupes populaires ont été sensibles surtout au programme **social** du P.Q. Les ménagères, les chômeurs et les assistés-sociaux se sentent particulièrement concernés par le programme. La bataille des chiffres (budget, etc...) était bien trop compliquée pour le citoyen ordinaire.

Quelles critiques à l'égard du P.Q. étaient apportés par les militants plus conscients des groupes populaires?

Plusieurs ont mentionné que le vrai débat ne consiste pas dans les désavantages ou les avantages économiques de l'indépendance et que celle-ci en soi ne règle aucun problème réel des gens du quartier. D'autre part, ils ont dit que c'était bien beau des lois sociales proposées par le P.Q. mais que c'était irréalisable et très électoraliste car le P.Q. n'a pas l'intention d'instaurer une société socialiste.

Face aux résultats des élections, comment ont réagi les membres des groupes populaires?

Plusieurs (à l'exception de quelques militants) pensent qu'avec 30% des votes, le P.Q. continue d'avancer et que sa victoire éventuelle est possible. Les résultats n'ont pas découragé les péquistes: au contraire, ils se disent prêts plus que jamais à travailler pour la prise du pouvoir par le P.Q. Ils pensent généralement que les péquistes devront systématiquement s'infiltrer dans toutes les institutions où il est possible d'avoir un certain pouvoir: comité d'école, CLSC, groupes populaires, etc...

D'autre part, la victoire du parti libéral inspire à tout le monde des craintes quant à un durcissement de la répression face aux syndicats et aux groupes populaires. On ne pense pas qu'il y aura de la violence du type du FLQ, mais plutôt des affrontements violents entre le gouvernement et l'opposition sous toutes ses formes.

Quelles ont été vos interventions au cours de la campagne électorale?

D'abord il faut dire que nous sommes implantés depuis peu de temps. Nous avons organisé deux rencontres avec les militants de la clinique juridique et de l'ADDS, rencontres qui ont surtout porté sur la question nationale et le P.Q. et qui nous ont amené à voir la nécessité d'un parti ouvrier. Aussi, on a organisé une soirée d'informaion plus large sur les programmes des 4 partis, à laquelle ont participé une vingtaine de personnes.

Un des effets les plus positifs de ces interventions, c'est le rapprochement entre trois groupes populaires plus militants et l'examen en commun du travail de quartier à réaliser. C'est un pas en avant important.

DES MILITANTS DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE LOURDE A MONTREAL

Nous croyons que ce fut une erreur de ne pas adopter une position commune face aux élections. Par position commune, nous entendons une attitude commune des militants face à cette question et non pas une offensive générale d'un groupe. Cette position, qui aurait pu être diffusée verbalement dans nos shops et d'une façon écrite aux militants des milieux de quartier et scolaire, aurait dû inclure une analyse sommaire des principaux problèmes que vit la population québécoise; une analyse des programmes que préconisent les différents partis pour solutionner ces problèmes; les forces sur lesquelles ils s'appuient pour faire prévaloir leurs programmes; présenter les solutions qui représenteraient réellement les intérêts des travailleurs, nos propres intérêts, comme force socialiste montante, dans cet enjeu électoral.

Quelle position aurait dû être adoptée?

N'ayant pas adopté une position commune à partir d'une analyse, nous n'avons pu proposer une ligne de conduite générale face aux élections. Chacun a voté comme bon lui semblait. Il n'était évidemment pas question de préconiser l'abstention générale dans le contexte actuel. Deux choix s'imposaient: annuler son vote ou voter P.Q. Nous n'avons rien à reprocher à ceux qui ont vote P.Q., comme parti démocratique et "progressiste" qui préconise l'auto-détermination du Québec. Il reste que nous considérons, en fonction de l'analyse que nous dégageons des partis en lice et des intérêts qu'ils représentent, que l'annulation était la position la plus conséquente. L'abstention générale, dans une situation politique où nous pouvons intervenir comme force organisée, est un geste politique qui part d'une stratégie. L'annulation, dans une situation politique où nous ne pouvons intervenir comme force politique organisée dans le rapport de force et où les enjeux ne sont pas primordiaux à notre survie (le fascisme contre le libéralisme par exemple) est un geste politique qui part de principes.

Cependant, nous considérons que ceux d'entre nous qui souhaitaient l'élection des vedettes libérales péquistes et particulièrement de René Lévesque, ont fait preuve d'inconséquence politique. (Quoique nous n'ayons pas à nous réjouir de la défaite personnelle d'hommes comme Lévesque qui ont oeuvré considérablement pour la cause du Québec.)

Qu'est-ce qui ressort principalement des résultats?

Selon moi c'est un gain pour le développement de l'alternative véritable de la classe ouvrière: c'est-à-dire la construction de son propre parti. Et cela à cause d'une démonstration pas mal évidente de la faiblesse très grande de la fausse solution de la petite-bourgeoisie démocratique (i.e. développement d'un capitalisme québécois à caractère humain en rapatriant les pouvoirs fédéraux d'une façon "tranquille" et électorale.

Je crois plutôt que la victoire (ou le gain) revient à la bourgeoisie et au Parti libéral. Mais par ailleurs, le lavage libéral est anachronique avec le rapport de force politique qui prévalait avant les élections. Ainsi le vote ne donne qu'une image déformée du réel rapport de force politique.

Le P.Q. risque-t-il d'être secoué à la suite des résultats?

Le vote par lui-même fera progresser les contradictions au sein du P.Q. et dans l'ensemble du mouvement nationaliste, principalement entre le secteur "à gauche" dans le P.Q. (i.e. le plus progressiste) et la direction qui, elle se cramponne à l'activité parlementaire (étant la seule opposition).

Ces contradictions à l'intérieur du P.Q. et le secteur important de la population travailleuse qui a voté P.Q. et qui recherche une alternative politique au gouvernement libéral, à la domination étrangère et à la question de notre libération nationale, ces deux éléments donc nous amènent à conclure que l'émergence d'une organisation politique des travailleurs s'en retrouve favorisée et renforcée.

L'image de la démocratie est-elle modifiée à la suite des résultats?

La démocratie bourgeoise du type parlementaire comme nous la connaissons au Québec s'avère une vaste superherie et sans aucun sens. Considérons qu'avec 55% des suffrages (dont les 20% d'anglophones) le parti libéral obtient 102 députés et l'opposition avec 45% des suffrages obtient 8 députés. Cette sous-représentation de l'opposition et surtout celle du vote populaire et progressiste est également un élément important de prise de conscience de la fausseté du jeu électoral bourgeois.

La presque totale domination des libéraux devient-elle une menace pour la montée du fascisme?

Il ne faut pas voir dans une Assemblée Nationale fortement libérale une menace au fascisme. Au contraire, un gouvernement libéral faiblement majoritaire ou minoritaire, qui aurait dû s'appuyer sur les créditistes pour faire face à une forte opposition parlementaire péquiste et à l'effervescence populaire, aurait pu mener à un durcissement du régime. Avec un gouvernement libéral solide, nous devrions continuer à vivre une période de libéralisme, qui permet un travail politique ouvert. Néanmoins le gouvernement fera preuve de beaucoup de fermeté envers les centrales syndicales, qui sortent grandes perdantes de cette campagne. Ceci ne peut qu'amener une prise de conscience grandissante chez les syndiqués, qui auront à en subir les effets, et une radicalisation des syndicats.

D'autant plus qu'on peut parler d'une présence accrue de la droite au parti libéral (c'est Choquette qui le disait le 29 au soir) alliée à une concentration toujours plus grande de la presse. Ces deux éléments ne tarderaient pas à réagir durement devant un Front commun syndical. La hausse des prix, le chômage et l'inflation ne pourront qu'alimenter cette grande fermeté, ce durcissement, en périodes chaudes.

Peut-on craindre une montée du terrorisme?

Le désenchantement de nombreux nationalistes passionnés face aux résultats de l'élection, le vote en bloc des anglophones pour le parti libéral et la faible représentativité de l'opposition officielle au parlement peuvent susciter des manifestations extra-parlementaires des divers groupes de pression populaire, un durcissement des relations "anglais-français" et une vague de terrorisme. Nous assisterions alors à une réponse d'autant plus ferme du régime, qui peut prétendre maintenant avoir la grande majorité de la population de son bord.

Qu'est-ce qui ressort de plus important pour le développement d'une organisation ouvrière et socialiste?

Pour nous la clé de notre développement vient plus que jamais de la création d'un programme de revendication et de la lutte qui fera **le lien entre les problèmes vécus par les travailleurs sur le plan économique**, à l'usine et au dehors, et **une solution politique accessible.**

Nous devons continuer à critiquer fermement les syndicats mais nous devrons rapidement inclure à cette critique le rôle politique que jouent les centrales et les fédérations en alliance avec le P.Q. ou le parti libéral. La critique des rapports syndicaux entre un local et la centrale ou la direction d'une fédération est nécessaire, mais la dénonciation de la position péquiste de certaines directions (les Métallos par exemple et Laberge au dernier congrès de la FTQ) sera de plus en plus nécessaire pour expliquer complètement et concrètement une alternative socialiste qui dégage clairement **une réponse à notre dépendance économique** et **une voie de libération nationale** capables de récupérer l'élan indépendantiste du secteur progressiste de la classe ouvrière.

En somme les résultats électoraux favorisent notre travail?

Oui et à tous les points de vue. Ce que nous avons principalement à craindre - à part le terrorisme- c'est le sentiment de défaitisme que ces résultats peuvent alimenter. A nous de poursuivre avec autant d'acharnement le travail que nous avons entrepris et d'expliquer davantage à nos camarades les enjeux de la situation.



ANNEXE

GUIDES D'EVALUATION

1 Description du milieu.

a) Quelles sont les différentes classes sociales que l'on peut retrouver dans le milieu où l'on est?

(exemple: **en usine;** travailleurs, patrons, contremaîtres, conseil d'administration. **En quartier:** ouvriers, travailleurs-chômeurs, assistés sociaux, petits-bourgeois, bourgeois. **En école:** fils d'ouvriers, de bourgeois, petits-bourgeois, professeurs, cadres dirigeants, employés de soutien, etc...)

b) Y a-t-il des groupes ethniques différents et à quelle classe sociale appartiennent-ils?

Exemple: proportion de québécois francophones, anglophones, italiens, grecs, portugais, etc... et sont-ils travailleurs, contremaîtres, patrons?

c) **L'organisation du travail.**

- A qui appartient la compagnie (ou les maisons et édifices du quartier)?

- Quelle est la langue de travail?

d) Face à l'oppression nationale de quelle façon la lutte est-elle organisée (si elle l'est)?

Exemple: Dans les organisations des travailleurs (syndicats surtout) il peut y avoir des exécutifs syndicaux faisant de la propagande pour le PQ ou pour un autre parti (pensons à l'appui des Métallos au PQ). Il peut y avoir aussi des militants individuels de différents partis.

- Au niveau du quartier, y a-t-il des organisations populaires ou des services populaires (comme les comptoirs alimentaires) qui appuient tel ou tel parti?

Y a-t-il des organisations paroissialles, de loisirs, etc. contrôlées par certains partis politiques? Y a-t-il des projets et subventions du fédéral (PIL, P.J.) et font-ils quelque chose par rapport à cette question? Servent-ils les couches populaires ou servent-ils les intérêts du fédéral?

- A l'école y a-t-il des groupes d'étudiants travaillant pour un parti? Le syndicat des professeurs appuie-t-il un parti? Les syndicats des employés de soutien? Quelle est la position de l'administration dans les faits?

2. Que pensent les gens des différents partis politiques et des intérêts qu'ils véhiculent?

(Cette question se pose à plusieurs niveaux):

ex. **En milieu de travail:** auprès des travailleurs les plus actifs (comité de travailleurs); auprès des sympathisants du groupe; auprès de l'ensemble des travailleurs.

En quartier: auprès des groupes actifs dans le quartier; auprès des sympathisants de ces groupes; auprès de l'ensemble des étudiants.

b) Quel parti, selon eux, défend le mieux leurs intérêts?

c) Si le P.Q. prend le pouvoir cela apporte-t-il des changements importants pour les travailleurs? (améliorations ou détériorations des conditions de vie? les intérêts du P.Q. sont-ils les mêmes que les intérêts des travailleurs?)

d) Quelles peuvent être les conséquences des élections pour les gens du milieu?

aa Y aura-t-il une montée de la violence (par Ottawa ou par des péquistes déçus)?

bb Si l'indépendance se faisait comment cela touche directement votre milieu? (ex: travailleurs à l'emploi du fédéral, travailleurs de milieux stratégiquement importants comme ceux du port, etc).

cc L'indépendance amènerait-elle des implications quant à l'existence des unions internationales?

3. Comment intervenir dans nos milieux?

a) Comment développer nos propres forces à travers cette période d'élection?

b) l'intervention pouvant être différente selon les milieux, il n'en reste pas moins que nous devons tous poser

aa; appui critique au P.Q.

bb; abstention

cc; séance d'information expliquant le programme des partis?

Et quels sont les arguments qui soutiennent ces choix tactiques?

LE Xe CONGRÈS DU P.C.C.

Les modifications des statuts

Cette partie de l'article est tirée de la revue LA NOUVELLE CHINE novembre-décembre 1973, no. 14; nous recommandons vivement la lecture au complet de ce numéro spécial sur le Xième Congrès du PCC.

LE Xe congrès du P.C.C. s'est tenu à Pékin du 24 au 28 août 1973. La durée de la session fut exceptionnellement courte comparativement avec les congrès précédents.

Le plus grand secret a été gardé tant en ce qui concerne le lieu exact de la réunion que la date. Les observateurs les plus attentifs n'ont rien décelé et la nouvelle n'a été connue que par le communiqué de presse officiel du 29 août. Aucun délégué étranger ne fut invité.

Réuni quatre ans et quatre mois après le précédent, ce X^e congrès est légèrement en avance par rapport aux stipulations de l'article 8 des statuts qui prévoit une réunion tous les cinq ans, encore que cette périodisation soit plus indicative qu'obligatoire puisqu'il est prévu que la convocation peut être avancée ou retardée dans les cas exceptionnels. Le « cas exceptionnel » semble être, en l'occurrence, la prochaine convocation de la IVe Assemblée populaire nationale.

L'ordre du jour du congrès comportait trois points : rapport politique de Zhou Enlai, rapport sur la modification des statuts du parti présenté par Wang Hongwen et vote des nouveaux statuts, élection du Xe comité central.

Les deux rapports et les nouveaux statuts ont été, dit le communiqué de presse, approuvés à l'unanimité, après des discussions sérieuses et animées. L'élection du comité central s'est effectuée au scutin secret, à l'issue d'amples délibérations et consultations.

L'extension de la représentativité parait avoir guidé l'élection des délégués, parmi lesquels beaucoup de nouveaux, et en particulier des ouvriers, des paysans, des femmes et des représentants de minorités ethniques non han. Le communiqué de presse précise que les 1.249 délégués représentant les 28 millions de membres du parti provenaient « des quatre coins du pays ». Soixante-sept pour cent d'entre eux étaient des ouvriers, des paysans et des soldats, et vingt pour cent des femmes.

Le congrès procéda à l'élection de 319 personnes au comité central, dont 195 membres et 124 suppléants. Le bureau politique élu par le comité central au cours de sa première session le 30 septembre comprend 24 membres. Mao Zedong en est le président, et les cinq vice-présidents sont Zhou Enlai, Wang Hongwen, Kang Sheng, Ye Jianying et Li Desheng. Le comité permanent du bureau politique regroupe le président, les cinq vice-présidents, plus Zhu De, président du comité permanent de la IIIe Assemblée populaire nationale, Dong Biwu, président de la République par intérim, et Zhang Chunqiao, secrétaire général du présidium du Xe congrès du P.C.C.

LE RAPPORT DE ZHOU ENLAI

Le rapport de Zhou Enlai se divise en trois thèmes principaux :

1) La poursuite de la ligne du IXe congrès qui fut élaborée sous la direction personnelle du président Mao et s'est révélée excellente.

2) L'écrasement de la clique anti-parti de Lin Biao. Zhou Enlai s'étend longuement sur l'historique de la déviation, ses causes et ses conséquences, ainsi que sur les moyens d'y parer, bien qu'empêcher totalement la renaissance de tels errements soit impossible en raison des contradictions qui demeurent en société socialiste.

3) La définition de la situation actuelle et des tâches à accomplir.

Le premier ministre chinois développe les griefs de la Chine envers l'Union soviétique et exprime l'intensité de ses craintes d'une « attaque surprise par le social-impérialisme révisionniste soviétique ». Le texte très dur est centré sur l'internationalisme prolétarien et la lutte contre la double hégémonie et ne fait pas mention des cinq principes de coexistence pacifique.

A l'intérieur, il s'agit essentiellement de poursuivre la lutte entre les deux lignes, de développer l'économie sur les principes de « la ligne générale », « par ses propres efforts », « marcher sur deux jambes », « prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant » et autres mots d'ordre lancés lors du Grand bond en avant et au cours de la Révolution culturelle, et de développer une meilleure application du centralisme démocratique, par le renforcement de la direction unique du Parti jointe à une plus étroite liaison avec les masses populaires.

Un Congrès de l'Unité

C'est en effet sous le thème de l'UNITE, de la CONSOLIDATION et de la continuité des acquis que s'est déroulé ce congrès, dont il faut retenir qu'il s'est déroulé après plusieurs dizaines de mois d'intenses discussions, débats et confrontations parmi les masses dans les usines, communes agricoles, écoles, quartiers, etc... Unité et consolidation, à partir des acquis du fameux IXième congrès de 1969, où les militants de la révolution culturelle ont porté leurs victoires au niveau de tout l'état et de tout le parti. Depuis ce temps, le visage de la Chine a considérablement changé: le développement idéologique et politique dans la population a permis un essor très grand dans tous les domaines. Comme le souligne Chou-En-Lai: "La lutte - critique - réforme dans les différents domaines de la superstructure a donné de nouveaux résultats. Et on a développé le style de travail qui consiste à rechercher la vérité dans les faits et à appliquer le style de travail qui consiste à rechercher la vérité dans les faits et à appliquer la ligne de masse, ainsiq eu la glorieuse tradition de modestie, de pondération, de vie simple et de lutte ardue..."

Comment changer un pays très arriéré économiquement et occupé par plus de 700 millions de personnes? La seule façon, c'est de mobiliser les masses à tous les niveaux, les organiser pour qu'elles participent et dirigent le processus de changement dans toutes ses étapes. C'est là essentiellement le défi relevé par les Chinois à partir de la révolution culturelle et qu'ils peuvent consolider à partir de maintenant. Le 10ème congrès, dans la continuation des changements formulés par le IXième congrès, prouve que le défi a été relevé, et que surtout CA MARCHE! La situation matérielle dans l'industrie, le commerce, les finances, les transports, les communications, l'agriculture, etc. s'est améliorée essentiellement à cause de cette mobilisation massive et constante des masses populaires.

L'Affaire Lin Piao ou la continuité de la lutte de classes en Chine

Le second aspect développé dans le congrès fut de mettre à jour la contradiction avec la "clique Lin Piao". Cette contradiction s'est développée à partir de la lutte contre le révisionnisme et le bureaucratisme des "tenants de la ligne capitaliste", Liou Chao-Chi et consorts. Sans revenir sur cette histoire déjà passablement expliquïe, il faut retenir que cette lutte intense était "le reflet de la lutte de classes dans la société", et que cette lutte de classes ne s'est pas terminée par l'élimination d'une fraction des cadres dirigeants, mais se poursuit encore, "pour très, très longtemps encore" comme l'indiquait le président Mao. La lutte contre la fraction Lin Piao fut donc essentiellement une *lutte de classes*, entre la position de Lin Piao, vers un retour au capitalisme sous la forme d'un état dirigé par une clique avec les pleins pouvoirs, et d'autre part la construction du socialisme, le développement d'une démocratie socialiste authentique, la marche vers le communisme.

Il peut sembler étrange pour des militants d'ici de voir presque du jour au lendemain les "bons" devenir "méchants". Certaines indications sur l'histoire de la révolution culturelle peuvent pourtant nous expliquer un peu mieux cette histoire assez étrange au premier coup d'oeil. En effet, pendant la révolution culturelle, la lutte contre les révisionnistes ne se fit pas aisément. Les militants révolutionnaires qui critiquaient le bureaucratisme, les formes de retour vers l'organisation capitaliste du travail, etc. n'avaient pas toujours de solution très claire à proposer. Souvent, la lutte contre le véritable ennemi, c'est-à-dire la petite minorité au sein du parti communiste engagée dans le révisionnisme, dégénérait en luttes de cliques, qui s'entretuaient avec des citations de Mao Tsetoung et au nomb du prolétariat. Cette situation très confuse prit du temps à s'éclaircir. Sous la direction personnelle du président Mao, des militants révolutionnaires purent s'organiser et lutter contre ces excès et contre certains aspects de la lutte anti-révisioniste qui risquait de tout détruire, y compris plusieurs militants communistes authentiquement révolutionniares mais qui avaient été temporairement trompés par la "ligne révisioniste". C'est principalement avec le patronage de certains personnages à la direction de la révolution culturelle, Lin Piao, Chen Po-ta et d'autres que ces "excès" furent commis, et cela nuit grandement à l'avance révolutionnaire.

Or, pendant le IXième congrès, l'on révéla que cette "déviation de gauche" menée par Lin Piao couvrait d'autres dangers encore plus grands. Ce dernier, derrière son visage de "gauche" et d'ultra-révolutionnaire, cachait des ambitions personnelles démesurées, et complotait contre la direction de Mao Tsetoung (allant même jusqu'à organiser des tentatives d'assasinat contre Mao). Mao Tsetoung lui-même dut attaquer Lin Piao qui développait une sorte de théorie du "génie". Lorsque Lin Piao déclara que "chaque phrase du président Mao est la vérité: une phrase de lui vaut mieux que dix mille des nôtres", Mao le ramena à la raison, voyant où cela conduirait: c'est-à-dire, mettre Mao au-dessus de tout, avec sont "proche compagnon d'armes Lin Piao", puis remplacer le "dieu" Mao par le "dieu" Lin Piao.

La principale leçon à tirer de cette lutte, pour nous comme pour les communistes chinois, c'est comme le formule Chou En Lai dans son rapport que: Par ailleurs, la société socialiste s'étend sur une période historique assez longue et tout au long de cette période, les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes continuent d'exister, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, le danger d'une restauration du capitalisme et la menace de subversion et d'agression de la part de l'impérialisme et du social-impérialisme. En tant que reflet de ces contradictions, la lutte entre les deux lignes au sein du Parti se poursuivra pendant longtemps, elle se produira encore 10 fois, 20 fois, 30 fois, et il surgira encore des Lin Piao et des individus du genre Wang Ming, Liou Chao-chi, Peng Teh-houai et Kao Kang; c'est une chose qui ne dépend pas de la volonté de l'homme. Par conséquent, tous les camarades du Parti devront être suffisamment préparés sur le plan moral à la longue lutte à venir, pour être capables, quels que soient les artifices dont puisse user l'ennemi de classe, de bien mener cette lutte en suivant ses lois propres et de la conduire à la victoire du prolétariat.

LES TACHES DU PCC

La troisième et dernière partie du rapport porte sur la situation internationale et aussi sur les tâches à l'intérieur du pays, difinies en 3 sections principales: 1) "continuer à assurer le bon déroulement du mouvement de critique de Lin Piao et de rectification du style de travail", c'est-à-dire acquérir la capacité de vraiment manier concrètement les théories fondamentales du marxisme. La lutte à l'intérieur d'un parti communiste pour garder une juste liaison avec les masses et construire le socialisme est une lutte dure, longue et tortueuse. Contrairement aux attitudes "ultra-gauchistes", il faut que les militants communistes fassent preuve de beaucoup de patience, de modestie et de courage, pour se transformer eux-mêmes et transformer les masses.

2) Au niveau économique, la politique à suivre est sensiblement la même qu'auparavant: *compter sur ses propres forces.* La Chine est un pays pauvre. La politique à suivre est de compter beaucoup sur l'initiative, l'ardeur, la sagesse et l'"esprit créateur des larges masses". La Chine a toujours refusé de suivre la voie soviétique dans l'économie, c'est à dire tout mettre sur l'industrie lourde de base et délaisser l'agriculture. La politique économique chinoise, pour ne pas compter sur des facteurs extérieurs, est et a été depuis longtemps de "prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant", ce qui concrètement signifie développer l'industrie à la mesure du développement de l'agriculture, bâtir le secteur industriel en relation étroite avec le secteur agricole.

3) Le troisième aspect des tâches concerne le renforcement du parti communiste et des organisations de masse. Chou en Lai souligne "qu'il est un nombre non négligeable de comités du parti qui se perdent dans les petites affaires quotidiennes et ne prêtent pas attention aux problèmes d'importance majeure. Cet état de choses est très dangereux. S'ils ne se corrigent pas, ils glisseront inévitablement dans la voie du révisionnisme. Se lier davantage aux masses, participer activement aux luttes", assumer n'importe lequel poste du moment que cela répond aux besoins du parti et du peuple", ce sont les tâches des militants communistes. Nous reviendrons sur ce sujet plus tard.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA CHINE

Un autre aspect et non le moindre traité dans cette dernière partie concerne la situation internationale et la politique extérieure chinoise.

Sur le plan international, notre Parti et notre gouvernement ont fermement appliqué la politique étrangère définie par le IX[e] Congrès. L'amitié révolutionnaire qui nous lie aux pays socialistes frères et aux partis et groupements marxistes-léninistes authentiques de différents pays, ainsi que nos relations de coopération avec les pays amis, se sont renforcées davantage. Notre pays a établi des relations diplomatiques avec un nombre croissant de pays sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique. Notre pays a été rétabli dans son siège légitime aux Nations unies. La politique consistant à isoler la Chine a fait faillite; les relations sino-américaines se sont améliorées dans une certaine mesure. La Chine et le Japon ont normalisé leurs relations. Notre peuple et les autres peuples du monde ont eu des contacts amicaux encore plus larges, ils s'entraident et se soutiennent mutuellement. Ce qui pousse la situation mondiale à évoluer continuellement à l'avantage des peuples du monde.

C'est ainsi que la conception générale de la situation internationale est exprimée par Chou en Lai. Généralement, les Chinois s'en sont tenus internationalement à soutenir ce qu'ils appellent les "trois grands mouvements": la lutte des petits et moyens pays pour leur indépendance (par exemple la lutte des pays latino-américains pour l'établissement des eaux territoriales ou des zones économiques à 200 milles marins), la lutte des nations pour leur libération (les pays du "tiers monde" contre l'hégémonie des grandes puissances), et finalement la lutte révolutionnaire des peuples contre toutes les formes de réaction. La Chine appuie généralement ces trois types de lutte, et pour cela, elle doit confronter continuellement les grandes puissances impérialistes, avec à leur tête les USA et l'URSS, qui tentent par tous les moyens de se partager le monde et d'étendre leur domination sur tous les peuples.

Pendant le 10ième congrès, et dernièrement dans les déclarations des porte-paroles du gouvernement chinois, on a porté une attention particulière à l'expansion du "social impérialisme" soviétique, en allant même jusqu'à comparer Brejnev à Hitler et en mettant en garde les soviétiques de toutes attaques contre la Chine, ce qui risquerait de dégénérer rapidement en conflits militaires généralisés.

On a pu remarquer aussi que Chou en Lai n'a pas parlé en tant que tel de la "coexistence pacifique". "Sur le plan international, notre parti doit s'en tenir à l'internationalisme prolétarien et à la politique conséquente, s'unir plus étroitement avec le prolétariat et les peuples et nations opprimées du monde, avec tous les pays victimes de l'agression, de la subversion, de l'intervention, du contrôle et des vexations de l'impérialisme pour former le front uni le plus large contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, en particulier contre l'hégémonisme des deux super-puissances..." Cette citation résume systématiquement la politique extérieure chinoise: former un front contre les 2 super-puissances.

Toutefois, on ne peut que remarquer que certaines positions du gouvernement chinois, dans ses relations d'état à état, contredisent partiellement cette ligne de conduite générale, en nuisant dans certains contextes précis à la lutte révolutionnaire. Nous pouvons mentionner le cas du Ceylan, où Chou-En-Lai a personnellement envoyé une lettre félicitant le gouvernement ceylanais d'avoir écrasé un mouvement de masse qualifié de "guévariste" et qualifiant les milliers de personnes qui participèrent à cette insurrection de "réactionnaires" et "d'agents de l'impérialisme". Le cas du Chili est un autre exemple où la

Chine n'a pas démontré un trop grand appui à la lutte de résistance chilienne jusqu'à date. Sans oublier le caractère très critiquable des organisations en lutte dans les deux cas, au Chili et au Ceylan, il semble que la Chine a un peu mis en veilleuse l'appui aux peuples contre la répression pour plus jouer au niveau des contradictions mondiales contre l'impérialisme. Il est sûr aussi que ces questions demeurent très obscures, d'autant plus que la presse bourgeoise ne manque pas à chaque fois de répandre toutes sortes de rumeurs sur les positions chinoises et qu'il nous est difficile de départager les informations justes des calomnies.

La politique extérieure de la Chine, comme tout autre pays socialiste, est aussi une dure lutte. Les Chinois doivent compter sur plusieurs facteurs dont la nécessité de protéger leur propre pays, et cela est extrêmement difficile dans certaines situations de contribuer au développement des forces révolutionnaires internationales, tout en évitant l'attaque des forces impérialistes contre la Chine. Pour les militants révolutionnaires du monde entier, y compris au Québec, la principale leçon que nous pouvons tirer de la politique extérieure chinoise, c'est "NE COMPTONS QUE SUR NOS PROPRES FORCES"!!! La révolution ne se développe pas de l'extérieur, même si cet extérieur est un pays socialiste. L'aide politique et militaire apportée par les Chinois aux peuples en lutte est importante, mais limitée par le fait que ceux-ci doivent d'abord et avant tout construire le socialisme et faire la révolution dans leur propres pays. Et en certaines occasions, cela signifie faire certains compromis temporaires avec l'ennemi.

TRANSFORMATION DES STATUTS DU PARTI

Pour finir, nous voulons apporter une importance particulière à la question des transformations dans les statuts du parti communiste chinois. Cela éclaire toute la question du Xième congrès de manière concrète et vivante, au niveau organisationnel, au niveau du fonctionnement du parti et du rôle des militants communistes. Le rapport sur les modifications dans les statuts du PCC a été élaboré par WANG HONGWEN, jeune ouvrier du textile à Shangai et dirigeant d'une organisation de masse pendant la révolution culturelle. Wang Hongwen est devenu lors du Xième congrès le deuxième vice-président du PCC, juste derrière Chou en Lai, et il est généralement considéré comme la "relève" par rapport aux dirigeant communistes plus âgés.

Le contenu principal du rapport de Wang Hongwen porte sur l'accentuation au sein du PCC de la lutte contre le révisionnisme sous toutes ses formes, de droite comme de "gauche". Nous reproduisons ici un texte qui illustre avec une clarté particulière le sens de ce changement dans le PCC, et qui a été publié dans la revue française "LA NOUVELLE CHINE" d'octobre-novembre 1973...



Le Xe Congrès du Parti communiste chinois est un congrès d'unité, de victoire, un congrès empreint de dynamisme.

Le rapport de Wang Hongwen
et la lutte contre le révisionnisme

par Alain BOUC

Cet article est également tiré de la revue **LA NOUVELLE CHINE** (opt. cit.)

LA Révolution culturelle a commencé par la « neuvième grande lutte » entre les deux lignes au sein du parti et s'est achevée par la dixième. Ainsi les communistes chinois présentent-ils l'histoire de ces dernières années. Dans le premier cas, le résultat fut l'éviction de Liu Shaoqi et de ses partisans, ratifiée par le neuvième congrès, en 1969. La seconde crise, elle, aboutit à l'élimination de Lin Biao et de son groupe, que le dixième congrès vient solennellement de consacrer.

Selon l'analyse faite aujourd'hui de ces deux crises, il s'agissait, dans chaque cas, d'un affrontement entre des tendances — ou plutôt une ligne — révisionnistes et une ligne marxiste-léniniste. Les documents du neuvième congrès, comme ceux du dixième, nous dit-on, poursuivent le même objectif, la destruction du même ennemi, qui est le révisionnisme, « danger principal » qui menace le mouvement socialiste en Chine populaire.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si le rapport de Wang Hongwen sur les statuts du parti laisse subsister tout ce qui a trait à la lutte contre le révisionnisme classique, style Liu Shaoqi, et y ajoute des dispositions visant spécialement les déviations « idéalistes » ou « **fascistes** » dont Lin Biao se faisait l'avocat. Comme l'expérience acquise au cours de la dernière crise a singulièrement aiguisé la conscience politique des membres du parti, il est aussi normal que les documents de 1973 présentent un tour plus systématique que ceux de 1969.

∴

Le rapport de Wang Hongwen, les modifications apportées aux statuts du parti, mettent en lumière, plus encore que le rapport de Zhou Enlai, les conceptions que les dirigeants chinois se font du révisionnisme et les mesures qu'ils proposent pour le prévenir. On peut donc dire qu'ils traitent du problème central auquel est maintenant confrontée la révolution chinoise. De là leur extrême importance. On peut les considérer comme des textes de base du mouvement socialiste, pour une période sans doute assez longue.

Le rapport présenté par le plus jeune membre du bureau politique n'est pas un majestueux échafaudage théorique. C'est le travail clair et énergique d'un organisateur qui ne mâche pas ses mots, qui sait combien le pays a été traumatisé par la dernière crise, et qui, sans excès de langage, propose, sans détour, les moyens de prévenir de nouveaux chocs de ce genre.

En voici les thèmes essentiels, tels qu'ils apparaissent explicitement ou implicitement dans le document.

— La Révolution culturelle, et la lutte critique-réforme qui en formait l'expression politique directe, ont été précisées et redéfinies au neuvième congrès du parti « dont la ligne politique et la ligne organisationnelle sont justes ». Les luttes politiques qui ont suivi le neuvième congrès, le conflit qui a opposé une majorité du bureau politique à Chen Boda d'abord, à Lin Biao et plusieurs autres ensuite, ont eu pour résultat « d'approfondir la lutte critique-réforme ». Bref, si douloureuse que fut la crise, elle fut riche d'enseignements, et en dernière analyse, salutaire. De toute manière, elle ne porte à remettre en cause ni la nature, ni la pensée directrice, ni le programme fondamental, ni la ligne fondamentale du parti, dit le rapport.

Wang Hongwen se félicite encore de ce que le parti soit sorti vainqueur des dix grandes luttes qui ont secoué le parti et sa direction. Il est à noter que dans chacun de ces cas, la victoire n'a pas été acquise sans mal. Il a fallu chaque fois lancer une campagne de « rectification », redresser des erreurs, réparer les dommages causés par la ligne adverse. Il n'y a pas de chemin triomphal vers le socialisme, et comme le dit Zhou Enlai, la route est tortueuse ; elle le fut et le sera. Mais en même temps, les difficultés sont source d'expérience. Il ne sert à rien de se lamenter sur les fautes commises ; le principal, c'est d'en tirer la leçon.

PRÉVENIR LE RÉVISIONNISME

I. — Le rapport et les statuts du parti

systématisent l'expérience de la Révolution culturelle. Une révolution ne suffit pas. Il faut « mener encore à de nombreuses reprises de grandes révolutions politiques du genre de la grande Révolution culturelle prolétarienne ». La formule : « du genre de » signifie sans doute que les futures révolutions culturelles seront des luttes pour arracher le pouvoir accaparé dans le parti ou dans l'Etat par des éléments conservateurs. Il ne s'agira pas de simples campagnes de rectification d'erreurs commises « au sein du peuple » : il y aura élimination de dirigeants et conquête ou reconquête du pouvoir. Telle est la première disposition destinée à prévenir le révisionnisme : attendons-nous aux luttes futures, ne soyons pas pris au dépourvu lorsqu'elles éclateront.

II. — Le deuxième point de cette politique préventive consiste à bien prendre conscience de la réalité du danger révisionniste. « Les révisionnistes aux multiples visages sont des agents que la bourgeoisie, l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction ont implantés dans notre parti soit en les introduisant dans nos rangs, soit en les recrutant. » Pour les empêcher de s'enraciner, il faut respecter certaines règles dans la vie du parti. Et Wang Hongwen reprend les trois impératifs et les trois interdictions formulés par Mao Zedong quelques jours avant l'explosion de l'affaire Lin Biao : « Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complots et intrigues ».

Pour comprendre la portée de cette citation, il faut d'une part garder à l'esprit la dissimulation dont Lin Biao, semble-t-il, a fait preuve pendant de longs mois au sein du bureau politique et comprendre les particularités chinoises. L'on répugne d'ordinaire au parler brutal, et plutôt que de blesser un ami, on tâchera de s'exprimer par allusion. S'il s'agit d'attaquer un adversaire, il n'est pas dit qu'on attaquera de front. En Chine plus facilement qu'ailleurs, « on dresse le drapeau rouge pour abattre le drapeau rouge », et l'on « injurie le mûrier en désignant l'acacia ». Il y a là tout un code de la guerre, qui ménage peut-être les formes de la politesse, mais dont il est difficile de dire qu'il sert la démocratie au sein du parti, laquelle a besoin, comme dit Mao, « de franchise et de droiture ».

L'ANTICONFORMISME SOCIALISTE

III. — Troisième élément de la lutte contre le révisionnisme : l'invitation, inscrite dans les statuts du parti, à « oser aller à contre-courant ». Il s'agit d'une question d'importance majeure, dit Wang Hongwen. On touche là un point délicat. Il n'est pas en usage dans les partis communistes de procéder à des autocritiques collectives. Pourtant, s'il n'y avait pas eu, au sein du parti, et dans ses organismes élevés, une certaine tendance au suivisme, le P.C.C. sans doute n'aurait pas fait les frais de l'affaire Lin Biao. Si les participants au congrès et particulièrement les membres du comité central avaient fait preuve de plus de vigilance, de plus de scepticisme, et n'avaient pas chanté victoire avant d'avoir remporté la bataille, Lin Biao peut-être n'aurait pas conservé sa place de successeur désigné du président. (On dit maintenant que Mao Zedong s'est laissé forcer la main sur ce point, mais qu'il ne voulait pas d'un successeur ; l'hypothèse est à vérifier.) En tout cas, on aurait évité d'écrire, dans les statuts mêmes : « Le camarade Lin Biao a toujours porté haut levé le grand drapeau rouge de la pensée de Mao Zedong. Il applique et défend avec la plus grande loyauté et la plus grande fermeté la ligne révolutionnaire du camarade Mao Zedong. »

Ces affirmations étaient d'autant plus déplacées que quelques lignes plus loin, le texte du neuvième congrès spécifiait : « Il faut être particulièrement vigilant afin d'empêcher les arrivistes, les comploteurs et les individus à double face d'usurper la direction du parti et de l'Etat, à quelque échelon que ce soit. » La suite des événements a prouvé que si ce texte était particulièrement opportun, la plupart des membres du comité central ne l'avaient pas pris au sérieux. Du même coup, on peut conclure qu'ils avaient agi avec une légèreté bien coupable en couvrant de fleurs celui qui n'allait pas tarder à comploter.

Nombre de communistes ont été profondément traumatisés par la crise. Lorsque Wang Hongwen écrit sur la question d'aller à contre-courant que « beaucoup de camarades, évoquant l'histoire du parti et leur propre expérience, ont noté qu'il s'agissait là d'une importance majeure », il veut tout simplement dire que de nombreux membres du parti ont accepté leur part de responsabilité dans cette tragique histoire, l'une des plus dramatiques que le parti ait connues.

L'essentiel, après la faute, c'est de corriger l'erreur. Il ne faut pas de grégarisme politique. Chacun doit affirmer sa pensée, et penser par lui-même. « Quand il y va de la ligne, quand c'est la situation d'ensemble qui est en cause, un vrai communiste doit agir sans aucune considération égoïste et oser aller à contre-courant, sans craindre d'être destitué, exclu du parti, jeté en prison, contraint au divorce ou passé par les armes. » Faute d'exégèse officielle, il faut prendre ces mots au pied de la lettre. Un communiste ne doit se laisser arrêter ni par la possibilité de perdre sa place ou sa carte du parti, ni par le mandat d'arrêt que pourrait lancer contre lui l'autorité me-

nacée, ni par la crainte de briser son ménage, ni même par la condamnation à mort décidée par son adversaire au pouvoir, si tel était le cas. Les termes ne sont pas trop forts. La Révolution culturelle a bien donné lieu, en certains cas, à mort d'hommes. Pourquoi penser qu'à l'avenir, la vie d'un communiste sera plus rose ?

∴

IV. — Une quatrième mesure est préconisée pour prévenir le révisionnisme : c'est la formation de millions de continuateurs. « Il ne s'agit pas d'en former un ou deux, mais bien des millions... Nous devons nous appliquer à choisir, principalement parmi les ouvriers et les paysans pauvres, les éléments les plus remarquables afin de les porter à des postes de direction. »

Enfin, en même temps que l'autorité du parti doit partout s'affirmer, pour parvenir à « unifier les points de vue, les mesures politiques, les plans, le commandement et les actions », il faut renforcer la démocratie au sein du parti. « Il faut employer régulièrement cette arme que constitue la large et libre expression d'opinions sous forme de dazibao (journaux muraux à grands caractères) et de grands débats. » Ce rappel n'est pas inutile : il y a seulement quelques semaines, un dirigeant d'usine nous disait que les dazibao étaient une formule dépassée, qui ne servait plus à rien, car on pouvait s'adresser directement à la direction de l'usine : « Ce n'est plus comme avant. » Wang Hongwen, qui n'est pas de cet avis, affirme que la classe ouvrière, les paysans pauvres, et les autres travailleurs, « sont les maîtres du pays et ont le droit de soumettre à un contrôle révolutionnaire les cadres de notre parti et de notre Etat ». A prendre encore le texte au pied de la lettre on voit que certains dirigeants usent toujours de représailles contre ceux qui les critiquent, et procèdent même à des arrestations. Ce n'est bien sûr pas le cas général. Mais on comprend à la lecture de ces textes pourquoi l'on annonce par avance le déclenchement d'autres révolutions culturelles.

L'on peut encore considérer comme une disposition préventive du révisionnisme le rappel des obligations internationalistes et le devoir de ne pas donner dans le chauvinisme de grande puissance. Une telle erreur en effet porte inévitablement avec elle la perte de l'idéal révolutionnaire et la recherche de l'intérêt matériel, collectif ou individuel au détriment d'autrui.

COMMUNIQUE

LIBEREZ LES PRISONNIERS POLITIQUES AU CHILI

Bautista Von Schowen, sous-secrétaire général du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) a été arrêté et condamné à mort le 24 décembre dernier au Chili. Il serait accusé "d'actes de résistance". Depuis le 3 janvier, personne ne connaît le sort qui lui est réservé. On présume qu'il est présentement sauvagement torturé par la junte militaire.

C'est pourquoi de nombreux comités de Solidarité avec la Résistance chilienne ont lancé un pressant appel demandant aux gens d'envoyer des télégrammes exigeant la clarification de son statut, la tenue d'un procès juste et la sécurité pour sa vie.

Les télégrammes doivent être envoyé à:

Enrique Urrutia,
Presidente de la Corte Suprema
Plaza Montt-Varas,
Santiago,
Chile

Commandante de la Guarnicion de Santiago
Grl. Arellano
Santiago
Chile

CHILI



2 ieme PARTIE



Aux élections de mars, le peuple continue d'appuyer fortement l'Unité Populaire. Pourtant, cela ne suffit d'aucune façon à régler ce qu'en réalité crient les masses: "Trabajadores al poder!" (Travailleurs au pouvoir), ou bien le slogan, plus radical encore, du M.I.R. ou du P.S.: "Crear, crear poder popular!" (Créer, créer le pouvoir populaire). En effet, la droite demeure encore majoritaire au Parlement, contrôle la Justice, et le pouvoir économique ne leur échappe aucunement.

Le soir des élections, des groupes de l'U.P. veulent se rassembler sur la Plaza Bulnes (grande place près de la Moneda), afin de manifester sa "victoire". En un rien de temps, les Carabiniers (force policière) les dispersent sans violence, puisque, sous Allende, la gauche n'affronte pas "sa police. Aucune manifestation ne doit avoir lieu, afin d'éviter les affrontements entre des groupes de gauche et de droite. C'est la consigne du Ministère de l'Intérieur, dirigé par le Général en Chef de l'armée, Carlos Prats, qui déjà s'est manifestement déclaré pour la constitutionnalité et la protection de la constitutionnalité du Gouvernement d'Allende. Ceci est déjà évident pour la droite qui, en vérité, se réjouit du départ des militaires du Cabinet, peu après les élections. Ainsi, Prats sera éliminé d'un rôle trop important pour un militaire qui appuie Allende. En quoi surtout, depuis son entrée au Cabinet d'Allende, en octobre jusqu'en mars, Prats a-t-il pu faire si grande figure d'ami sincère de la gauche et d'ennemi à abattre pour la droite? Entré au Gouvernement durant les troubles d'octobre 1972 (voir le dernier numéro de Mobilisation), Prats, en prenant le Ministère de l'Intérieur, avait comme tâche première d'assurer la trêve entre la gauche et la droite, afin de permettre un climat serein pour la période électorale, de voir à la bonne marche "démocratique". Permettre le droit d'expression et de manifestation, de droite et de gauche, tout en évitant les affrontements. Laisser libre cours aux débats dans la "démocratie", la "pluralité" et la "liberté". Ce rôle, Prats l'a rempli complètement. Chacun avait son jour pour manifester sans craindre des attaques de l'adversaire. Aucune censure dans les journaux, dans les radios ou télévision. C'est dans ce rôle d'arbitre neutre que la gauche l'a vu comme un allié et la droite comme un ennemi. En cette période, la neutralité d'un militaire le posait de facto comme un allié de ce gouvernement "néfaste pour le pays".

Durant cette période, la gauche a bien fait des siennes "anti-démocratiques", comme la prise en main de la télévision de l'Université du Chili par les travailleurs du poste; les "pobladores" qui ont voulu forcer une agence de distribution à distribuer ses stocks, mais les carabiniers ont vite fait de stopper les machines et de renvoyer tout le monde chez eux sans provisions. Mais, le fait le plus grave demeure qu'en décembre 1972, durant une nuit bien paisible d'un début d'été qui s'annonçait chaud (et il le fut'.), des agents de la force policière en civil ("Investigationes": détectives) sont entrés dans une "poblacion", à la recherche, disait-on d'éléments "extrémistes". L'événement s'est soldé par un mort et le soulèvement des "pobladores", dégoûtés par ce geste qui en rappelait tant d'autres durant les administrations précédentes.



LE STADE NACIONAL DE SANTIAGO APRES LE PUTSCH
La peur franc...

Comment accepter un tel geste d'une police civile qui était contrôlée par des hommes d'obédience politique du parti au pouvoir, en l'occurence ici de l'Unité Populaire? Le chef d'investigationes, Eduardo "Coco" Paredes, communiste, fut démis de ses fonctions et il fallut qu'Allende lui-même se rende sur les lieux pour apaiser l'indignation populaire. Paredes demeura toutefois, par la suite, l'éminence grise d'investigationes et fut sauvagement torturé par les militaires, après le Coup d'Etat. Ce fait fit culminer les tensions qui existaient entre communistes et miristes. Le P.C. considérait le M.I.R. presque comme son ennemi principal. A la suite de cet incident, les tensions durent tomber ou, pour le moins, s'apaiser, car d'aucune mainière devait-il se produire une division des forces de gauche, même si certains étaient de vilains "extrémistes" "petits-bourgeois à la solde du capitalisme" ou des "ultra-gauchistes" comme les miristes.

Cette leçon devait toutefois s'oublier vite tout de suite après les élections.

LA SCISSION DU M.A.P.U.

Depuis son congrès de décembre, durant lequel la tendance plus radicale du M.A.P.U. avait gagné (celle qui se rapprochait du M.I.R.), la fraction minoritaire restait insatisfaite et attendait le moment propice afin de reprendre les rennes du parti. Cette minorité était d'allégeance communiste.

La paix et la bonne entente, sagement préservées durant toute la campagne, se transforment soudainement en guerre ouverte, lorsque le **Mercurio** (principal porte-parole de la droite) publie un document interne ultra-secret du M.A.P.U., dans lequel on fait le procès de l'administration du gouvernement d'Allende et de l'U.P. et qui, sans toutefois se prononcer contre, est amplement critique. Est-ce l'infiltration d'éléments de droite ou bien un membre de la fraction minoritaire du parti qui cherche à "faire son putch" au sein du parti? On ne sait pas mais, dans les jours qui suivent, la fraction minoritaire, dirigée par Gazmuri et un ministre d'Allende, Flores, occupe les locaux du parti et déclare le secrétaire général Gareton et ses camarades de la même tendance (la majorité de la direction) hors du parti. L'évènement recrée une autre fois l'affrontement entre les deux tendances, celle du P.C. et celle du M.I.R. A l'intérieur de l'Unité Populaire, le P.S. prend parti pour Gareton, et le P.C. et Allende pour Gazmuri. Il y a danger que le mal s'étende même au P.S., qui pourrait souffrir son propre "putsch". Les journaux de droite en profitent pour publier à la une tous les évènements, sans commentaires, mais bien axés afin de jeter de l'huile sur le feu. Une scission de la gauche, c'est tout à l'avantage de la droite. Les journaux de gauche demeurent presque muets. Ils préfèrent le silence, redoutent la soupe chaude: ils ne veulent pas s'y tremper les lèvres.

Le groupe de Gareton n'y voit qu'une solution: s'en remettre à sa base militante, afin qu'elle décide elle-même sur ce "coup" préparé d'en haut. Il convoque une réunion générale, où la majorité des membres du parti se prononce pour lui. Les bases ont choisi. L'U.P. doit accepter Gareton comme réel représentant du M.A.P.U. Quelques mois plus tard, la tendance Gazmuri prendra le nom de M.A.P.U.-O.C. ("Obreros, campesinos": ouvriers, paysans).

"Izquierda unida, jamas sera vencida!"
"Pueblo unido, jamas sera vendido!"

"La gauche unie ne sera jamais vaincue!"
"Le peuple uni ne sera jamais vaincu!"

Les slogans du peuple veulent s'imposer, mais la scission au M.A.P.U. nous fait très bien voir que, bien que le peuple désire rester uni, les directions des partis, elles, restent divisées.

Deux tendances idéologiques laissent entendre deux tendances pratiques différentes. Aucun parti révolutionnaire sans idéologie révolutionnaire et aucune idéologie révolutionnaire sans pratique révolutionnaire. Cette idéologie et cette pratique révolutionnaires ne peuvent être conçues ni dirigées à partir d'un contrôle bureaucratique ou paternaliste de la classe ouvrière. Une idéologie et une pratique deviennent révolutionnaires lorsqu'elles peuvent exprimer les besoins, la force et les désirs de la classe ouvrière. Elles ne sont ni spontanées ni explicites. Il est essentiel qu'il existe une direction qui puisse ainsi "exprimer la classe ouvrière", la diriger selon "ses" capacités, dans "son" propre chemin révolutionnaire. Il est très facile à toute direction de tomber dans la facilité du comportement bourgeois. Ce auquel nous avons tous été éduqués. Ce comportement bourgeois nous amène très

souvent à diriger ou à se faire diriger comme nous l'avons toujours été, avec un "boss" en avant et les troupes obéissantes en arrière. La direction de la classe ouvrière doit être comme le volant est à l'auto et la proue est au bateau; le moteur et l'engrenage restent la classe ouvrière.

Les torts du P.C. viennent précisément d'en avoir oublié cette essence même. Il a gardé du marxisme-léninisme les formules et en a oublié tout le stimulus dialectique entre l'idéologie et la pratique. Il s'est éloigné des bases par une stricte direction bureaucratique, c'est-à-dire à travers divers organes de contrôle, d'une observance des règles et des directives émises par le Comité Central. Il contrôlait les secteurs de pointe et la Centrale Unique des Travailleurs (C.U.T.). Cette force très importante acquise à travers des années de lutte le fit se rasseoir dans une espèce d'embourgeoisement parce que sûr de sa force. Il avait oublié qu'en période révolutionnaire comme ce que vivait le Chili, il n'y a aucun moment de répit, car le peuple vit un développement si rapide et intense que sa direction doit courir afin de le rattraper, et l'ayant rattrapé, il faut à la direction la capacité "d'exprimer" la force révolutionnaire du peuple. En cette période, se rallient à la classe ouvrière les secteurs les plus défavorisés du peuple (au Chili, il n'y a aucun moment de répit, car le les classes intermédiaires de la petite-bourgeoisie oscillent le plus entre le peuple et la bourgeoisie dépendant du rapport de forces.

Le moment est mal choisi pour le dialogue ou l'arrangement à l'amiable. La bourgeoisie, voyant le peuple s'organiser et se renforcer, ne fera aucun compromis avec son pire ennemi, au prix de perdre tout son pouvoir. Ceci, la bourgeoisie le sait très bien, comme elle l'a si bien su au Chili. A des moments donnés, on puvait se demander si c'était la gauche ou la droite qui comprenait le mieux ce que signifie la dictature du prolétariat. Le **Mercurio** écrivait très clairement qu'il ne fallait, pour la droite, accepter aucun compromis avec la gauche. Pendant ce temps, l'organe du P.C., **El Siglo**, encourageait le dialogue, en y voyant sa principale arme afin de remporter le grand défi et le rêve erroné de Moscou et des P.C. occidentaux: réaliser le socialisme dans "la légalité et la démocratie".

Le M.I.R., de son côté, stimulé par sa jeunesse, sa grande formation marxiste-léniniste et ses pratiques encore fraîches parmi les "pobladores" et les paysans, jouait le rôle du grand propulseur d'énergie et de radicalisation du processus. Les ouvriers, bien encadrés par les vieux partis, P.C., P.S., et par la C.U.T., se voyaient poussés dans le dos par les éléments les plus défavorisés qui, sous l'impulsion de leurs nécessités urgentes (toit, nourriture, vêtement, etc., etc.), voulaient le plus possible, le plus tôt possible. Ces secteurs du peuple ne sont pas en mesure de prendre la direction de la lutte et le M.I.R. le savait très bien, car leurs revendications sont trop immédiates. Il lui fallut s'intégrer et travailler au niveau des usines. Là, il subissait l'opposition acharnée des directions "communistes" qui voyaient en lui le "brouilleur de cartes". Il s'y est acquis l'appui et le travail des socialistes, dont la direction se radicalisait et remettait en question la "légalité", le pluralisme et la légalité du processus. Toutefois, le P.S., également alourdi par un bureaucratisme et une histoire bien vieille, démarrait mal et difficilement, dans une ligne aussi radicale que celle du M.I.R. Il faut dire que le P.S. avait le rôle difficile d'affronter, à l'intérieur du l'U.P., les "communistes" et le Président Allende.

L'ATTAQUE DE LA DROITE DEMARRE

C'est un peuple uni, mais muni de deux directions divisées et dépourvu de véritable pouvoir, que la bourgeoisie doit affronter. Le pouvoir, la bourgeoisie le possède et justement elle désire le garder. Seul ce Président marxiste, élu de justesse et à cause d'une division de la droite, lui cause tous ces ennuis; seul ce mince pouvoir présidentiel lui cause **tous ces ennuis.** Qu'en sera-t-il au moment ou ce peuple, affamé de pouvoir, arrivera à en accrocher d'autres parcelles, démocratiquement ou non? Qu'importe! Lorsque la gauche gagne dans des élections démocratiques bourgeoises? Quand le peuple commence à gagner avec les armes de la bourgeoisie, il est grand temps pour elle de changer d'armes! Le coup d'Etat? La bourgeoisie l'aurait souhaité bien avant; elle l'aurait souhaité au tout début, dès l'élection d'Allende; c'est dans ce sens que fut orchestré le rapt et le meurtre de René Schneider, commandant en chef de l'armée, en octobre 1970, tout juste avant le vote que devait prendre le Parlement sur le choix du prochain président (Allende n'ayant reçu que 36% du vote devait être accepté par le Parlement). Mais les forces armées chiliennes n'étaient pas prêtes en octobre 1970 et elles ne le sont pas non plus en mars 1973. Il faut attendre le moment propice, le moment où la réussite sera certaine. Avant, il faut préparer le terrain, affaiblir la gauche, détromper le peuple et le rendre impuissant, faire le grand nettoyage dans son propre camp: éliminer le pouvoir du secteur "progressiste et démocratique" de la Démocratie chrétienne, rallier toutes les forces de droite dans une seule ligne, celle de la haute bourgeoisie d'extrême-droite, et enfin nettoyer les forces armées de ses éléments progressistes de type Prats, afin de laisser le chemin libre aux fascistes. Maintenant, le plan d'attaque doit être bien préparé, car il n'est plus question de se laisser prendre dans un autre "octobre" qui se solderait par un autre échec; cette fois, aucun compromis, aucun trêve: c'est la lutte à mort avec Allende et son U.P.

LES ACTEURS

Démocratie chrétienne: Eduardo Frei, ex-Président (1964-1970), élu sénateur en mars 1973, en est le membre le plus éminent. Ce parti regroupe la petite-bourgeoisie et une partie de la moyenne bourgeoisie (surtout commerçants, petits entrepreneurs, petits propriétaires). Il regroupe ausii des ouvriers, des travailleurs, des "pobladores" et des paysans. Son idéologie très imbue de christianisme (il se proclame de la pensée de Jacques Maritain, philosophe français) cherche à



LE DICTATEUR PINOCHET.
Pelotons d'exécution et restrictions alimentaires.

"humaniser le capitalisme". C'est ce qu'il a fait sous la présidence de Frei, et son expérience s'est soldée par Allende et l'U.P. Maintenant, la D.C. veut continuer cette image, mais voir en réalité à poursuivre les véritables intérêts de la bourgeoisie.

Parti National: Voilà le véritable parti de la haute bourgeoisie rattachée aux intérêts de l'imperialisme,la minorité qui domine et possède le gros du gâteau. Il était souvent contre les mesures "progressistes" du régime Frei et il a voté contre la nomination d'Allende comme Président. (La D.C. avait dû voter pour Allende, car, entre autres, son candidat Tomic appuyait Allende.) Depuis le début, le Parti national est pour la ligne dure et s'est doté d'une veritable branche para-militaire, **Patrie et Liberté**, dont les membres sont de gros hommes d'affaires, des fascistes et qui s'assure les services d'éminents tueurs et bandits qui font le "dirty work": tuer, saboter, etc. Le P.N. et P.yL. ont aussi, bien sûr, l'appui d'experts de la C.I.A. et de l'imperialisme nord-américain.

Les forces armées: Elles se divisent en trois branches: **l'aviation**, d'extrême-droite, dans laquelle il n'est même pas nécessaire de nettoyer les éléments progressistes, car il n'y en a pas; **la marine**, dans laquelle quelques officiers subalternes sont "progressistes" et des marins sont de gauche. Il s'agira d'éliminer ces éléments, mais pas de graves problèmes, car ils n'ont pas de hauts postes dans la hiérarchie.

C'est dans **l'armée** que les choses se compliquèrent. Carlos Prats, le prestigieux Commandant en chef (on a dit qu'il était le plus grand stratège d'Amérique latine), n'est pas d'accord avec un coup d'Etat. Il l'a bien montré lors de son passage au Ministère de l'Intérieur:il est pour le maintien de la constitutionnalité d'Allende. On dit aussi qu'il s'est intéressé au marxisme. De plus, il a quelques appuis parmi des officiers haut placés de la hiérarchie. Les subalternes et les soldats qui l'appuieraient ne seront pas difficiles à mâter, une fois Prats éliminé. Mais la tâche sera quand même difficile.



SCÈNE DE RUE A SANTIAGO.

Les forces armées chiliennes sont très prestigieuses. Ce sont les secondes en importance après celles du Brésil. Ses écoles militaires comptent parmi les meilleures en Amérique du Sud. Des militaires européens, anglais, francais et irlandais, l'ont surtout formée, lui donnant dès ses débuts un caractère formel acquis dans le vieux continent. La formation de ses cadres professionnels est stricte et rigoureuse; n'entre pas qui veut aux écoles militaires. Non; les jeunes hommes fiers et vigoureux de 17, 18 ans qui les intègrent ne viennent pas des bas-fonds de Santiago ou des trous perdus de la campagne. Ce sont des fils de grandes familles. Les fils du peuple se font botter le cul comme soldats pendant leur service militaire obligatoire; s'ils décident d'y faire carrière, ils en deviennent les sergents crapuleux et ce sont eux qui, constamment frustrés de ne pouvoir accéder aux postes élevés de la hiérarchie, bottent le cul aux petits soldats.

La grande hierarchie militaire étant ainsi formée en majorité des fils de la bourgeoisie ne manque pas de comprendre vite les intérêts qui sont en jeu et de prendre parti. Ce qu'on a souvent dit et répété, que les forces armées étaient les gardiennes de la constitution et de la légalité et qu'ainsi ne pouvaient renverser le gouvernement Allende légalement constitué, était faux en ceci: 1)qu'Allende, bien que légalement Présient du Chili, ne représentait pas les intérêts de la bourgeoisie, il était de facto illégal et inconstitutionnel; 2) les forces armées ne pouvaient soutenir un gouvernement qui, à un moment donné, allait remettre en question sa propre existance en organisant l'armée du peuple et en finir avec l'armée traditionnelle de la bourgeoisie.

Si l'armée n'est pas intervenue au Chili pendant tant d'années, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, c'est qu'elle n'en avait pas besoin. Le pouvoir démocratique bourgeois, le parlementarisme, étant solidement établis, il n'y avait pas lieu pour elle d'intervenir, puisque les intérêts de la bourgeoisie n'étaient pas en danger. Elle préférait, au jeu politique, sa carrière dûment militaire.

LA PARALYSIE DE LA LEGALITE

La droite choisit, comme première phase de l'attaque, d'affaiblir le gouvernement Allende en isolant complètement son pouvoir à l'intérieur des organes légaux. Le Parlement refuse de laisser passer quelconque projet de loi soumis par l'exécutif. Elle paralyse les travaux et ridiculise la minorité de l'Unité Populaire qui offre arguments et débats pour appuyer ses projets. Au sujet de la réforme agraire, elle fait passer une loi visant à encourager la propriété privée, au lieu de la propriété collective: c'est-à-dire la répartition des terres entre les paysans, au lieu de l'étatisation sous gestion paysanne. La droite cherche à diviser les paysans en tentant de les éparpiller sur des parcelles de terre, au détriment de l'exploitation collective des terres. Elle n'encourage aucun projet visant à arrêter le marché noir. Il suffit que le gouvernement dise blanc, pour que le Parlement dise noir. La droite, majoritaire, ne manque pas non plus de trouver tout prétexte afin de démettre de leurs fonctions les ministres d'Allende et les intendants qui sont

nommés par le gouvernement et qui ont la charge de maintenir l'ordre, ayant sous leur juridiction la force des Carabiniers.

Le peuple demande bien la dissolution du Parlement, mais Allende lui répond que ce serait une erreur et une imprudence grave! Ce serait de la provocation! La sortie de la légalité que souhaite la droite, afin d'encourager les militaires au coup d'Etat.

Le pouvoir judiciaire, également contrôlé par l'extrême-droite, y va de toutes ses énergies, afin de bloquer les procédures judiciaires contre des éléments de droite. Les coupables du meurtre de Schneider sont libres, ainsi que bien d'autres meurtriers et saboteurs de "Patrie et Liberté", du Parti National et de la Démocratie Chrétienne. La "Justice" refuse de poursuivre les délateurs de droite et cherche par contre à accuser des travailleurs ou des militans de gauche pour les crimes commis par la droite. La Cour Suprême est le bastion de l'extrême-droite et c'est sans surprise qu'après le Coup d'Etat son juge en chef marche main dans la main avec Pinochet et sa clique de fascistes.

Qu'on ne se surprenne en rien que le Parlement et la Justice aient refusé de collaborer avec le gouvernement Allende. Ces institutions font partie de la démocratie bourgeoise, qui est basée sur l'argent, la compétition et la loi du plus riche. C'est la démocratie des possédants, des patrons. Ce n'est pas la démocratie des travailleurs, employés et ouvriers, des paysans et des "pobladores". Le seul fait d'avoir élu un président du peuple n'a changé en rien le système de la démocratie bourgeoise, il n'a fait que perturber son "bon" fonctionnement. Rappelons-nous que le peuple a élu son président à cause d'une division momentanée entre la petite-bourgeoisie, dont le candidat était le progressiste Tomic, de la Démocratie Chrétienne, et la grande bourgeoisie, dont le candidat était le richiste et réactionnaire Alessandri. Mais une fois l'alliance refaite, les classes dominantes se liguent contre le peuple. Dans ce cas, le peuple doit utiliser tous les moyens afin d'imposer **sa** volonté, car le Chili nous montre bien que la bourgeoisie, elle, utilise **tous** les moyens afin d'imposer **sa** volonté.

TENTATIVE DE DIVISER LES TRAVAILLEURS

C'est en mai qu'éclate le conflit ouvrier à la mine de cuivre d'El Teniente, dans la ville de Roncagua, à quelques milles au sud de Santiago. Les travailleurs des mines de cuivre, habitués aux salaires élevés en dollars sous la gestion nord-américaine, son devenus la crème de la classe ouvrière chilienne. Pourtant, El Teniente était reconnue, depuis la nationalisation du cuivre, pour la meilleure collaboration de ses travailleurs avec la nouvelle direction de l'Etat. Mais les nombreux problèmes et de gestion et d'économie amenés par la nationalisation ont tôt fait d'exaspérer presque les travailleurs. Il est normal qu'une nationalisation, surtout de ce type, entraîne de grandes difficultés, surtout lorsque tout était dépendant des Etats-Unis, l'ancien patron. Mais la droite, profitant de la situation, orchestre le conflit et entraîne les travailleurs à des revendications économiques qui demandent un réajustement salarial à 100%. Le gouvernement ne peut accepter cette demande abusive. Le réajustement général pour tous les travailleurs est déjà prévu à 50%.

La droite se prononce "pour" la défense des travailleurs et accuse le gouvernement de l'U.P. d'agir contre les intérêts des travailleurs. Ce même Frei qui, en 1966, envoyait l'armée réprimer à coups de fusil une autre grève dans le cuivre, à la mine d'El Savador, dans le nord, se rend maintenant serrer la main des grévistes. C'est de la pure démagogie.

Les mineurs dont les syndicats sont contrôlés par la gauche ont tôt fait de comprendre l'enjeu et retournent au travail. Les employés de bureau et les techniciens, dont les syndicats sont surtout contrôlés par la droite (la D.C.), continuent leur lutte. L'appui artificiel de la droite aux revendications des employés d'El Teniente a comme seul but de diviser la classe ouvrière.

Les journaux, radio et télévision de gauche traitent avec grand soin du sujet, tandis que ceux de droite en font la manchette et en donnent leur propre conception. Chez les partis, le même phénomène se produit. Tandis que ceux de gauche travaillent sans bruit auprès de leurs membres, ceux de droite descendent dans la rue, y lancent leur jeunesse au pillage sur la voie publique et à l'attaque des sièges des partis de gauche. La ville de Roncagua est vite tournée en ville de violence par les groupes de droite.

En juin, le conflit s'essoufflant, les dirigeants de droite décident de faire marcher leurs grévistes sur Santiago, jusqu'au Palais présidentiel, la Moneda. Aux abords de Santiago, les Carabiniers sont envoyés afin d'empêcher les grévistes de continuer leur marche. La droite crie à la répression! Mais elle ne se prend pas pour vaincue et c'est en camion et en voiture qu'elle amène quelque 200 à 300 grévistes (il y a quelques milliers de travailleurs à El Teniente) au siège du parti de la D.C., non loin de la Moneda.

C'est le vendredi 15 juin que les grévistes, c'est-à-dire ce qui en reste, doivent se rendre à la Moneda. Par cette journée pluvieuse et froide, la C.U.T. appelle à un grand rassemblement, Place de la Constitution, face à la Moneda, tous les travailleurs, paysans et "pobladores" qui appuient le gouvernement et se prononcent contre la tentative de division de la gauche. C'est par milliers qu'ils se rendent et, malgré la témérité de son avant-garde de jeunes adolescents, la droite doit battre en retraite: le quadrilatère du Palais présidentiel est sous contrôle des travailleurs.

Le vendredi suivant, ce sont des milliers qui, à travers tout le Chili, descendent dans la rue, en appui au gouvernement. Les travailleurs sont demeurés unis, le travail à El Teniente a repris et la production y a même augmenté.



Les bandes fascistes de "Patrie et Liberté"

LA REPETITION GENERALE DU 29 JUIN

8h. 55 du matin: les blindés encerclent la Moneda, les tirs de mitraillette commencent: l'armée prend d'assaut le Palais présidentiel. Allende, encore à sa résidence de Thomas Moro, en est averti par le sous-ministre de l'intérieur, Daniel V Vergara.

A la radio, Allende appelle les travailleurs à ocupper leurs milieux de travail, à demeurer en contact avec leur parti et prêts à intervenir s'il y a lieu, afin de défendre le gouvernement. Il leur demande de rester confiants dans les forces armées "patriotiques".

Bientôt, on apprend que l'assaut est mené par la 2e division du régiment des blindés, qui s'est soulevée sous le commandement du colonel Souper, et qu'aucune fraction des forces armées n'est impliquée dans ce soulèvement. Tous les régiments sont mobilisés afin de se dresser contre les rebelles. C'est à la tête du régiment de l'Ecole des sous-officiers que Carlos Prats, général en chef de l'armée, se rend sur les lieux exiger la reddition des rebelles. Li est appuyé par, entre autres, le général Pinochet, (aujourd'hui chef de la Junte militaire) et le nouveau commandant du régiment qui s'est soulevé est le général Bonilla (aujourd'hui Ministre de l'intérieur)!

L'attaque n'aura duré que deux heures et les blindés n'ont pas tiré puisque, paraît-il, ils avaient oublié de se munir d'obus avant de quitter leurs quartiers!

Que s'est-il passé au juste? Au soir du 29juin, ce fait demeure insolits. Allende aurait-il cru avoir mâté le mécontentement des forces armées? Il en appelle pourtant au peuple qui se rassemble une nouvelle fois, Place de la Constitution, appuyer son gouvernement. On entend les cris de: "Soldado, amigo, il pueblo esta contigo!" (Soldat, ami, le peuple ist avec toi!), ou bien: "El gircito y el pueblo unidos, jamas seran vencidos!" (L'armée et le peuple unis ne seront jamais vaincus!) On y applaudit les chefs de l'armée, de l'aviation, de la marine, des Carabiniers, d'"Investigacions". (Encore un peu, et on y aurait applaudi les U.S.A.!)

Toutefois, même si le peuple voudrait bien prendre ses illusions pour des faits, il n'en demeure pas moins réaliste. C'est ainsi que des travailleurs qui, à l'appel d'Allende, ont occupé leurs usines, au matin du 29 juin, refusent de les quitter et veulent faire passer à l'aire sociale plusieurs usines encore à l'aire privée (voir dernier numéro). C'est ainsi que s'enregistrent de nouvelles "tomadas" (prises en mains) d'usines, au grand désespoir des patrons, c'est ainsi, également, que la droite au Parlement exige une intervention du gouvernement pour arrêter ces prises illégales de la propriété privée. Allende demande aux travailleurs d'entere chez eux et de faire confiance au gouvernement. Les travailleurs refusent. Les Cordons industriels rejaillissent encore plus forts et c'est la mobilisation permanente que demandent les bases.

Allende et le P.C. parlent de dialoque avec les secteurs "démocratiques" de l'opposition, c'est-à-dire la Démocratie chrétienne. Le M.I.R., le P.S., le M.A.P.U. et la I.C.s'opposent à ce dialoque et proposent, en contre-partie, l'organisation dt la mobilisation des travailleurs. Le dialogue avec la D.C. doit se faire avec ses bases travailleuses et non avec sa direction nettement fasciste. Mais, malgré l'insistance d'Allende et du P.C., aucun compromis, aucune entente avec la D.C. ne sera possible, car la droite n'en veut absolument pas. La droite sait très bien qu'une entente ou un compromis avec Allende et le P.C. serait s'enfoncer encore plus loin dans le "processus chilien vers le socialisme". Une entente signifierait cautionner le gouvernement Allende, cautionner le "processus" durant lequel le peuple pourrait consolider sa force. La D.C. s'y refuse.



LA PHASE FINALE

"Patrie et Liberté", dont les dirigeants sont directement impliquée dans le soulèvement du 29 juin, passe à la clandestinité, au début de juillet. Sous la direction de Roberto Thieme, l'organisation fasciste déclare son intention d'en finir avec l'Unité Populaire. Elle mettra tout en action afin de réaliser son projet: meurtres, sabotages, grèves patronales, etc.

Appuyée hypocritement par le Parlement, la Justice et les patrons, "Patrie et Liberté" organise le meurtre de l'aide-de-camp naval d'Allende, des sabotages des pipelines, des trains, des voies de transport à travers le pays, des attaques des travailleurs et militants de gauche, des sièges des partis de gauche et des résidences. Un soir, pendant qu'Allende s'adresse au peuple à la radio, les fascistes font sauter trois énormes tours électriques. Résultat: la moitié de la population du Chili est privée d'électricité, pendant 35 minutes. Tout a été bien calculé et le tout a sauté juste au moment où Allende parlait des nombreux actes de sabotage posés par les fascistes! Ce fut un travail d'experts, car on ne fait pas sauter des tours de cette importance n'importe comment, avec n'importe quoi. Il est certain qu'un autre grande ami des fascistes y a mis la main, c'est-à-dire la C.I.A.

Alors que "Patrie et Liberté" sème le terrorisme à travers le pays, les forces armées décident d'intervenir contre cette organisation? Non. Bien sûr. Mais contre les travailleurs qui, eux, s'organisent dans les Cordons industriels et les commandos communaux.

Depuis le soulèvement du 29 juin, les orces armées sont demeurées mobilisées sous prétexte de prévenir une répétition des faits. Personne ne sait ce qu'il advint des coupables du 29 juin: un Conseil militaire doit s'occuper de les juger. La marine est chargée de trouver, elle, les coupables du meurtre de l'aide-de-camp naval d'Allende, tué au début du mois. Un pauvre ouvrier est arrêté et tenu coupable de ce meurtre. Lui a été ramassé saoûl, au lendemain de l'attentat, près, à ce qu'on dit, des lieux du crime. Les ouvriers saoûls n'ont pas l'habitude d'aller se ballader, le soir, dans les quartiers riches comme celui où l'aide-de-camp avait sa maison, où il a été tué.

Mais l'action la plus néfaste des forces armées réside dans son application de la loi du contrôle des armes, qualifiée de "loi maudite" par la gauche. Prenant cette loi comme prétexte, les forces armées, et surtout la F.A.C.H. (l'aviation), font des descentes dans les usines, dans les milieux de travail, dans les organisations paysannes, chez des militants, dans des maisons privées des travailleurs. Elles cherchent des armes chez les ouvriers et les paysans, pendant que "Patrie et Liberté" sème la mort et le sabotage, d'un bout à l'autre du pays. Déjà, au mois d'aût, le sud est presque totalement sous

contrôle militaire; on arrête les gens dans la rue, on les fouille, on les questionne, on perquisitionne, on intimide des travailleurs qui sortent d'une assemblée. L'armée cherche à désorganiser, effrayer, terroriser le peuple. Déjà, des cas de torture, d'emprisonnement, de mort, s'enregistrent. Des marins qui s'opposent à la hiérarchie fasciste sont emprisonnés et torturés. Des paysans reçoivent le même traitement. A santiago, les ouvriers des usines sont toujours en proie à une descente de la F.A.C.H. On a même arrêté un gardien de nuit qui avait, pour son travail, un pistolet, sous l'accusation de possession d'armes. Les soldats entrent dans les quartiers ouvriers pour y intimider la population. Leur action est claire maintenant: il s'agit avant tout de tâter la résistance et l'organisation effective du peuple. Le coup du 29 juin avait été orchestré dans la même idée: voir comment le peuple allait réagir. Le peuple a-t-il des armes? A-t-il une organisation militaire? Les perquisitions, descentes, arrestations, tortures, intimidations ont donné la réponse: le peuple n'est pas organisé militairement. Devant l'éventualité d'un coup d'Etat, le peuple sera désorganisé.

La situation s'aggrave encore avec l'entrée en action des "gremios", les corporations patronales. Les camioneurs, les commerçants et les propriétés d'autobus et de taxis entre en grève indéfinie jusqu'à la destitution d'Allende. Les aliments ne sont pas acheminés vers les lieux de distribution, les commerces ferment, les transports en commun cessent presque la totalité de fonctionner. Il devient donc difficile de s'approvisionner, de circuler, d'aller travailler, de vivre. Il faut faire le tour du centre-ville pour trouver de quoi manger, marcher ou faire de l'auto-stop pour entrer chez soi. Les prix grimpent, l'escudo ne vaut plus rien. C'est le chaos. Les sabotages de "Patrie et Liberté", les descentes, les emprisonnements, les tortures de l'armée, la grève des transports et des commerces: tout y est, y compris les arrêts de travail indéfinis des médecins et dentistes.

LES DERNIERS PAS

Afin d'essayer une dernière fois de sauver la situation, Allende fait entrer au gouvernement les chefs de l'armée, de l'aviation, de la marine et des Carabiniers. Deux d'entre eux appuient Allende: Prats et le chef des Carabiniers. L'armée doit liquider Prats. La droite fait campagne pour sa démission. On va jusqu'à faire manifester les femmes des officiers devant sa résidence. Elles lui demandent de démissionner, l'accusent d'aller contre les règles de l'armée en appuyant un gouvernement illégal et inconstitutionnel. Prats, sous la pression, doit démissionner, puisqu'il n'a plus aucun pouvoir pour s'opposer aux fascistes. Pour ce qui est du chef des Carabiniers, il sera destitué au matin du 11 septembre, et on ne sait pas ce qui en est devenu.

Une autre campagne est lancée pour obtenir la démission d'Allende. La droite fait signer des pétitions, fait manifester sa jeunesse et ses femmes. Le Parlement déclare Allende inconstitutionnel et demande explicitement aux forces armées de s'exprimer. Le journal, **El Mercurio**, lance un constant appel à l'intervention militaire, rappelle l'opération Djakarta en Indonésie, où l'armée a fait 500,000 morts parmi la gauche, dénonce et condamne Allende et le rend responsable du chaos économique dans lequel le pays est plongé. Les radios de droite n'arrêtent pas leurs attaques et lancent des appels au renversement du gouvernement.

Le P.C. continue de parler de dialogue, mais demande à ses bases de se tenir mobilisées. Allende se voit impuissant à régler la situation. Son cabinet de dernière chance, comme il l'avait qualifié lui-même, ne donne aucun résultat. Les corporations patronales refusent tout règlement, elles veulent la démission d'Allende et la fin de l'U.P. Allende est isolé, chef d'un pays qu'il ne contrôle pas, d'un gouvernement qui ne fonctionne plus et d'un "processus" qui est sans issue. Il ne croit plus au dialogue, mais peut-il prendre la responsabilité d'envoyer le peuple, les mains nues, devant les blindés et les avions? Il repousse cette image trop cruelle. Il espère encore convaincre les forces armées de son fort appui populaire, espérant qu'elles ne s'opposeront pas à la volonté de tous ces milliers de gens.

C'est le 4 septembre. C'est le 3e anniversaire des élections présidentielles de 1970. Le peuple fête avec une grande marche cette troisième année de pouvoir. Devant une grande estrade, élevée face à la Modena, où sont réunis les membres du gouvernement, sauf les chefs militaires, les principaux dirigeant de l'U.P. et d'organisations populaires défilent dès 6 h. du soir des milliers de personnes. On y lit: "Non à la guerre civile!"; "Le fascisme ne passera pas!" Allende est là, il reste assis. Il a les yeux tristes et sourit amèrement à toutes ces têtes joyeuses de travailleurs, de femmes, de paysans, d'enfants, de "pobladores". On a construit des chars allégoriques, on a mis des costumes, on crie sa joie; c'est la fête du peuple: il y a trois ans. Que devait penser Allende à ce moment? Ilsavait ce qui allait arriver, c'est peut-être à ce moment-là qu'il est mort. Il avait devant lui tout ce peuple faisant la fête pour célébrer trois années de victoire. Il voyait l'indien à qui on avait rendu sa valeur, le "poblador" à qui on avait donné un toit, l'enfant à qui on avait donné le lait, la femme à qui on avait taillé sa place dans la société, le paysan à qui on avait rendu la terre, l'ouvrier à qui on avait rendu l'usine: tout ce peuple qu'on avait mis en poèmes, qu'on avait chanté; Tout ce peuple qui était devenu important. Toutes ces femmes et ces hommes qui étaient devenus des êtres humains. Qu'il a dû être triste, Allende, lui qui avait tant voulu que tout cela ne cesse jamais.

Mardi prochain, le 11 septembre, l'armée fasciste y mettra un point final.

"PATRIA O MUERTE"

Voilà ce qui en fut des trois années de l'Unité Populaire. Le Chili, qui fut le seul pays en Amérique latine à connaître une si longue histoire démocratique et sans violence, a vu se terminer la marche du peuple dans un coup d'Etat, le plus cruel qu'ait connu le continent, le coup d'Etat le plus parfait! Les militaires fascistes n'y ont rien oublié: jusqu'à la moindre liberté est suspendue, et toute action, même libérale bourgeoise, n'a plus cours. Le Chili a rejoint ses pays frères de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe qui vivent sous la dictature du fascisme, de la prison et de la mort. Comme eux, il ne reste qu'une seule voie: celle de la lutte armée.

"La Patrie ou la mord", comme l'a crié le "Che". La lutte sera longue, dure et cruelle, car la route vers la liberté des peuples opprimés est dangereuse: le maître est fort, vigilant et assoiffé de sang. L'impérialisme américain, appuyé par les bourgeoisies nationales, n'est pas facile à renverser. Mais les peuples vaincront, car ils sauront de plus en plus marquer des points contre l'adversaire. Regardons l'exemple du Vietnam, où la lutte armée n'a pas cessé, depuis plus de trente ans. La lutte au Chili devra rejoindre le Vietnam. Déjà, le Front Unifié de Libération Nationale (F.U.L.N.) a commencé à agir, malgré la cruelle répression.

Le **DOSSIER MOBILISATION NO. 2** qui sera publié d'ici peu portera sur le Chili. Il contiendra en plus d'un bilan des 3 derniers mois du gouvernement de l'Unité Populaire, un certain nombre de documents dont les récents communiqués émanant d'organisations de la résistance chilienne et les positions des différentes formations politiques de gauche. Le dossier contient également la traduction d'un article du **GUARDIAN** sur les leçons du coup d'état militaire.



"Vous pouvez le garder, général... Vous en aurez besoin bientôt"

LE SERVICE SOCIAL...instrument d'une classe?

MOBILISATION présente dans cet article le travail accompli par le noyau "service social" du CAP Maisonneuve, autour de la préparation et de la diffusion du **DOSSIER SERVICE SOCIAL***. La préparation et la diffusion du Dossier n'est pas et ne fut pas la seule activité de ce noyau; la description et l'analyse de ces diverses pratiques (travail avec les étudiants, avec les travailleurs sociaux, travail dans des groupes populaires ou regroupement de groupes populaires, travail de quartier, etc...) font actuellement l'objet d'un bilan. Nous avons quand même cru bon, à l'occasion de la publication de la 2ième édition de ce **Dossier**, présenter brièvement quelques aspects de ce travail.

CADRE GENERAL

Le projet de publication d'un dossier sur le Service Social a été élaboré en mai 1972 par un groupe d'étudiants en Service Social à l'Université de Montréal. L'objectif principal recherché était de regrouper un noyau d'étudiants progressistes autour de la préparation d'un dossier(qui s'inspire du travail accompli par les étudians du CAP Médecine sur le rôle de la médecine). Le dossier analyse les pratiques en Service Social et dénonce le rôle d'agent idéologique du travailleur social, au profit de l'Etat et conséquemment de la bourgeoisie. L'objectif était donc de rejoindre des étudiants et secondairement des travailleurs sociaux déjà "sur le terrain".

La rédaction du Dossier prit plus de temps que prévu (1 an au lieu des 3 mois prévus). Entre-temps, les pratiques des militants du noyau ainsi formé changèrent quelque peu. En effet, dès la 2ième année, les étudians en Service Social se retrouvent en stage "sur le terrain". L'objectif du Dossier fut donc quelque peu modifié; on mit plus d'insistance pour rejoindre les travailleurs sociaux. De plus, on décida de suivre de près la diffusion du Dossier en faisant savoir au cours de la diffusion le désir du noyau de rencontrer des groupes prêts à en discuter.

Le Dossier lui-même se divise en trois grandes parties. Un **historique** qui retrace l'évolution du Service Social et démontre comment cette évolution s'inscrit dans le développement du capitalisme et plus précisément dans les crises que le capitalisme doit affronter. Une **critique des pratiques** en Service Social et plus précisément des méthodes d'intégration aux valeurs dominantes employées par les travailleurs sociaux, ainsi que l'aspect limité de leur champ d'action; cette partie s'attache à démontrer le rôle d'agent idéologique des travailleurs sociaux, au service de l'Etat contrôlé par la bourgeoisie. Enfin, une troisième partie s'attache à analyser la **formation** que les travailleurs sociaux reçoivent, les valeurs qui leur sont inculquées pour remplir leur rôle. En annexe, le Dossier retrace et analyse quelques luttes qui ont eu lieu ces dernières années en Service Social.

LA DIFFUSION DU DOSSIER ET SON IMPACT

Le dossier a reçu un bon accueil; plus de 2,000 exemplaires diffusés en moins de quelques mois et une deuxième édition à 1,000 exemplaires qui vient de sortir. La diffusion s'est faite essentiellement auprès des travailleurs sociaux et des étudiants en Service Social. Auprès des travailleurs sociaux, la diffusion s'est faite en grande partie par les syndicats dans les agences sociales. La réponse des étudiants est venue plus rapidement, ce qui est normal si l'on inclus leur situation. Des rencontres eurent lieu dans les principales universités du Québec et quelques CEGEPs. En général, leur attitude fut très favorable à l'analyse proposée dans le Dossier, quoique en pratique, pour eux, ça n'impliquait pas (encore) de changement fondamental dans leurs pratiques (ce qui peut également expliquer leur attitude favorable). Chez les travailleurs, la réponse fut plus lente. Encore ici, ça s'explique: pour eux, ça impliquait une remise en question de leur pratique.

Toutefois, dans certaines agences, des travailleurs se sont regroupés autour de l'étude du Dossier; la plupart de ces regroupements dépassaient la simple étude du Dossier et conduisaient à une analyse concrète de leur "boite" ou même de leur "champ d'action". Dans des agences, (où travaillent certains militants du noyau) des assemblées ont même été organisées regroupant près de la moitié du personnel. Dans ces assemblées, on demandait aux militants du noyau d'entreprendre avec eux des analyses plus concrètes des "boites" et des "champs d'action" particuliers. A l'extérieur de Montréal, surtout, des travailleurs sociaux ont fait remarquer leur isolement dans l'étude de ces problèmes et ont recommandé la mise sur pied d'un bulletin de liaison. Le travail de rencontre avec les travailleurs sociaux, suscité par la publication du Dossier, n'a pas encore été complété car il reste encore d'autres groupes à rencontrer.

Toutefois, déjà se posent pour le noyau de nombreux problèmes soulevés lors des rencontres et plus généralement quant aux perspectives de travail dans un tel milieu. Tout ça actuellement fait l'objet d'un bilan du noyau, dont nous aurons, sans doute, l'occasion de reparler.

***DOSSIER SERVICE SOCIAL**, rédigé et discuté dans le noyau "service social" du CAP Maisonneuve de juin 1972 à mars 1973. 72 pages, $1.00, **Disponible** au CAP Maisonneuve, 3902 Ontario est, et à la Librairie Progressiste, 1867 Amherst.

DANS LE PROCHAIN NUMERO

RENCONTRE AVEC UN NOYAU DE MILITANTES DANS LES GARDERIES POPULAIRES

LA LUTTE ET L'ORGANISATION A LIP

LA REPRESSION ET SES NOUVELLES FORMES

LE MOUVEMENT OUVRIER AUX ETATS-UNIS

☐ $2.50 pour un abonnement individuel d'un an (10 numéros)
☐ $______ pour ______ abonnements collectifs d'un an ($2.50 chacun)
☐ $______ pour les numéros précédents suivants
☐ $0.50 pour les **DOSSIERS** suivant ______ **TOTAL** ______

Faire parvenir votre paiement à: **MOBILISATION**
3902 Ontario est
Montréal 403

Nom ______
Adresse ______

Les endroits où vous pouvez vous procurer **MOBILISATION** sont indiqués au début de la revue.

numéros précédents encore disponibles

Vol.2, no.1
Pourquoi une revue militante - La formation: une nécessité de tout travail militant - Bilan d'un travail d'organisation politique en usine - Inventaires d'enquêtes politiques en milieu de travail.

Vol.2, no.2
Bilan d'une lutte sur le logement: Linton-Barclay - Problèmes et perspectives du travail de quartier à St. Jacques - La lutte des travailleurs chiliens.

Vol.2, no.3
Les fonds de pension - Le quatrième congrès du P.Q. - Panama

Vol.2, no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQUAM - La génération révoltée - L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique - Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2, no.5 - SPECIAL SUR LA PROPAGANDE
Lénine: A propos d'une profession de foi - De la propagande - La propagande: rôle, tâches et limites - Le rôle de la propagande dans la construction du parti révolutionnaire

Vol.3, no.1 - SPECIAL
Mobilisation: comprendre la réalité, poursuivre la lutte - Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal

Vol. 3, no. 2
La lutte des femmes dans une usine de carton à Montréal - Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes - L'organisation et la lutte à Firestone - Chili 1973 (1ière partie)

● ● ●

DOSSIER MOBILISATION NO. 1
Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec - par Jean Grenier. Eléments d'analyse des rapports de force dans le monde et la montée des forces révolutionnaires. Données économiques et politiques sur les contradictions au Canada et au Québec, illustrées de tableaux statistiques.

DU SANG SUR LES RAISINS



MARCELINA MENDEZ, 42 ans, mère de huit enfants, est battue par des officiers de police du Compté de Kern, qui s'efforcent de briser les grèves des Travailleurs Agricoles Unis à Lamont, Californie, le 8 Août, 1973.

Boycottage au Québec

QUÉBECOIS, les Travailleurs Agricoles Unis demandent notre appui dans leur lutte. Nous pouvons les aider en boycottant les raisins et laitues "Iceberg" des États Unis. Répondons à leur appel, soyons solidaires. Le Québec est un des plus imporants acheteurs de Laitues "Iceberg" et raisins Américains. Les Québecois ont déjà contribué à la première victoire des travailleurs agricoles dans les vignobles californiens. Ils diminuèrent considérablement les ventes de raisins au Québec entre 1968 et 1970, lors du premier boycottage des raisins, jusqu'à ce que les entreprises viticoles signent des contrats avec les Travailleurs Agricoles Unis et César Chavez. Les travailleurs agricoles sont les travailleurs les plus pauvres des États-Unis, avec un revenu annuel moyen de $2,700 par famille. Leur espérance de vie est de 49 ans, environs 20 ans de moins que la moyenne Québecoise. Leurs enfants, 800,000 d'entre eux de moins de 16 ans, doivent travailler dans les champs.

Avec les contrats gagnés en 1970, les travailleurs viticoles obtiennent de meilleurs salaires, des conditions de travail beaucoup plus saines, une assurance maladie et accident, un bureau de placement syndical, des comités de griefs, l'abolition des pesticides et du travail des enfants. Mais en 1973, les compagnies refusent en bloc de renouveler les contrats arrivés à échéance, malgré trois années de bénéfices sans précédents. Elles s'allient aux producteurs de laitues dans un effort pour détruire les Travailleurs Agricoles Unis (les producteurs de laitues "Iceberg" refusent depuis 1970 de reconnaitre les T.A.U. Leurs ouvriers organisent un boycottage des laitues "Iceberg" Américaines depuis maintenant 3 ans)

Deux ouvriers assassinés

ENTRE AVRIL et Juillet, des milliers d'ouvriers doivent recourir à la grève dans les vignobles. Ils sont attaqués par des fier-à-bras, des policiers privés et gouvernementaux, et cependant restent non-violents. En Août, deux grèvistes sont assassinés. **Nagi Daifullah**, 24 ans, est tué par un officier de police du Compté de Kern. **Juan de la Cruz**, 60 ans, est abattu par un scab d'une balle au coeur, sur un piquet de grève aux vignobles **Giumarra**. Face à cette violence, les injonctions, et l'emprisonnement de plus de 5,000 grèvistes, les travailleurs agricoles quittent les vignes pour boycotter les raisins et laitues dans les grandes villes. Ils sont venus au Québec pour nous demander de boycotter les raisins et laitues "Iceberg" Américains. Nous avons aidé à gagner les premiers contrats. Nous pouvons aider à ramener les producteurs de raisins et de laitues à la table de négociation.

Les 3 centrales syndicales C.E.Q., C.S.N., F.T.Q., soutiennent le boycottage des raisins et laitus "Iceberg".

Boycottez Raisins et Laitues Americains

Si vous désirez recevoir plus d'informations, contribuer financièrement ou particper aux activités du boycottage, veuillez contacter:

Comité Québecois de Soutien aux Travailleurs Agricoles

1290 rue St-Denis,
5e étage,
Montréal 129, Quebec
Tél.: 866-9795